



HAL
open science

La webradio Bonjour Kampala. Le pari de l'innovation au service de la diffusion du français et de la coopération linguistique et éducative en Ouganda

Magaly Losange

► To cite this version:

Magaly Losange. La webradio Bonjour Kampala. Le pari de l'innovation au service de la diffusion du français et de la coopération linguistique et éducative en Ouganda. Sciences de l'Homme et Société. 2021. dumas-03771478

HAL Id: dumas-03771478

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03771478v1>

Submitted on 7 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

2020-2021

Mémoire de master 2

**Coopération linguistique et éducative en
français langue étrangère (FLE)**

La webradio Bonjour Kampala :

Le pari de l'innovation au service de la diffusion du français et de la
coopération linguistique et éducative en Ouganda

Magaly LOSANGE

Remerciements

Je tiens à exprimer ici ma plus grande considération pour les enseignants, professeurs et formateurs de français avec lesquels j'ai pu travailler ou que j'ai eu l'honneur de rencontrer en Ouganda. Leur détermination à faire vivre cette langue malgré tous les défis est une inspiration au quotidien. Merci pour nos échanges et parfois aussi pour vos recommandations de lecture. C'est grâce à vous que j'ai appris à mieux comprendre et vivre ce pays qui porte à juste titre le nom de Perle de l'Afrique.

Merci aussi à mes mentors et amis Laetitia et Thomas : votre rêve est devenu un projet collectif qui a changé ma vie et qui laissera sans aucun doute un grand impact dans ce pays.

Merci à mes parents, pour leur soutien et leur disponibilité pendant la phase d'écriture de ce mémoire. Merci à ma sœur Emilie pour ses relectures patientes et avisées.

Merci à ma directrice de mémoire Amélie Leconte, pour son support et pour ses critiques constructives.

Et enfin une pensée spéciale pour le professeur Maria Goretti Adubo Bbaale de l'université de Kabale qui nous a quittés subitement. Sa détermination à s'engager dans des études doctorales après de nombreuses années d'enseignement, et à s'investir dans la recherche sur le FOS tourisme pour aider les Ougandais à transformer le français en langue d'employabilité a été, pour moi, une autre source d'inspiration.

Sommaire

INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1- PRESENTATION DU CONTEXTE	9
1.1 UN PAYS CARACTERISE PAR LE MULTILINGUISME	9
A. La composition sociolinguistique de l'Ouganda.....	9
B. Analyse des pratiques linguistiques et des enjeux sociaux	11
C. Une politique linguistique pragmatique	13
1.2 LA COURSE AU DEVELOPPEMENT ET A L'EDUCATION.....	15
A. Un pays en transition économique.....	15
B. Le défi de la scolarisation massive et d'une politique éducative adaptée	17
C. Les contraintes de l'environnement technologique	20
1.3 LA COOPERATION LINGUISTIQUE ET EDUCATIVE FRANCE-OUGANDA	22
A. La place de la langue française en Ouganda	22
B. Les acteurs de la coopération linguistique et éducative	26
C. Bonjour Kampala et mon rôle au sein de la webradio	28
CHAPITRE 2- LE CADRE THEORIQUE	34
2.1 LA LANGUE, AU-DELA DES MOTS	34
A. Le concept de langue et les contextes d'apprentissage	34
B. Vitalité et politiques de redynamisation	36
C. La notion de marché linguistique	41
2.2 LES OUTILS DE PLANIFICATION LINGUISTIQUE ET DE DIFFUSION DU FRANÇAIS.....	43
A. La planification linguistique.....	43
B. Le rôle des médias dans la diffusion de la langue et du savoir en Afrique	45
C. L'intégration des TIC dans l'enseignement	48
2.3 LA POLITIQUE DE COOPERATION EDUCATIVE ET LINGUISTIQUE DE LA FRANCE	50
A. Le soft power : les enjeux et acteurs de la diplomatie culturelle.....	50
B. État de la coopération française : moyens et ressources	53
C. Les nouveaux instruments de financement et la gestion du cycle projet.....	54
CHAPITRE 3 - METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	58
3.1 APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	58
A. La démarche ethnographique et la question de l'objectivité du chercheur	58
B. Cheminement méthodologique	60
C. Le croisement quantitatif et qualitatif.....	61
3.2 ECHANTILLONNAGE ET DESCRIPTION DE LA COLLECTE DES DONNEES.....	62
A. L'observation participante	63
B. Enquêtes et constitution d'échantillon	65

C. Entretiens et atténuation des biais.....	67
3.3 LES QUESTIONNAIRES : ECHANTILLON, METHODE D'ANALYSE ET DONNEES CONTEXTUELLES	69
A. Méthode d'analyse des questionnaires	69
B. Méthode d'analyse des entretiens	75
CHAPITRE 4 - SYNTHESE INTERPRETATIVE	80
4.1 UN DISPOSITIF QUI EST EN TRAIN DE FAIRE SES PREUVES	80
A. LA PLUS-VALUE PEDAGOGIQUE DE BONJOUR KAMPALA	80
B. Un outil pour la promotion de la langue française	83
4.2 LES ECUEILS DU PROJET.....	84
A. Le développement d'une audience plus large.....	84
B. Des moyens humains et financiers insuffisants	85
4.3 RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES.....	86
A. La poursuite du recadrage du projet FSPI.....	86
B. Vers une meilleure intégration dans la politique éducative nationale	88
CHAPITRE 5 - RETOUR REFLEXIF SUR LA PROBLEMATIQUE ET L'EXPERIENCE MENEES : LA CONFIRMATION DE MON IDENTITE PROFESSIONNELLE	90
5.1 UN STAGE QUI S'EST CONSTRUIT EN PARALLELE DE LA MISE EN PLACE DU FSPI	90
5.2 LA DECOUVERTE DE LA PROBLEMATIQUE DE LA DIFFUSION DU FRANÇAIS DANS UN CONTEXTE PLURILINGUE.....	92
5.3 LA DECOUVERTE DES ENJEUX DE LA COOPERATION LINGUISTIQUE ET EDUCATIVE	94
CONCLUSION	96
BIBLIOGRAPHIE	99
ANNEXES.....	107
ANNEXE 1- INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES ET DEMOLINGUISTIQUES.....	107
ANNEXE 2- EXEMPLES DE SUPPORTS DE COMMUNICATION EN ANGLAIS ET LANGUES LOCALES	108
ANNEXE 3- EXEMPLE PUBLICITE COMPAGNIE DE TELECOMMUNICATION (THANK YOU/SENKYU)	109
ANNEXE 4 - EXEMPLES DE MOTS ET EXPRESSIONS EN UGLISH (ANGLAIS OUGANDAIS).....	109
ANNEXE 5- LES DEBUTS DE BONJOUR KAMPALA	110
ANNEXE 6- BONJOUR KAMPALA EN IMAGES	111
ANNEXE 7- ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT FSPI	113
ANNEXE 8- FICHES PEDAGOGIQUES BONJOUR KAMPALA	114
ANNEXE 9- PARTENARIAT AVEC LES ENSEIGNANTS ET LES UNIVERSITES	116
ANNEXE 10- ENQUETES APPRENANTS.....	118
ANNEXE 11- ENQUETE PROFESSEURS (APERÇU FORMULAIRE EN LIGNE)	122
ANNEXE 12- GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES RESPONSABLES D'UNIVERSITES	123
ANNEXE 13- ENVIRONNEMENT DE MON STAGE	125

INTRODUCTION

Les premières images qui viennent à l'esprit quand on évoque la question du contexte éducatif en Afrique sont celles de classes surpeuplées et de moyens pédagogiques limités. En arrivant en Ouganda, j'ai pu constater que le pays n'échappe pas à la règle. Il connaît par ailleurs des défis spécifiques : le tiraillement entre langues autochtones et langues internationales, une croissance démographique exponentielle et la difficulté à atteindre d'ambitieux objectifs de numératie et d'alphabétisation. Dans ce petit pays d'Afrique de l'Est, l'accès à une éducation de qualité reste donc limité, malgré les nombreux efforts du gouvernement et des acteurs internationaux. Au-delà des questions linguistiques et éducatives se pose la question du développement économique et social. L'Ouganda aspire en effet à s'intégrer pleinement dans une économie mondiale et linguistiquement uniformisée. Son gouvernement doit donc choisir quelle(s) langue(s) promouvoir pour assurer la formation d'une population qualifiée et compétitive, tout en respectant les identités diverses.

C'est dans ce contexte complexe que la langue française a réussi à se frayer une place dans les collèges, lycées et quelques universités, et à s'imposer comme la langue étrangère de prédilection depuis les années 1960. La proximité de pays francophones, et les opportunités éducatives et professionnelles offertes à ceux qui maîtrisent cette langue sont les principaux facteurs expliquant la propagation du français dans un pays majoritairement anglophone. L'ambassade de France en Ouganda et le gouvernement ougandais ont également joué un rôle crucial en formant, motivant et récompensant professeurs et apprenants au fil des années. Ces efforts ont malheureusement diminué avec le temps et ce désengagement a entraîné des conséquences multiples : le manque de formation des enseignants de FLE (français langue étrangère) en général et notamment aux nouvelles technologies, l'inadéquation entre les nouvelles approches pédagogiques et les moyens mis à la disposition des écoles, une démotivation des professeurs de français, et plus globalement un certain recul du nombre d'apprenants.

En février 2020, l'ambassade de France en Ouganda a obtenu un financement du ministère des Affaires étrangères pour mettre en place le projet FSPI (Fonds de Solidarité aux Projets Innovants) "Langue française". Ce projet d'une durée de deux ans a pour objectif majeur de redynamiser la présence du français en Ouganda. Il se place également dans la continuité de la réforme « Learning by doing » lancée par le gouvernement ougandais cette même année pour améliorer la qualité de l'éducation. Pour l'ambassade, comme pour le gouvernement ougandais, le souhait est donc de répondre à de nouveaux défis : améliorer l'éducation en intégrant l'usage

des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (désormais TICE) tout en favorisant l'autonomisation des apprenants. Pour renforcer la francophonie et la qualité de l'enseignement-apprentissage du FLE, les coordinateurs du FSPI ont pu s'appuyer sur des porteurs de projets innovants. Des projets comme celui de la radio Bonjour Kampala (désormais BK) qui a vu le jour en février 2019 avec la mission principale de valoriser les événements culturels francophones en Ouganda. La webradio a été intégrée au dispositif FSPI « Langue française » afin de donner plus de visibilité aux efforts de promotion de la langue française, et d'offrir une nouvelle plateforme aux Ougandais souhaitant se familiariser avec cette langue. A ce titre, elle est un exemple de la nouvelle approche de l'aide au développement, et des nouveaux moyens dont bénéficient les acteurs institutionnels de la coopération linguistique et éducative.

J'ai eu la chance de participer à la candidature de Bonjour Kampala au projet FSPI, en contribuant notamment à l'analyse des besoins, à la détermination des objectifs de la radio et à la consolidation du budget. J'ai également travaillé à la mise en place de la grille de programmation de la radio et à la création de fiches pédagogiques à partir de certaines émissions enregistrées (exploitation de supports authentiques). Cette expérience m'a amenée à m'interroger sur l'adéquation des moyens de BK face à l'ampleur de ce projet de coopération et à analyser la pertinence des outils déployés pour insuffler une nouvelle dynamique à l'apprentissage du français. Peut-on espérer qu'ils contribueront à améliorer l'apprentissage du français et la diffusion de cette langue en Ouganda, malgré un environnement sociolinguistique déjà très chargé ? Cette question me semble d'autant plus opportune que les institutions éducatives ougandaises accordent aux TICE un intérêt grandissant.

Pour y répondre, nous devons revenir sur le contexte démographique et sociolinguistique ougandais afin de comprendre la politique linguistique et éducative du pays. Nous pourrions ainsi mieux apprécier la place qu'y a le français, ainsi que le rôle joué par les acteurs historiques de sa diffusion et par des acteurs plus récents comme la radio Bonjour Kampala. Nous replacerons ensuite les nouvelles politiques de coopération et de diffusion du français dans un cadre plus général. Une revue de la littérature scientifique nous permettra de revenir sur ce qu'est une langue puis sur les mécanismes de sa diffusion à travers la planification linguistique. Elle nous permettra également de revenir sur les défis rencontrés par les acteurs de la coopération linguistique et éducative à l'étranger. Nous nous appuierons enfin sur l'enquête que nous avons menée en contexte scolaire pour mesurer les possibles effets de la webradio BK sur la diffusion du français via les établissements scolaires, et ainsi envisager des pistes d'amélioration comme cela est prévu dans le cadre du projet FSPI.

CHAPITRE 1- Présentation du contexte

1.1 Un pays caractérisé par le multilinguisme

A. La composition sociolinguistique de l'Ouganda

Avec un peu plus de 41 millions d'habitants répartis sur une superficie de 236 860 km², l'Ouganda est un petit pays d'Afrique de l'Est, moins connu que la République Démocratique du Congo, son immense voisin francophone, et moins développé que le Kenya, un autre pays limitrophe. Le pays a pourtant été au cœur de toutes les attentions politiques dans les années 1970, période durant laquelle le dictateur Idi Amin Dada a rendu le pays tristement célèbre. Après plusieurs années de dictature militaire et de guerre civile, le président Museveni (élu en 1986) a réussi au fil des réélections à apporter une certaine stabilité politique. La présence au pouvoir du même président pendant près de 40 ans et les faibles protestations ponctuelles pourraient amener à s'interroger sur le manque d'alternance politique et sur le concept de « démocratie à l'africaine » (Sakpane-Gbati, 2011). La longévité de Museveni traduit surtout la puissance militaire de son gouvernement et le pragmatisme d'une population traumatisée par des divisions internes favorisées par une impressionnante mosaïque ethno-sociolinguistique.

La population est divisée en 56 tribus qui utilisent une trentaine de langues africaines (Leclerc, 2020). Ces langues peuvent être réparties entre deux groupes linguistiques distincts (annexe 1) : les langues bantoues (luganda, nyankore, soga...) qui représentent 70% des locuteurs du pays, et les langues nilosahariennes (teso, lango, acholi...). Toutes ces langues locales sont dites vernaculaires car elles sont communément parlées dans la limite des communautés (Dumont et Maurer, 1995). Elles sont utilisées au quotidien et transmises dans les familles de génération en génération. Les deux langues officielles du pays sont le swahili et l'anglais. La première est surtout une langue véhiculaire parmi certains commerçants, les militaires et la police, mais reste très peu usitée au quotidien par le reste des Ougandais. Le choix de la seconde (l'anglais) comme autre langue officielle est l'illustration d'un certain pragmatisme institutionnel.

En effet, si de nombreuses langues africaines sont inter-intelligibles, comme le luganda et le lusoga (langues bantoues parlées dans le centre-sud de l'Ouganda), c'est l'anglais qui a été adopté pendant la colonisation britannique et qui est resté la langue officielle du pays. Le risque principal étant la forte probabilité de malentendus et de conflits ethniques, l'anglais a été présenté comme la langue de la stabilité et de l'unité. Malgré ce statut, cette langue n'est en réalité comprise et utilisée que par 20% de la population. Comme dans la plupart des pays africains où la langue

internationale rivalise avec les langues autochtones (Yiboe, 2009), l'anglais est principalement utilisé par le gouvernement et les tribunaux, pour les échanges commerciaux, dans les publications officielles et par les principaux médias de communication (annexes 2A et 2B). C'est également la langue privilégiée par une certaine élite qui l'utilise comme signe de prestige.

La soixantaine d'autres langues en présence et l'origine variée des populations étrangères attestent d'une longue histoire d'immigration (Leclerc, mars 2020). Les premières populations immigrées sont principalement originaires d'Inde et d'Asie. Elles utilisent des langues indo-iraniennes (gujarati, konkani, hindi), des langues sino-tibétaines (chinois) ou des langues afro-asiatiques (l'arabe levantin). Avec 428 000 locuteurs, le gujarati est la langue la plus importante de ce groupe et témoigne de la longue relation entre l'Inde et l'Ouganda (Adam, 2010). Dans les années 1890, environ 40 000 Indiens (principalement des Punjabis) ont été « amenés » comme travailleurs immigrés pour construire le chemin de fer ougandais reliant Mombasa au Kenya à Kampala en Ouganda. Ils ont été forcés de quitter le pays en 1972 sur ordre du dirigeant militaire Idi Amin, mais beaucoup sont retournés en Ouganda dans les années 1980 et 1990. Aujourd'hui ils sont devenus un pilier de l'économie du pays. Il est intéressant de noter le glossonyme choisi par certains linguistes pour désigner la langue utilisée par cette population : « ougandais goujarat ». Ce terme donne l'impression d'une certaine créolisation de la société indienne installée en Ouganda alors que Michel Adam, a pu souligner « l'enfermement communautaire » (Adam, 2010) des indiens en Afrique et l'imprégnation limitée des cultures africaines chez les représentants de la diaspora.

Avec plus de 1,4 million de réfugiés en avril 2018, l'Ouganda est aujourd'hui le plus grand pays d'accueil en Afrique. L'immigration plus récente vient souvent des pays limitrophes, en proie à des conflits politiques. La majorité des réfugiés est originaire du Soudan du Sud (1 053 398 réfugiés) et de la République démocratique du Congo (276 570 réfugiés)¹. L'Ouganda accueille également des réfugiés du Burundi, de la Somalie et d'autres pays. Les crises politiques et humanitaires se poursuivant dans ces pays, les perspectives de retour des réfugiés dans leur pays d'origine sont fortement réduites. Le phénomène d'immigration des communautés des pays voisins de l'Ouganda a des conséquences sociodémographiques singulièrement différentes de l'immigration indienne puisqu'on assiste à une plus grande mixité avec la population locale. Il faut également noter que la politique ougandaise en matière de réfugiés garantit la liberté de circulation, le droit à l'emploi, à la santé, et à l'éducation. Si la priorité est de fournir aux enfants

¹Données de l'Organisation Internationale des Migrations, rapport annuel Ouganda 2018
<https://uganda.iom.int/publication/iom-uganda-2018-annual-report>

de réfugiés une éducation dans les écoles locales, et de leur apprendre l'anglais afin de faciliter leur intégration, le grand nombre de réfugiés venant des pays frontaliers francophones a également comme conséquence un certain essor de l'enseignement du français en Ouganda. Similairement il n'est pas rare de croiser dans les rues de la capitale des locuteurs d'un français teinté de variétés régionales.

La présentation de la situation démolinguistique de l'Ouganda a permis de mettre en évidence une situation d'hétérogénéité linguistique complexe. Ce cadre n'est pas sans conséquence sur l'organisation sociale du pays. Il nous faut présenter plus en détail la réalité des pratiques langagières pour mieux appréhender les enjeux sociaux et sociolinguistiques.

B. Analyse des pratiques linguistiques et des enjeux sociaux

Nous avons pu voir que l'anglais est une des langues officielles du pays mais que le nombre de locuteurs reste relativement faible. En parallèle, une pratique langagière mixte qui a pris naissance dans les points urbains principaux, se développe de plus en plus, prouvant l'influence des langues africaines sur la langue officielle. Cette influence se traduit tout d'abord par un certain nombre de mélanges codiques, ou plus précisément d'interférences, c'est-à-dire « un remaniement de structures qui résulte de l'introduction d'éléments étrangers dans les domaines les plus fortement structurés de la langue » (Calvet, 1993, p. 23). On note aussi une certaine « nativisation » de l'anglais dont les mots parlés et utilisés sont modifiés afin qu'ils se rapprochent de certains mots africains et sonnent plus euphoniques (annexe 3).

Les chercheurs linguistes qui ont analysé le parler des Ougandais urbains ont recours à un mot-valise pour décrire ces deux phénomènes : ils parlent de « UGLISH » ou de « Ugandan English » (en français, « ouglais » ou « anglais ougandais »). L'auteur Bernard Sabiiti a ainsi analysé les évolutions de cette langue et s'appuie sur un glossaire documenté pour montrer que la majorité de ces mots sont influencés par la culture des jeunes, les chansons populaires urbaines et les médias sociaux (annexe 4). L'auteur rappelle également le débat central qui est au cœur de cette pratique langagière contemporaine : si certains pensent que la montée de l'UGLISH est directement corrélée à une baisse des normes dans l'éducation et atteste du fait que les gens lisent moins, d'autres affirment au contraire que l'émergence de cette variété permet une meilleure compréhension de l'anglais par les différentes communautés. On pourrait plus largement noter que l'on retrouve ici l'éternelle opposition entre les conceptions des puristes et celles de ceux qui valorisent le phénomène « d'hybridité constitutive de tout lecte » (Trimaille, Matthey, 2013). Ainsi, la question est de savoir si les Ougandais devraient être fiers d'une langue qui combine le

local et le mondial, ou s'inquiéter des implications plus larges du glissement perçu des normes. Et plus encore, en lien plus immédiat avec notre sujet de recherche, si un média francophone qui veut attirer un public jeune doit adopter la même approche linguistique.

De la même façon, dans un article intitulé "L'influence de l'anglais chez les professeurs ougandais de français dans un groupe WhatsApp", le chercheur Enoch Sebuyungu a présenté la capacité des locuteurs ougandais à innover, surtout quand il s'agit de s'approprier une langue étrangère (Sebuyungu, 2021). En soulignant au travers de plusieurs exemples (les emprunts, les calques, la surgénéralisation, la confusion entre le vouvoiement et le tutoiement...) l'influence de l'anglais sur la production écrite de ceux qui sont amenés à enseigner le français dans les établissements secondaires et universitaires, il montre ainsi les difficultés de l'apprentissage de cette langue. Malgré ces obstacles, les locuteurs font preuve d'inventivité et d'autonomie en s'appuyant sur leur langue dominante pour communiquer.

Par ailleurs, comme indiqué précédemment, il existe dans le pays une juxtaposition de langues qui fait écho à un concept de sociolinguistique popularisé dès la fin des années 50 par le chercheur Ferguson : la diglossie. À l'origine, Ferguson utilise ce concept pour décrire la répartition fonctionnelle en Egypte de deux variétés d'une seule et même langue, l'une (l'arabe) étant considérée comme variété « haute », l'autre (l'égyptien) comme variété « basse » (Ferguson, 1959). Ce concept a été repris par de nombreux autres linguistes qui ont adapté leurs analyses aux contextes des communautés observées. En Ouganda, le contexte est celui d'une certaine cohabitation entre la langue anglaise, et de nombreuses langues africaines qui ont un statut de fait car elles remplissent un statut social relativement important. Cette juxtaposition que l'on retrouve dans le quotidien de nombreux Ougandais bilingues fait écho au concept de « dimension fonctionnelle » des situations diglossiques. Un concept utilisé par Haugen pour décrire l'utilisation alternative de deux langues, et la répartition entendue entre les usages (Haugen, 1973). Ainsi, si les langues africaines sont largement utilisées comme moyen de communication à la télévision et à la radio ougandaises (annexe 2-B), ces plateformes sont généralement plus folkloriques, populaires, et de moindre prestige que les radios et télévisions nationales qui utilisent l'anglais. De même, l'acquisition de certaines langues maternelles ougandaises se faisant le plus souvent de manière informelle, l'usage de ces langues fait montre d'un certain relâchement par rapport au style journalistique plus formel. L'anglais bénéficierait également d'un plus grand prestige que les langues africaines parce qu'il a une reconnaissance au-delà de la communauté locale. On pourra donc s'appuyer sur la distinction de Ferguson pour dire qu'il y a une hiérarchisation entre variété haute (ici l'anglais) et variétés basses (ici les langues

africaines). Toutes ces différenciations montrent que la catégorisation des langues a souvent comme corollaire le développement de représentations et de hiérarchisation des lectures (Trimaille & Matthey, 2013).

Malgré cette distinction dans les usages, il faut souligner qu'en Ouganda, certaines langues africaines comme le luganda, le runyankole ou encore le luò bénéficient d'un apprentissage formel et d'une grammaire standardisée. Elles jouissent également d'un riche patrimoine littéraire et culturel et ont pendant longtemps bénéficié d'un fort attachement affectif de la population (Becker, 2014). Cependant, les mutations socio-économiques récentes laissent poindre un possible retournement de valeurs, notamment dans les centres urbains les plus développés. On note en effet un certain glissement de cet attachement affectif vers une relation un peu plus ambiguë. Un article très provocateur publié par le journaliste Joachim Buwembo dans *The EastAfrican* faisait par exemple référence à l'émergence d'une classe moyenne et au besoin urgent de certains parents d'éloigner les enfants de leur langue maternelle (Buwembo, 2018). Il y aurait un certain mépris pour des langues considérées comme « primitives » et « non utiles ». Pour ces mêmes raisons, elles seraient de plus en plus bannies dans les foyers des familles qui aspirent à donner à leurs enfants plus de chances de réussite. Même dans les foyers les plus modestes, certains parents ont pu exprimer leurs craintes de ne pas voir leurs enfants bénéficier d'une certaine ascension sociale, si l'enseignement ne se fait pas en anglais dès les premières années (Becker, 2014).

Nous avons vu que la présence de plusieurs langues donne naissance à une certaine hiérarchisation des langues et à une certaine désaffection croissante des Ougandais pour les langues autochtones. Les choix politiques ont eux aussi une forte incidence sur les pratiques langagières.

C. Une politique linguistique pragmatique

La coexistence de plusieurs langues et le choix d'unifier la population autour d'une langue internationale et exogène n'est pas propre à l'Ouganda. Pour reprendre l'analyse de Laitin (1988), cette approche rationnelle et pragmatique a été mise en place par de nombreux pays africains au lendemain de la période coloniale. Ceux-ci ont en effet opté pour cette politique linguistique afin de maintenir un Etat stable et de composer avec les diverses communautés et tribus.

La question d'une langue nationale s'est posée en Ouganda bien avant l'indépendance. Deux choix se sont alors imposés : la langue rassemblant le plus grand nombre de locuteurs (le luganda)

et la langue d'intégration régionale (le swahili). Ces deux options ont été alternativement proposées, puis écartées pour des raisons politiques ou communautaires. Ainsi en 1912, l'administration coloniale avait une première fois désigné le luganda comme la langue officielle du gouvernement, mais cette décision entraîna une résistance des habitants du Nord et des populations non bantoues (Ricard, 2009). De même, dans les années 1920, cette administration tenta d'imposer l'apprentissage obligatoire du swahili dans toutes les écoles, avec comme projet de favoriser l'unification de l'Ouganda, du Kenya, du Tanganyika et de Zanzibar dans une même entité politique régionale. Mais là encore, il y eut résistance cette fois des missionnaires qui contrôlaient l'éducation dans le pays, et voyaient dans cette langue un risque d'expansion des valeurs islamiques (Ibidem).

La relation de la population avec le swahili reste par ailleurs très complexe du fait des liens entre cette langue et les épisodes de violence qui ont ponctué l'histoire du pays. Tout d'abord à la fin du 19^{ème} siècle, quand l'Administration coloniale utilisa les populations du nord du lac Kyoga (Acholi, Langi, Karimojong et West Nilers) pour constituer une nouvelle armée. Ces populations peu instruites et marginalisées sur le plan économique ont été sélectionnées pour leur réputation de peuple martial et conquérant. Quand le swahili devint leur langue de communication, un certain ethnotype se développa. On commence alors à associer cette langue à la brutalité des forces armées. La représentation se fossilise au cours des années et le stéréotype se confirme au moment de la dictature d'Idi Amin Dada dans les années 1970. Pendant cette période de terreur généralisée, les Ougandais étaient brutalisés par une armée qui était au-dessus des lois, et qui avait droit de vie ou de mort sur la population civile.

Après 1962, date de l'indépendance en Ouganda, il n'y a pas eu de politique linguistique explicite particulière. L'anglais a spontanément été utilisé comme langue unique de l'administration et du gouvernement. Il est important de rappeler qu'à cette époque, de nombreux pays africains étaient en quête d'une « langue emblème » (Sapir, 1965) afin de renforcer l'identité des nouveaux Etats, et de dépasser les clivages ethniques ou tribaux. En Ouganda, il y a pareillement eu une forte revendication de l'identité nationale avec la volonté de trouver une langue qui puisse remplacer l'anglais et achever le processus de « décolonisation » (Atcero, 2013). Après des mois de débat pour choisir entre le luganda et le swahili, Amin Dada fit passer un décret le 7 août 1973. Sans obtenir l'accord généralisé de la population, il décida de faire du swahili la langue nationale de l'Ouganda. Ce décret ne fut jamais appliqué et la chute du régime en 1978 correspond à la fin du prestige du swahili, un sentiment qui est encore notable aujourd'hui.

Ce n'est qu'en 1995, au moment de l'adoption d'une nouvelle constitution, que le statut juridico-constitutionnel de l'anglais sera clairement confirmé. L'article 6 de la Constitution ougandaise du 8 octobre indique en effet que « *the official language of Uganda is English* » (*la langue officielle de l'Ouganda est l'anglais*). Il est bon de noter que la Constitution précise également que l'Etat doit encourager le développement, la préservation et l'enrichissement de toutes les langues ougandaises « [t]he State shall encourage the development, preservation and enrichment of all Ugandan languages » (Republic of Uganda, 1995, XXIV). En 2005, le swahili fut proposé comme deuxième langue officielle du pays, mais cela n'a jamais été ratifié par le Parlement. De plus, la politique linguistique de l'Ouganda a longtemps prescrit son enseignement dans les écoles primaires et secondaires. Les débats sur le choix d'une politique linguistique et la proposition d'ajouter le luganda et le swahili au rang de langues nationales se font entendre ponctuellement, mais les deux langues de communication interethnique ont un faible poids face à l'anglais.

Même si cela n'apparaît pas dans les discours officiels, on peut se demander si la domination de l'anglais ne reflète pas surtout les efforts de développement et d'ouverture du pays. L'anglais permet en effet à l'Ouganda de s'insérer plus facilement dans les échanges avec les pays voisins anglophones, mais aussi au niveau mondial en attirant de nombreux investisseurs étrangers. Dans ce même cadre, on pourra analyser les enjeux des efforts de diffusion d'une deuxième langue internationale au sein du pays, et faire le lien avec les défis en termes de développement économique.

1.2 La course au développement et . l'éducation

A. Un pays en transition économique

La popularité du président Yoweri Museveni auprès d'une partie de la population repose en grande partie sur le relatif succès de sa politique économique. Pour certains, il a en effet mis en place une série de réformes économiques libérales qui ont permis au pays de connaître un essor économique notable. Avec un taux de croissance de 6,3% en 2019, le pays a renforcé la confiance des investisseurs étrangers, et selon les commentateurs économiques, l'Ouganda a la capacité de devenir le nouveau lion du continent africain. Une région notamment attire toutes les attentions : le Bunyoro. Cette région se trouve sur la rive est du lac Albert, à la frontière de la République démocratique du Congo. Elle représente un grand potentiel de développement pour le pays car c'est là que devrait démarrer l'exploration pétrolière dans les mois à venir. Par

ailleurs, l'Ouganda dispose de nombreux atouts : un climat et des terres riches qui permettent au pays d'assurer son autosuffisance alimentaire, des cultures d'exportation (thé, café, vanille, tabac), des ressources minières (cobalt et pétrole), et une industrie touristique croissante. L'intérêt des grandes puissances étrangères témoignent du potentiel de développement de l'Ouganda. La Chine est en tête de la liste des pays qui investissent dans le pays. Selon un rapport sur l'octroi de licences de projets de janvier à mars 2020 de l'Ouganda Investment Authority (une agence d'État chargée de la promotion des investissements), la Chine a prévu 164 millions de dollars américains, dont près de 50% dans le secteur de la construction. Pour cette seule période, les projets d'origine chinoise auraient permis de créer 3 782 emplois.

Quelques défis mettent cependant en péril le développement pérenne du pays, notamment le problème des infrastructures. Une des priorités pour le gouvernement est d'investir dans le transport et l'électricité afin d'accroître les revenus dans d'autres domaines, comme ceux de l'industrie légère et des services. Ce sont ces éléments qui justifient la présence de l'Ouganda sur la liste des pays de la ZSP (la zone de solidarité prioritaire) depuis sa création en 1999. Nous reviendrons dans le chapitre deux sur l'origine et les enjeux de cette liste. Il faut également rappeler que l'Ouganda, et plus largement l'Afrique de l'Est, font partie de la zone dite « hors champ », c'est-à-dire des pays avec lesquels la France n'a pas développé de stratégie économique, culturelle et politique volontaire pendant de nombreuses années. Cet espace ne bénéficie pas non plus des mêmes liens historiques avec la France que les pays de l'Afrique francophone. Cependant les dernières notes diplomatiques de l'ambassade de France en Ouganda laissent deviner une évolution positive. Elles montrent en effet que le changement de politique extérieure de Kampala a permis aux deux pays de considérablement se rapprocher sur le plan diplomatique et économique depuis la fin de l'année 2013.

La France était, en 2017, le 10ème partenaire économique de l'Ouganda (2% de part de marché) et une trentaine d'entreprises françaises sont désormais actives dans le pays, dont Total, Orange, Alcatel, Air France/KLM, ou encore Lafarge². À la suite de la visite à Paris du président Museveni en septembre 2013, de nouvelles perspectives de partenariat ont été définies, notamment dans les secteurs de l'irrigation, des transports, ou encore de l'eau. Bras armé de la coopération, l'Agence française de développement a engagé près de 240 millions d'euros ces trois dernières années dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie. L'aide de la

² Fiche *Repères Economiques* Ouganda, ministère de l'Europe et des affaires étrangères, 2019. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ouganda/relations-bilaterales/#sommaire_3

France a aussi permis le rebond de l'activité agricole grâce notamment au soutien de l'activité laitière.

Il faut noter la présence d'un autre partenaire de poids pour l'Ouganda : la République démocratique du Congo (RDC). Selon le gouvernement ougandais, le pays dégage environ 532 millions de dollars par an grâce au commerce avec la RDC³. Les activités commerciales concernent notamment les plastiques, les vêtements et les produits alimentaires manufacturés par les industries nationales. L'Ouganda souhaite doubler ce chiffre en investissant 66 millions de dollars dans la réhabilitation des routes entre les deux pays. L'objectif est également sécuritaire puisqu'il s'agit de d'intensifier le combat contre des groupes armés qui se trouvent aux frontières. Ce projet conjoint devrait stimuler les investissements mais aussi la motivation des Ougandais à apprendre la langue du pays voisin.

Nous avons pu voir que l'Ouganda est une puissante émergente qui dispose de nombreux atouts. C'est aussi un pays qui doit améliorer certains indicateurs sociaux dont le taux d'analphabétisme. L'Ouganda dépend encore grandement de l'aide internationale qui se porte principalement sur les domaines de la santé et de l'éducation. Il nous donc revoir plus en détails les défis en matière de scolarisation, et les politiques éducatives mises en place pour soutenir l'éducation et la formation de la population. Il est important ici de signaler que de plus en plus de penseurs de l'Afrique contemporaine, inspirés par la pensée du professeur Joseph Ki-Zerbo, dénoncent le concept d'aide au développement. Dans leur plaidoyer pour l'auto-développement de l'Afrique, ils mettent ainsi l'accent sur sa capacité à sortir d'une forme de mendicité. Ce discours a notamment pu être entendu au cours du sommet Afrique-France en octobre 2021⁴. Ce courant de pensée n'est pas sans impact sur le cheminement de ce travail de recherche.

Le défi de la scolarisation massive et d'une politique éducative adaptée

Le système d'éducation ougandais est découpé en trois niveaux : 7 ans d'enseignement primaire, 6 ans d'enseignement secondaire (divisé en 4 ans de premier cycle du secondaire et 2 ans de lycée) et de 3 à 5 ans d'enseignement post-secondaire. La gratuité de l'école primaire a été mise en place en 1997 grâce à une réforme connue sous le nom d'éducation primaire universelle (EPU). Selon les statistiques du ministère de l'Éducation et des Sports (MoES), les inscriptions scolaires sont passées de 3 millions à 5,3 millions en 1997 et le nombre est

³ <https://fr.africanews.com/2019/11/11/rdc-ouganda-la-securite-grand-enjeu-des-routes-transfrontalieres-en-vue/>
Article de Africanews, 11 novembre 2019

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=gkT-XWDQa94>

rapidement arrivé à 7 millions en 2004 (Moyi, 2013). La structure du système d'enseignement secondaire ougandais suit le système éducatif britannique. Il est divisé en niveau ordinaire (4 années) et niveau avancé (2 années). Depuis 2007 le gouvernement ougandais subventionne la majorité des écoles et a instauré ainsi l'enseignement secondaire universel (ESU). On pourra regretter que seuls 35% des étudiants qui finissent le niveau secondaire (25 000 environ) sont en mesure de trouver une place dans le nombre limité d'établissements universitaires. Cette réalité contraste radicalement avec l'essor économique précédemment décrit puisque l'éducation reste un des indicateurs majeurs du développement d'un pays.

Le programme du niveau secondaire a été récemment revu par les membres du Centre national de développement des programmes Éducation en Ouganda (NCDC) à la suite d'une vaste recherche et d'une comparaison des méthodes d'enseignement et approches de plusieurs pays (*The Independent*, 17 février 2020). Le nouveau programme basé sur l'approche « learning by doing » devra être mis en place à la rentrée scolaire de 2021. Il doit permettre aux apprenants d'entrer dans l'ère du numérique et d'utiliser des ressources multiples (matériel de lecture de manuels, bibliothèques, laboratoires, Internet, coupures de journaux, etc.) pour apprendre à résoudre des problèmes. Selon Christopher Muganga Kagolo, un des experts du NCDC, « il s'agit d'une approche basée sur les compétences et centrée sur l'activité de l'apprenant qui est différente de l'ancienne approche centrée sur l'enseignant. ⁵»

Malgré ces objectifs ambitieux, les écoles peinent à offrir un enseignement de qualité. Comme évoqué en introduction, cela est dû au fait que la plupart des classes sont surpeuplées et sous-équipées. Cette situation est directement liée à l'explosion démographique du pays. Dans une étude sur la jeunesse ougandaise (Golaz, Medard, Mwangi, Équipe M-PRAM, 2016), il est rappelé que la population de l'Ouganda, notamment en milieu rural, est l'une des plus jeunes au monde : 80 % de la population a moins de 30 ans. La fécondité par femme y était supérieure à sept enfants jusqu'aux années 2010. Pour le président Yoweri Museveni, il ne faut rien faire pour la limiter car c'est une chance pour le développement du pays. Cependant les tensions grandissantes avec une jeunesse marginalisée par un système économique inégalitaire et frustrée par le manque de perspective montrent qu'il est urgent de trouver une solution pour les former au mieux. Le gouvernement a tenté d'atteindre d'ambitieux objectifs de numératie et d'alphabétisation depuis la mise en place de l'EPU. Mais le nombre trop important d'apprenants a un impact sur la qualité de l'éducation (Stasavage, 2005). Par ailleurs, le coût des frais annexes

⁵ <https://www.independent.co.ug/the-new-curriculum/>
Article de *The Independent*, Kampala, Ouganda, 17 février 2020

liés à la scolarisation dans les collèges et lycées reste prohibitif et seul 1 adolescent sur 3 suit un parcours d'enseignement secondaire. Il faut aussi regretter le manque de formation des enseignants, leur faible assiduité (surtout dans les zones rurales) et des installations inadéquates. Tous ces défis ont donné naissance à un pays disparate dans lequel on note un écart de développement entre les zones rurales et les centres urbains, de qualité de l'enseignement (et de coûts) entre les écoles publiques et les écoles privées, et surtout d'opportunités entre les femmes et les hommes (Hasaba, 2014).

Les méthodes d'enseignement et le choix des langues utilisées dans les salles de cours ont aussi un impact certain sur le niveau de formation des Ougandais. Le choix des langues de scolarisation est la principale préoccupation des acteurs des politiques éducatives. Ce débat illustre le tiraillement entre langues internationales et langues africaines, entre ouverture et protection. Plusieurs acteurs sont amenés à configurer ces politiques, et on s'appuiera ici sur une cartographie détaillée présentée dans la thèse de Milburga Atcero (Atcero, 2013), cheffe du département de français de l'université de MUBS (Makerere University Business School). Elle fait tout d'abord mention de deux organismes majeurs influençant l'organisation de l'enseignement : le ministère de l'Éducation et des Sports, et le National Curriculum Development Centre (NCDC). Le ministère de l'éducation et des sports a un impact décisif sur les pratiques des communautés linguistiques en déterminant les langues qui seront enseignées, leur place dans le cursus scolaire, ainsi que les fonctions et les buts de l'enseignement. D'un point de vue pragmatique, la politique linguistique éducative permet aussi de définir la distribution des ressources par langue, ainsi que leur distribution territoriale. C'est le cas du NCDC qui est le bras armé du ministère de l'éducation. Il est chargé d'encadrer les évolutions en matière de pédagogie et de curriculum, d'évaluer les besoins en formation des enseignants, et de développer les supports pédagogiques et les manuels des institutions de l'enseignement primaire, secondaire et parfois supérieur. Ces organismes s'appuient sur des décisions officielles, et avant tout sur la Constitution ougandaise. Les éléments de langage de la Constitution illustrent la relative souplesse du gouvernement en matière de choix de la langue d'enseignement. Ainsi, si l'article 1 statue que la langue officielle du pays est l'anglais, le paragraphe 2 de ce même article précise que « en vertu du paragraphe 1 du présent article, toute autre langue peut être employée comme véhicule d'enseignement ». Il n'y a que deux langues obligatoires d'enseignement et d'apprentissage : l'anglais et le kiswahili.

L'autre support déterminant dans le design et l'implémentation des méthodes pédagogiques est le « White Paper ». Il s'agit des directives officielles définies par le

gouvernement en 1992 pour éradiquer l'illettrisme et garantir l'accès à l'éducation pour tous. Ce document s'appuie sur l'analyse d'experts en éducation qui ont pu notamment souligner l'importance des langues locales. Celles-ci seraient des sources d'apprentissage d'un point de vue social, cognitif, physique et pédagogique. Elles fournissent les moyens pour chaque individu d'affirmer son identité, de développer sa philosophie, sa personne et de comprendre son environnement. À ce titre, une place importante leur est attribuée à l'école primaire et dans les classes élémentaires. Dans les faits, 6 langues locales sont privilégiées pour l'enseignement dans les écoles primaires : l'ateso, le luganda, le karimojong, le runyakore, le luo et le lugbara (Atcero, 2013). Ce choix est justifié par le fait que ces langues ont été grammatisées (Auroux, 1994), c'est-à-dire outillées à l'aide de grammaire et de dictionnaires. Ce sont également les langues les plus utilisées par les médias et pour la traduction de la Bible. Les écoles choisissent une langue locale dominante à utiliser comme langue d'apprentissage et d'enseignement pendant les 3 premières années du primaire, tandis que l'anglais est enseigné comme matière. La quatrième année est une année de transition au cours de laquelle l'anglais comme langue d'apprentissage est introduit. Il devient alors vecteur d'enseignement. Cette démarche est judicieuse car beaucoup de chercheurs ont pu souligner l'importance d'une acquisition précoce des langues. Hamers et Blanc (1983) notamment ont ainsi montré les impacts cognitifs et affectifs pour un locuteur qui ne développerait pas uniquement des compétences en communication sociale. Cette quête vers la « bilinguisme » (état de bilinguisme qui implique aussi des dimensions affectives et psychosociales) des Ougandais, est d'autant plus importante que ces locuteurs ne deviennent bilingues que par apprentissage scolaire ou immersion sociale, certaines familles n'utilisant pas l'anglais à la maison.

C. Les contraintes de l'environnement technologique

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle déterminant dans le développement de l'Ouganda. Elles peuvent potentiellement relier les communautés et les entreprises aux niveaux local et international, et permettre aux écoles d'offrir un enseignement de meilleure qualité au plus grand nombre. Certaines initiatives publiques, comme la réduction des coûts de la bande passante Internet grâce à la création d'un réseau national de fibre optique ou encore la libéralisation des services de communication, ont permis à l'Ouganda de progresser de cinq places dans l'indice de développement des TIC de l'Union internationale des télécommunications, le plaçant au vingtième rang en Afrique et au deuxième rang en Afrique de l'Est (ITC News). Malheureusement les défis sont encore nombreux. Selon

un rapport publié par le centre de recherche pour le développement international (Research ICT Africa, 2019) certaines interventions politiques et le manque de coordination gouvernementale menacent le développement des TIC en Ouganda. Ce rapport fait notamment mention des taxes régressives sur les réseaux sociaux et l'argent mobile, de la faible pénétration d'Internet et du mobile en raison de la médiocrité des infrastructures TIC, de la pauvreté et de la littératie numérique, et du manque d'accessibilité des données et des appareils pour la majorité des Ougandais.

En réponse à ces défis et opportunités, le gouvernement ougandais a lui aussi publié un rapport⁶ sur l'état des TIC en Ouganda et sur les objectifs qui doivent être atteints d'ici 2040. Ce cadre intitulé « Vision nationale 2040 » doit aider à construire une société numérique qui soit « ... sûre, durable, innovante, transformatrice... pour créer un impact social et économique positif grâce à l'autonomisation basée sur la technologie. » Dans ce contexte, et grâce au soutien de pays étrangers, plusieurs mécanismes de support aux entreprises innovantes ont ainsi vu le jour. C'est par exemple le cas du projet du Fonds fiduciaire néerlandais IV qui offre des services de soutien en termes d'investissement et de renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales tout au long de la chaîne de valeur des start-ups. De même, dans les écoles, les TIC peuvent jouer un rôle important dans l'égalisation des chances pour les groupes et les communautés marginalisés. Mais le paradoxe est que beaucoup d'établissements sont incapables de franchir la fracture technologique, ce qui les marginalise davantage. Trois facteurs principaux expliquent le retard du système éducatif ougandais dans l'adoption des TIC : le manque d'ordinateurs, le manque d'enseignants formés et avant tout le manque d'électricité. En l'absence d'une véritable pénétration numérique, pour beaucoup d'Ougandais la radio reste donc la solution de repli. D'autres facteurs expliquent que ce média soit un support privilégié :

- Les longs trajets en voiture : les principaux centres urbains sont saturés et les Ougandais qui se déplacent en voiture passent de longues heures dans les embouteillages. Ils en profitent pour rester connectés à leur bande FM préférée.
- Une forte concentration de la population hors des villes : dans les zones rurales, où vit près de 90% de la population, la radio constitue une plateforme vitale pour le débat public, le partage d'informations et les actualités.

⁶ <https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/policy-database/UGANDA%29%20Vision%202040.pdf>

Selon les équipes de PulseLab Kampala⁷ (une initiative des Nations Unies pour analyser le débat public sur les stations ougandaises), il y a actuellement plus de 250 stations de radio FM à travers l'Ouganda. La plupart sont des stations de radio communautaires qui diffusent des émissions téléphoniques populaires où les auditeurs appellent et parlent, par exemple, de la violence contre les femmes, des inondations, du paludisme, de la grossesse à l'adolescence, de l'absentéisme des enseignants, des fluctuations des prix ou du choléra. Malgré le grand nombre de stations, il n'existe pas de radio francophone ou d'émission en langue française. Un vide qui contraste grandement avec l'effervescence et le fort intérêt pour cette langue.

Nous avons vu que l'éducation est une question clé dans un pays qui se distingue par sa croissance démographique galopante et des défis très importants en matière de développement. La complexité sociolinguistique et des moyens réduits dans certains territoires ont conduit au développement d'une politique éducative créative. Le gouvernement ougandais peut également compter sur l'aide internationale, et plus spécifiquement sur la France, qui est un partenaire de taille. On pourra revenir sur l'importance de la langue française en Ouganda avant de présenter les structures et les acteurs de la coopération linguistique et éducative, et de voir comment celle-ci contribue à la formation de la jeunesse ougandaise.

1.3 La coopération linguistique et éducative France-Ouganda

A. La place de la langue française en Ouganda

Le français est l'une des principales langues étrangères proposées dans les établissements ougandais. Il fait ainsi forte concurrence au kiswahili qui n'est pas encore largement enseigné, malgré l'obligation officielle citée plus haut. Cet engouement est à rapporter aux récentes mutations démographiques du pays, mais aussi au contexte historique passé dont il faut faire référence pour mieux comprendre l'influence du français en Ouganda.

Dans les pays de l'Afrique anglophone, la diffusion de la langue française est étroitement liée au destin du projet d'une union des nouveaux pays africains qui se dessine au lendemain de la vague d'indépendances. L'idée de bilinguisme de tous les pays anglophones et francophones est proposée dès 1961 au cours d'une réunion d'experts en langues au Cameroun en 1961 (Chishiba, 2006). Ceux-ci cherchent alors à favoriser l'intégration des différents peuples en s'appuyant sur les deux principales langues (l'anglais et le français) héritées de la colonisation.

⁷ <https://www.unglobalpulse.org/lab/kampala/>

Durant cette ère panafricaniste, l'idée est que les deux groupes linguistiques devaient chacun connaître suffisamment la langue de l'autre pour communiquer à l'oral et à l'écrit. Cette recommandation fut par la suite présentée aux chefs d'Etats africains lors de la conférence de 1963 de l'Union Africaine (à l'époque Organisation de l'Unité Africaine). Dans les années qui suivront, plusieurs pays mettront en place des programmes d'enseignement du français et feront appel à des expatriés pour mettre en place des programmes de formation de professeurs ou d'enseignement du français directement. La langue française fait ainsi son apparition en Ouganda dans les années 1960, et est depuis statutairement enseignée comme L2 dans le système secondaire et universitaire (Atcero, 2016).

Quand on analyse de plus près l'implémentation des programmes de français en Ouganda, il faut citer un organisme important : l'APFO. L'APFO (Association des Professeurs de Français en Ouganda) est une organisation non gouvernementale qui réunit 150 membres, qui sont pour la plupart des professeurs de français du niveau primaire au niveau universitaire⁸. Cette association a été mise en place sous le patronage de l'ambassade de France qui soutient financièrement ses activités, notamment en matière de formation. L'APFO travaille également en étroite collaboration avec le CNCD pour la définition du curriculum des cours de français et les choix de manuels adaptés. A titre d'exemple, l'APFO a réalisé et diffusé en novembre 2020, un livret d'exercices de préparation aux examens de français pour les élèves du niveau ordinaire à partir du programme mis à jour du NCDC. Ce livret s'appuie notamment sur le manuel d'enseignement « On y va », sélectionné pour les apprenants ougandais. La méthode « On y va ! » (Mazauric & Siréjols, 2003) a été développée par Clé Internationale pour les pays africains anglophones afin de favoriser un apprentissage du français langue étrangère s'appuyant sur l'oral. On y retrouve donc un apprentissage structuré sur l'approche communicative et des situations qui correspondent à la réalité quotidienne des apprenants. Ceux-ci sont amenés à s'approprier la langue par des jeux de rôle. L'APFO travaille enfin en collaboration avec l'UNEB (Ugandan National Examination Board), l'organe responsable des examens nationaux. L'association conseille sur les composantes et les méthodes de correction (surtout pour les examens oraux) des examens de français.

Dans un document de présentation de ses partenaires, le directeur de l'APFO a pu revenir sur une rencontre organisée en 2014 avec le Dr Ruhakana Rugunda, qui était alors ministre de la Santé, (et qui est aujourd'hui le Premier ministre), mais aussi le président d'honneur de l'APFO.

⁸ <http://apfo-uga.fipf.org/livre-blanc>

Cette rencontre fut l'occasion de souligner l'importance d'apprendre le français, mais aussi de relever les difficultés rencontrées par l'association :

- L'absence de recrutement de professeurs de français par le ministère de l'Education au cours des 10 années précédente.
- L'absence d'inspecteur académique responsable de l'enseignement du français, ce qui a permis à de nombreux directeurs d'établissement de ne plus proposer cette langue.
- La réforme du système éducatif ougandais de 2017 et le fait que certains lycées ne proposent plus le français en combinaison d'option avec des matières scientifiques : depuis cette réforme, le français est obligatoire en première et deuxième année, et devient facultatif en troisième et en quatrième. Son apprentissage se combine avec des humanités, ou des cours scientifiques à partir de la cinquième et de la sixième année du cycle secondaire.

A la suite de cette rencontre, le ministre s'est engagé à se faire le porte-parole de l'enseignement du français auprès de ses collègues du gouvernement, et 15 enseignants ont été recrutés. Cependant les difficultés relevées restent un problème récurrent dans le pays et témoignent surtout de la difficulté croissante des directeurs d'établissement à convaincre les parents et les apprenants à choisir le français parmi les options proposées au niveau secondaire.

Selon l'APFO, les apprenants de français en Ouganda sont repartis dans les établissements suivants : 3 600 écoles primaires, 36 écoles secondaires et 8 universités. Il est de notoriété publique que le manque d'enseignants qualifiés est depuis longtemps un problème en Ouganda. Dans son analyse pour World Education News & Reviews, Hassan (2020) précise que le système d'enseignement supérieur ougandais est en proie à de nombreux défis. Les universités sont souvent secouées par les grèves et les protestations des étudiants, des professeurs et du personnel au sujet des retards de paiement, des bas salaires, des hausses de frais de scolarité et des problèmes de sécurité. A cela s'ajoutent les problèmes transversaux de croissance démographique rapide et de financement public inadéquat.

Malgré ces difficultés, quatre universités se démarquent par leurs efforts actifs et par des résultats honorables dans l'apprentissage du français. C'est à ce titre qu'elles ont été sélectionnées pour signer une convention de partenariat avec l'ambassade de France dans le cadre du FSPI Langue Française. Il faut citer tout d'abord l'université Makerere, où la section de français fait partie du Département des langues européennes et orientales (DEOL). L'enseignement du français remonte aux années 50. Makerere qui était alors considérée comme

« la couronne de la Région africaine de l'Est dans le domaine de l'éducation »⁹ est ainsi devenue l'université pionnière dans l'enseignement du français. En 1962, cet enseignement a été renforcé grâce au soutien du gouvernement français avec sa première bourse pour un maître de conférences en langue française. Aujourd'hui, l'université propose notamment un cours de méthodes d'enseignement de la langue et de la littérature françaises qui permet aux étudiants qui font l'acquisition du Diplôme d'études supérieures en éducation d'enseigner la langue au niveau secondaire. Il faut également citer l'université de Kyambogo qui est la deuxième université publique de l'Ouganda. L'université est réputée pour sa formation pratique en pédagogie et en enseignement. J'ai notamment pu participer à la formation de 25 étudiants et 7 professeurs de l'université de Kyambogo en décembre 2020 (annexe 8B) et ai pu apprécier leur approche très pragmatique. L'université de MUBS (Makere University Business School) se distingue par son offre d'enseignement du français appliqué à des objectifs professionnels spécifiques. La section de français de MUBS offre en effet une formation avec des concentrations en gestion, comptabilité, marketing, finance, administration des affaires, et management. Enfin, l'université de Kabale, qui se trouve au Sud-Ouest du pays. En raison de son emplacement et de la proximité avec le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC), Kabale offre des opportunités uniques pour les affaires ainsi que pour les échanges interculturels. L'Université de Kabale a ouvert ses portes en 2002 et compte actuellement environ 3000 inscrits venant de toutes les régions de l'Ouganda, et des pays voisins du Kenya, de la Tanzanie, du Rwanda, du Burundi, du Congo (RDC) et du Sud Soudan. L'Université Kabale a un grand potentiel pour devenir la principale université de la région des Grands Lacs, compte tenu de son emplacement et de la possibilité d'offrir une éducation de qualité aux parties anglophone et francophone de la région, améliorant ainsi l'intégration sociale et économique. Plus de 400 étudiants ont étudié le français à l'Université de Kabale depuis la création du département de français il y a environ 8 ans. Ils sont employés dans de nombreuses écoles à travers le pays. Le secteur du tourisme a été l'un des plus grands bénéficiaires des cours en langue française offerts à l'Université de Kabale. Ces quatre universités publiques sont sous la supervision du département de l'enseignement supérieur dont l'objectif principal est de surveiller la mise en œuvre des politiques gouvernementales.

Malgré l'importance stratégique du français en Ouganda, l'enseignement de cette langue fait face à de nombreux défis (Atcero, 2013) : la formation des enseignants, le manque de renouvellement des méthodes d'apprentissage, le nombre d'heures allouées à l'apprentissage de

⁹ Citation extraite de la présentation historique du DEOL sur le site de l'université Makerere : <http://llc.mak.ac.ug/departments/deol>

la langue, la perception du français vue comme une langue complexe par de nombreux apprenants et enfin la concurrence croissante de nouvelles langues internationales (notamment le chinois). Certains professionnels s'inquiètent du manque de renouvellement des enseignants de français dans certaines régions et du déclin du nombre d'apprenants. Ces difficultés font partie des défis que doivent relever les acteurs de la coopération culturelle et linguistique.

B. Les acteurs de la coopération linguistique et éducative

Comme nous l'avons vu, l'Ouganda fait partie des pays hors champs. Les liens historiques de la France avec la zone hors champs étant beaucoup moins riches qu'avec d'autres pays, le statut politique et psycho-social du français est, par conséquent, en grande partie le résultat des activités de coopération récentes. L'ambassade de France en Ouganda dispose de plusieurs services qui contribuent au développement d'une plus grande visibilité du pays et de la culture française.

Le principal service est le SCAC, le Service de Coopération et d'Action Culturelle. Le SCAC élabore et met en œuvre avec ses partenaires des programmes de coopération d'appui à la société civile, de promotion de la langue française et des cultures francophones, de coopération universitaire et scientifique. A ce titre, il propose des projets de coopération bilatérale entre des établissements français et ougandais, apporte son concours aux projets portés par des tiers, pilote le processus conduisant à la signature d'accord bilatéraux et veille au suivi de leur mise en œuvre. Le SCAC promeut également les partenariats académiques avec les universités françaises et/ou des institutions publiques et privées de recherche. Il apporte également, plusieurs fois par an, son soutien aux missions de chercheurs ougandais de courte ou longue durée en France, ainsi qu'aux missions d'experts/chercheurs français de courte ou longue durée en Ouganda. Enfin, il effectue une veille sur les questions humanitaires et participe à la mobilisation de l'aide alimentaire programmée. Toutes ces actions concourent au renforcement des partenariats entre la France et l'Ouganda. De plus, depuis 2016, ce service organise en mars un événement qui gagne chaque année en envergure. Il s'agit de la semaine de l'amitié France-Ouganda qui célèbre les liens qui unissent les deux pays à travers des activités festives comme la musique, la danse, le sport, la gastronomie, la mode, la célébration de la défense et les interactions commerciales. Tous ces événements impliquent la participation d'un certain nombre de personnalités sportives, d'artistes et de journalistes de France.

L'équipe du SCAC est constituée de 4 personnes : un conseiller de coopération et d'action culturelle qui est le chef de service, une attachée de coopération chargée des relations avec la société civile, une attachée de coopération pour le français et une chargée de mission en charge

de la coopération universitaire et de Campus France. Cette équipe nouvelle a été nommée entre septembre et décembre 2020. Le SCAC travaille par ailleurs en étroite collaboration avec l'Alliance française de Kampala (AFK) pour la réalisation d'activités culturelles. L'AFK est une association de droit local créée en 1954, et agit en tant qu'opérateur linguistique auprès de l'ambassade de France en Ouganda. Sa mission principale est de permettre aux Ougandais d'apprendre la langue française en assurant une offre de FLE et FOS et en mettant à disposition du public un centre de ressources et de documentation. Près de 900 étudiants par an s'inscrivent à l'AFK (Atcero, 2013). Pour ces derniers, apprendre le français est stratégique. Ils y voient des opportunités d'emplois dans certaines structures internationales et dans les nombreuses ONG déployées en Ouganda. De plus, comme dans de nombreux pays en voie de développement, la maîtrise de langues internationales (et pendant longtemps exclusivement européennes) est associée à un certain niveau d'éducation et confère des avantages économiques et professionnels.

L'Alliance française de Kampala s'engage également dans la promotion des cultures francophones, au travers de l'art, les livres, la poésie, l'histoire, les affaires contemporaines et la diffusion des idées. À ce titre, elle encourage et favorise des relations dynamiques et des liens étroits entre le peuple ougandais et la langue et les cultures francophones. C'est aussi un centre d'examens (DEL/DALF, TEF, TCF) qui permet à un public de jeunes scolaires et d'adultes de certifier son niveau en langue française. C'est enfin un outil qui contribue au rayonnement de la langue française en Ouganda en participant à la formation des enseignants de français du pays, en partenariat avec l'ambassade de France. Chaque année, une convention d'objectifs et de moyens est signée entre l'AFK et l'ambassade de France pour permettre à l'Alliance française de Kampala de remplir ses objectifs linguistiques et culturels. Depuis sa création, les bureaux de Bonjour Kampala se trouvent au sein de l'Alliance Française. Cette présence a été renforcée en novembre 2021, avec l'aménagement d'un studio d'enregistrement professionnel.

Il nous faut enfin citer un dernier acteur institutionnel présent en Ouganda depuis une dizaine d'années : l'École Française Les Grands Lacs (EFGL). Cette école appartient au réseau international de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE), et est homologuée par le ministère de l'Éducation nationale, de la toute petite section de maternelle à la classe de troisième. L'EFGL regroupe un peu plus de 200 élèves de toutes nationalités, et propose un cursus bilingue français/anglais en primaire et au collège, ainsi que des cours par correspondance du CNED. Le petit effectif de l'EFGL en comparaison avec les autres écoles internationales témoigne en partie du faible nombre de Français en Ouganda, et de la difficulté à attirer des apprenants internationaux dans le système scolaire français.

Comme indiqué, le SCAC travaille avec de nombreux établissements publics et privés pour la promotion et l'enseignement du français comme langue étrangère. Ces partenariats ont pris la forme d'un projet structurant lancé en Juillet 2020 : le fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) « langue française ». L'ambassade de France a ainsi voulu rassembler les différents acteurs qui participent à la diffusion du français en Ouganda : l'Alliance française de Kampala, l'association des professeurs de français en Ouganda (APFO), des universités ougandaises publiques (MUBS, Makereke, Kabale et Kyambogo), et la radio Bonjour Kampala. Chaque acteur bénéficie d'un financement spécifique et s'est engagé sur des objectifs définis dans une convention de participation au FSPI. Ce réseau de partenaires peut également compter sur la mobilisation de deux personnalités de la scène musicale locale, nommées en 2020 ambassadrices de la langue française en Ouganda : Irene Namubiru et Suzan Kerunen. Lors de la présentation de l'ambassadeur à la presse, le FSPI a été introduit comme un instrument dont la figuration unique doit permettre de toucher un vaste public, au travers d'actions diverses : enseignement, formation, média, culture... Pour accompagner ces objectifs ambitieux, l'ambassade de France en Ouganda a bénéficié d'un financement total de 400 000 euros du ministère des Affaires étrangères. Ce projet d'une durée de deux ans (2020-2022) est né de la volonté de la coopération française d'appuyer la diffusion de la langue française en Ouganda, et de cibler l'enseignement du français dans des domaines à forte employabilité pour les Ougandais (tourisme, journalisme, humanitaire...).

Concernant la participation de la webradio Bonjour Kampala dans ce projet, il faut rappeler que plusieurs rapports parlementaires ont pu souligner l'importance des technologies de l'information pour relancer l'influence culturelle francophone et atteindre l'ensemble des couches de la population. Les médias de masse (et Internet notamment) peuvent permettre de toucher des populations autres que les universitaires ou les populations des sphères économiques privilégiées. En soutenant ce type de plateforme, le gouvernement français pourrait par ailleurs contribuer à diminuer la fracture numérique qui persiste dans certains pays du sud. Il nous faut revenir sur une brève historique de Bonjour Kampala pour mieux comprendre ses objectifs et la pertinence de son intégration dans le FSPI « Langue française ».

C. Bonjour Kampala et mon rôle au sein de la webradio

La radio Bonjour Kampala (BK) a vu le jour en février 2019, grâce au soutien de Radio France Internationale (RFI) et de l'ambassade de France en Ouganda. Bonjour Kampala avait tout d'abord l'objectif de créer plus d'échanges entre la population locale et les communautés

francophones. Les premières activités ont été la production et la diffusion d'émissions radiophoniques en français permettant de valoriser les événements culturels et sociaux locaux (annexe 5). Une des premières émissions, « L'Ecole des Femmes » propose par exemple un portrait des femmes artistes ou responsables d'association francophones, installées en Ouganda. Les podcasts font également appel au vécu et à l'environnement des journalistes, comme l'émission « Couleurs Tropicales » qui revient sur l'histoire des chanteurs et musiciens congolais des années 1950 à 1980.

La radio est née de la rencontre de deux professeurs de FLE et journalistes : Thomas Mbusa Letakamba et Laetitia Klotz Guilbert. Tous les deux travaillant à l'Alliance française de Kampala, ils ont pu observer la relation conflictuelle de certains apprenants avec la langue française, et se sont interrogés sur la meilleure manière de promouvoir le français et la francophonie de façon moins académique. La décision de monter une radio s'est imposée de manière presque organique du fait de la relative simplicité de la mise en place de la plateforme en matière de matériel et d'équipement. Ils ont aussi été inspirés par les actions des clubs RFI qui offrent une plateforme sur les initiatives et la mobilisation des communautés locales un peu partout en Afrique. Thomas Mbusa Letakamba étant le fondateur du Club RFI Kampala, il a pu bénéficier d'un don de la radio RFI qui lui a remis une table de mixage et un ordinateur.

Afin de mettre en place une plateforme le plus rapidement possible, les fondateurs de Bonjour Kampala ont opté pour une technologie impliquant peu d'investissement de départ : la webradio. Une webradio est une installation informatique permettant la diffusion radiophonique sur Internet grâce à la mise en ligne de fichiers audios (podcasts) et/ou à la technologie de la lecture en continu (streaming). Contrairement à une radio hertzienne (ou radio FM), une webradio ne nécessite pas de transmetteur et représente donc un coût bien moindre. Aujourd'hui Bonjour Kampala est une webradio qui diffuse ses émissions sous forme de podcasts disponibles sur le site Internet bonjourkamapala.com, la plateforme Soundcloud, et tous les autres supports de partage de podcasts (iTunes, Google Podcast...). Une forte promotion est également réalisée sur la page Facebook de la radio qui rassemble plus de 5000 followers. On devine cependant les limites d'un tel mode de diffusion : il ne permet pas de vivre une expérience collective et directe, et surtout l'auditeur ne peut être qu'un internaute qui dispose d'une connexion Internet de qualité. Très vite, un des objectifs majeurs de la radio a donc été de trouver des financements pour gagner en visibilité, et obtenir une fréquence hertzienne.

Malgré cette contrainte technique, Bonjour Kampala dispose d'un atout important : son équipe (annexe 5). La radio est en effet portée par une dizaine de journalistes amateurs et

volontaires d'origines diverses et qui reflètent la richesse de la francophonie : congolais, ivoiriens, comoriens, français, et bien sûr ougandais. Grâce au financement FSPI, cette équipe est régulièrement formée aux techniques journalistiques (écriture, production radio, production de vidéos courtes...) et travaille à partir d'un studio aménagé au sein de l'Alliance française de Kampala.

Je suis arrivée en Ouganda en octobre 2019 dans le cadre d'une mission d'enseignement de 9 mois proposée par l'ambassade de France. Je me suis très vite rapprochée des deux directeurs de la radio avec au départ le projet de participer à la production de certaines émissions de radio. Compte tenu de mon expérience en management de projet et en marketing international, il m'a été également proposé de participer au montage du dossier de demande de subvention. J'ai donc activement contribué à la rédaction de la candidature au FSPI Langue française à partir de décembre 2019 et ai eu la chance de transformer cette expérience en stage formel dans le cadre de ma formation en Master 2. La constitution du dossier (annexe 6) m'a amenée à réaliser les tâches suivantes :

- Définition de la mission de la radio, de la ligne éditoriale et des objectifs
- Identification des besoins en matériel technique et équipement divers
- Identification des besoins en formation et organisation des équipes
- Aide à la consolidation du budget de la radio
- Rédaction des indicateurs de succès et des éléments de suivi du projet FSPI

Par ailleurs, il a été envisagé de se rapprocher d'entreprises locales et de leur proposer d'accompagner le développement de Bonjour Kampala en achetant des espaces publicitaires : spots radio, habillage d'émission, affichage de leurs logos sur les différents supports de communication, parrainage d'événements publics...J'ai donc travaillé sur la rédaction de supports de présentation en vue de la mise en place d'un plan d'une régie publicitaire. A partir de mars 2020, il nous a été confirmé que la radio participerait au FSPI langue française et nous avons commencé à nous rapprocher des autres acteurs de la convention afin de présenter les objectifs de la radio et de définir des activités communes. La convention de financement FSPI a été signée en juillet 2020, ce qui a officiellement lancé le démarrage des activités de promotion de la langue française.

Au cours de ce travail que l'on peut qualifier d'ingénierie de projet, j'ai identifié une opportunité de transformer la radio en un véritable outil pédagogique pour les professeurs de FLE. Sur le modèle des plateformes TV5 Monde et RFI Savoirs, j'ai pensé qu'il pourrait être pertinent d'exploiter les émissions réalisées en tant que supports authentiques qui permettraient

aux apprenants d'être plongés dans des situations familières (puisqu'on fait référence à des environnements ou des personnalités qu'ils sont susceptibles de connaître) tout en leur permettant de se familiariser avec un vocabulaire nouveau et à des actes de parole variés. Un espace a été mis en place sur le site de Bonjour Kampala et les enseignants de FLE peuvent imprimer et utiliser des fiches pédagogiques (annexe 7A) pour eux et pour les apprenants. J'ai conçu pour chaque podcast sélectionné des activités de compréhension générale et détaillée qui amènent les auditeurs à repérer des éléments qui leur permettront de vérifier la compréhension du contexte, du vocabulaire, et de revoir certains points de grammaire. J'ai pu également m'appuyer sur les concepts de l'approche actionnelle pour créer des activités qui permettent aux apprenants de réaliser des actions concrètes (annexe 7B). Nous avons pensé réaliser des fiches pour un jeune public et collaborer avec l'APFO pour former les enseignants du secondaire et même du primaire. Compte tenu des thèmes abordés dans les podcasts de BK, du niveau de langue nécessaire pour comprendre des audios sur des sujets complexes et du manque de temps dont disposent les enseignants de ces niveaux, nous avons décidé de revoir à plus tard une stratégie spécifique pour les enfants et les adolescents qui apprennent le français. Après la publication d'une dizaine de fiches pédagogiques sur notre site Internet, j'ai organisé deux formations pour les professeurs de FLE pour les sensibiliser à l'utilisation des nouvelles technologies (recherche de ressources en ligne, utilisation des médias, création de supports Power Point) et à l'exploitation des fiches BK pour un public allant du niveau A2 au niveau B2. Ces formations ont été organisées au moment de la première vague de confinement en mai 2020, et ont donc dû être réalisées en ligne. Ce contretemps logistique a sans aucun doute limité la visibilité de cette première action.

Cependant, la promotion de la radio via les communications de l'ambassade de France et du groupe WhatsApp de l'APFO regroupant près de 200 professeurs de FLE a permis à la radio de bénéficier d'une reconnaissance croissante. Bonjour Kampala est aujourd'hui reconnue comme un support de diffusion originale de la langue française et comme un acteur de la formation pédagogique. Les responsables de la radio ont été progressivement de plus en plus sollicités par les universités partenaires pour monter des formations sur la méthode actionnelle, l'utilisation de supports authentiques, sur la création d'exercices interactifs, et sur la connaissance du CECR. J'ai ainsi pu participer à la formation de professeurs stagiaires de l'université de Kyambogo en décembre 2020. Une autre activité majeure conçue au cours de mon stage est un « challenge du numérique » qui a été proposé pour sensibiliser les professeurs à l'utilisation des TICE en classe de FLE et promouvoir la radio Bonjour Kampala comme un outil

innovant pour dynamiser l'enseignement en classe. Du fait de la pandémie, cet évènement imaginé en avril 2020 n'a été mis en place qu'en novembre 2020, dans le cadre de la journée du prof de français (annexe 8A). D'autres actions de partenariat ont été développées par la suite entre Bonjour Kampala et les 4 universités participant au FSPI : l'accompagnement des French Clubs dans la mise en place d'activités interculturelles, des animations avec les artistes francophones regroupés dans la plateforme *La scène musicale* de BK, la création de concours d'éloquence et d'écriture (et la couverture médiatique de ces concours), la réalisation d'émissions avec les apprenants et enfin la production de reportages pour promouvoir les départements de langues des différentes institutions. Je suis devenue la directrice pédagogique de l'Alliance française de Kampala en août 2020, et ai pu continuer à m'investir indirectement dans le déploiement de Bonjour Kampala. Un des projets communs entre l'Alliance Française et BK est la création d'une offre de cours originale qui permettrait aux apprenants de l'Alliance de mieux travailler la compréhension et la production de l'oral grâce à des activités réalisées au sein du studio de la radio.

Mes différentes activités en Ouganda m'ont permis de mieux appréhender l'importance des enjeux liés à la mise en place du FSPI, et d'analyser la configuration originale d'un réseau d'acteurs œuvrant pour la diffusion de la langue française, avec le support de la radio Bonjour Kampala comme moteur central. Grâce à des recherches multiples sur les concepts de politiques linguistiques, de francophonie et d'ingénierie de projet, j'ai pu entamer une première réflexion sur les défis de la diffusion du français dans un pays anglophone du Sud. La stratégie mise en œuvre via le FSPI est aussi ambitieuse qu'audacieuse, compte tenu des nombreux défis cités. En l'absence d'audit et d'analyse situationnelle formelle par les acteurs de la coopération, j'ai pu rapidement m'interroger sur les indicateurs de réussite définis avec l'équipe de Bonjour Kampala et sur la manière de mesurer le succès des activités mises en place. Il s'agissait surtout de voir comment la dynamique de collaboration entre les différents acteurs pourrait se mettre en place malgré un contexte alourdi par deux facteurs : la fermeture prolongée des écoles dans le contexte de la pandémie et les préoccupations multiples à la veille des élections présidentielles de janvier 2021.

Le thème principal de ce mémoire est donc l'analyse de la pertinence de l'intégration d'un dispositif radiophonique au sein d'un projet de diffusion de la langue française et de développement d'une nouvelle dynamique d'enseignement de cette langue dans les universités ougandaises. Par ailleurs, la transition numérique et l'apprentissage d'une nouvelle langue internationale devant apporter des opportunités pérennes de développement et de formation à une

jeunesse croissante, on pourra voir quels sont les moyens mis en place pour accompagner un projet aussi ambitieux. Cette réflexion s'alimentera de questions complémentaires, qui seront autant de points de recherche :

- Une webradio naissante (ayant le projet de devenir une radio) peut-elle avoir un poids suffisant et être un outil qui contribue à une véritable pénétration linguistique du français, dans un environnement sociolinguistique déjà très chargé ?
- Quel savoir et quel développement veut-on offrir à la population en faisant la promotion d'une langue internationale, et de l'utilisation des nouvelles technologies ? Ces savoirs correspondent-ils à une véritable demande de la population, et peuvent-ils contribuer à offrir de nouvelles opportunités aux jeunes générations ?
- Comment l'imbrication de partenaires institutionnels, éducatifs et médiatiques illustre une nouvelle stratégie de diffusion du français, et comment intensifier son efficacité ?

CHAPITRE 2- Le cadre théorique

La présentation du contexte linguistique et socio-économique nous a permis de comprendre les motivations pragmatiques en matière de politique linguistique et éducative. Il nous faut maintenant analyser les choix effectués à la lumière de la recherche académique. La problématique centrale fait appel à deux notions clés : l'importance de l'outil radiophonique dans un contexte éducatif, et les politiques de coopération éducative et culturelle de la France. Les politiques linguistiques désignant les interventions volontaires sur les langues et sur les configurations linguistiques (Calvet, 2002), on devine l'influence que des médias et des agents gouvernementaux peuvent avoir sur les langues en présence et sur leurs usages. Nous étudierons donc comment ces facteurs peuvent influencer la vitalité d'une langue étrangère et son importance relative sur un territoire, avant de montrer comment les radios ont été souvent employées en Afrique comme un outil d'éducation et de promotion des langues. Nous verrons enfin comment la politique culturelle de la France et les efforts de diffusion du français s'inscrivent dans une politique d'influence (soft power) qui a évolué au cours des années.

2.1 La langue, au-delà des mots

Afin de bien analyser la vitalité du français et la pénétration de cette langue étrangère en Ouganda, il nous faut tout d'abord définir le concept de langue et présenter les théories sur la notion de contexte d'apprentissage et d'enseignement des langues.

A. Le concept de langue et les contextes d'apprentissage

Le mot « langue » regroupe plusieurs définitions, illustrant l'évolution des théories et des divergences entre linguistes. Blanchet souligne ainsi que le débat sur la définition de concept de langue est un « des nœuds méthodologiques et épistémologiques majeurs dans le domaine des sciences du langage. » (Blanchet, 2012, p.125). On pourra simplifier les divergences théoriques en disant que la distinction se fait principalement entre une conception abstraite de la langue vue comme un système de signes figés, et une vision plus ancrée dans les pratiques sociales qui permet de définir la langue comme un système de communication doublement articulé. La première définition met en avant l'idée d'un système organisé selon des normes qu'on peut caractériser de code. Il s'agit avant tout d'une vision de la linguistique dite linguistique saussurienne sur la base du Cours de linguistique générale qu'éditèrent les étudiants de Saussure

Bally et Sechehaye (1972). Cette interprétation de Saussure, bien qu'aujourd'hui très critiquée (Rastier, 2012) a donné lieu à un « système de linguistique statique » (CLG, 1972) et à une conception de « la langue en elle-même et pour elle-même » (ibidem). Cette première conception de la langue s'oppose à ce qui était en fait en germe dans les travaux de Saussure : la langue est « un produit social de la faculté du langage et un ensemble de conventions nécessaires, adoptées par le corps social pour permettre l'exercice de cette faculté chez les individus. » En effet, pour Saussure : « La langue est sociale, ou bien n'existe pas » (Saussure, 2003, p. 298). La langue serait donc un système ouvert en « équilibre dynamique » (Blanchet, 2003) qui est modifié en fonction de l'environnement, des usages ou encore des types d'interaction. De fait, il faudrait associer la notion de langue à celle de parole comme le fait Kerbrat-Orecchioni qui rappelle que « la parole fait la langue qui fait la parole, et que les choses assurément observables sont les pratiques des locuteurs » (Kerbrat-Orecchioni, 1998).

Ces premières définitions doivent être rattachées à des notions tout aussi importantes pour notre étude et pour présenter les enjeux de l'apprentissage du français en Ouganda : celles de français langue maternelle, de français langue étrangère, et de français langue seconde. Le français langue maternelle est la première langue apprise par l'enfant. Cet apprentissage se fait au contact de son environnement immédiat. Il s'agit également d'une référence métaphorique à l'idée de la langue de la terre-mère, la terre des origines (Urbain, 1982). Les linguistes préfèrent parler de « langue première », pour désigner la première langue de socialisation, c'est-à-dire une langue acquise hors situation formelle d'enseignement, par interaction avec le milieu social (Mohamed, 2016). Le français n'est certainement pas la langue première des francophones installés en Ouganda compte tenu du plurilinguisme des locuteurs congolais, burundais, soudanais ou rwandais et de l'importance des langues africaines dans le processus d'éducation des enfants. Pourtant, pour ces francophones, le français n'est pas non plus une langue étrangère puisque ce terme traduit une notion de distanciation culturelle, linguistique ou géographique. Comme de nombreux autres pays africains francophones, le Congo, le Burundi, le Soudan et le Rwanda ont été influencés à des degrés divers par la langue française, ce qui entraîne une familiarité plus ou moins importante avec la langue. Dans ces pays, le français n'est souvent pas la langue première des locuteurs, mais sa connaissance est indispensable socialement, puisqu'elle est langue officielle de l'Etat, de l'administration, de l'éducation et de la promotion sociale. On préférera donc utiliser le concept de français langue seconde (FLS), utilisé depuis la fin des années 1960 pour souligner le rôle privilégié du français pour les ressortissants des anciennes colonies françaises ou belges. Cuq parle même de « la valeur ajoutée » pour souligner le lien

entre l'apprentissage du français et les opportunités sur le plan social, éducatif et politique, offertes aux populations rurales ou des quartiers urbains populaires grâce aux programmes de scolarisation massive (Cuq, 1989). Nous pouvons dire que ce qui précède qualifie assez bien le contexte d'apprentissage du français des francophones arrivés en Ouganda à l'âge adulte, et plus singulièrement de la plupart des journalistes de la radio Bonjour Kampala.

Le concept de FLE, français langue étrangère, est plus approprié pour décrire le contexte d'apprentissage des Ougandais. Au contraire du FLS qui a souvent été critiqué pour son rapport figé à la langue, et qui est surtout utilisé pour l'acquisition de savoirs scolaires, le FLE permet à l'apprenant « d'apprendre à échanger avec des locuteurs de son âge sur des événements de la vie sociale » (Vigner, 2001). Le terme de français langue étrangère est également pertinent pour décrire les choix effectués par un gouvernement en matière d'éducation. Pour reprendre une définition proposée par Souad Kassim Mohamed, le concept de français langue étrangère est « une notion de politique linguistique avant d'être une notion didactique » (Mohamed, 2016) : il traduit le choix d'une langue enseignée à l'échelle nationale et son statut dans le système éducatif. Cet apprentissage dans un système scolaire circonscrit ne vient pas pour autant combler le manque de familiarité avec la langue. Certaines recherches ont pu montrer qu'une langue doit être vécue ou, pour reprendre le terme cher à Joëlle Aden, sa connaissance doit être « incorporée » (2009) pour être apprise et comprise. C'est ce que traduit la notion « d'écologie linguistique » de Calvet, qui affirme que « la langue n'est pas un objet qui peut être considéré isolément, et la communication ne se produit pas seulement au moyen de séquences de sons [...] La langue [...] Est une pratique sociale dans la vie sociale, une pratique entre autres, inséparable de son environnement » (Calvet, 1996, p.72). Si la pénétration linguistique s'effectue par de nombreux autres vecteurs (les médias, la publicité, les panneaux de signalisation, les échanges économiques, les relations internationales...), on pourra s'interroger d'ores et déjà sur la dynamique du français dans la vie sociale en Ouganda et sur les représentations qu'en a la population locale.

B. Vitalité et politiques de redynamisation

Un postulat important est le fait que les langues sont par essence des éléments vivants dont les évolutions attestent de changements géographiques ou socio-démographiques. Selon l'APFO, on a pu assister au cours de ces dernières années à un certain recul de l'apprentissage de la langue française en Ouganda. Il nous faut donc présenter quelques théories sur la vitalité et

les variations d'une langue pour mieux appréhender l'évolution du français parlé par les locuteurs FLS et FLE en Ouganda.

Les linguistes utilisent généralement deux éléments principaux pour mesurer la vitalité d'une langue : la dynamique de la transmission intergénérationnelle et la taille et la composition de la population de locuteurs. La croissance constante du nombre de réfugiés francophones accueillis par l'Ouganda laisserait penser que le poids de cette population pourrait avoir une certaine incidence sur le paysage linguistique ougandais et que le français occuperait grâce à eux une place de plus en plus importante. Mais il faut souligner qu'outre le fait que le français n'est pas pour ces réfugiés la langue première, la plupart d'entre eux adoptent très vite l'anglais comme leur principale langue de communication. De plus, comme le montre Ayla Bonfiglio dans une enquête conduite en 2010 pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il n'existe pas suffisamment d'établissements scolaires pour permettre aux enfants de réfugiés de continuer à apprendre et à s'exprimer en français couramment (Bonfiglio, 2010).

Un autre document de référence permet d'analyser l'intégralité des facteurs qui influencent la vitalité d'une langue quand celle-ci n'est pas la langue officielle d'un pays. Il s'agit d'une recherche élaborée en 2003 par un groupe de linguistes rassemblés par l'UNESCO. Ce document intitulé « Vitalité et disparition des langues » (UNESCO, 2003) regroupant les neuf critères suivants :

- Nombre absolu de locuteurs
- Taux de locuteurs sur l'ensemble d'une population
- Transmission de la langue d'une génération à l'autre
- Attitude des membres de la communauté vis-à-vis de leur propre langue
- Utilisation de la langue dans les différents domaines publics et privés
- Attitudes et politiques linguistiques au niveau du gouvernement et des institutions, usage et statut officiels
- Type et qualité de la documentation
- Réaction face aux nouveaux domaines et médias
- Disponibilité des matériels d'apprentissage et d'enseignement des langues

Nous pourrions plus particulièrement nous appuyer sur ce dernier paramètre pour émettre l'hypothèse que la pénurie en matière de livres et de matériels pédagogiques pourrait expliquer le recul du français, comme langue étrangère de référence au sein du système scolaire ougandais. Les autres paramètres seront également exploités au cours des entretiens avec les responsables de la diffusion du français en Ouganda pour mieux appréhender les raisons de ce recul.

Il est également nécessaire de s'interroger sur les variétés de français auxquelles sont exposés les apprenants en Ouganda compte tenu de la proximité géographique et culturelle de pays qui ont vu la langue française évoluer selon leurs propres réalités sociolinguistiques. La langue française connaît à travers la francophonie de grandes variations phonétiques, lexicales et grammaticales. Les variations ne sont pas la manifestation d'une compétence linguistique limitée des locuteurs, mais « une propriété fondamentale des langues » (Boutet & Gadet, 2003). La langue est une expérience collective partagée par des locuteurs, et non un objet figé. À ce titre, les langues sont infinies, plurielles, mouvantes et résultent d'expériences langagières hétérogènes (Canut, 2007).

Dans les territoires voisins de l'Ouganda, le français est en contact avec de nombreuses langues locales. Cette réalité a pour conséquence des phénomènes divers qu'on peut entendre dans les programmes de Bonjour Kampala, et qu'il nous faut présenter succinctement :

- L'interférence : l'influence accidentelle d'un système linguistique sur un autre (phénomène propre à un individu)
- L'emprunt : l'intégration phonique, grammaticale et sémantique (phénomène collectif)
- L'hypercorrection : la reconstruction fautive d'une forme linguistique produisant une forme supposée correcte.

La richesse des études sur ces phénomènes ont entraîné une certaine revalorisation des diverses variétés de français. Carole de Féral a ainsi constaté qu'on assiste même à une certaine « réification » des variétés du français en Afrique et à leur vulgarisation dans les médias (De Féral, 2010). C'est le cas par exemple du camfranglais (l'argot camerounais à base de français, d'anglais et de langues camerounaises) ou encore du nouchi, ce mélange de français et de plusieurs langues de Côte d'Ivoire qui est apparu dans les années 1970. Ces manifestations linguistiques du contact des langues peuvent être entendues sur les ondes de nombreux médias francophones africains. En montrant l'impact des pratiques urbaines sur le développement de nouvelles pratiques et de langues enrichies, De Féral pose indirectement la question du clivage entre la langue parlée et la langue système au sens des linguistes structuralistes. Bonjour Kampala se voulant être à la fois le reflet de la diversité de la francophonie et un outil d'enseignement du français, il sera intéressant d'analyser le parti pris de la radio en termes d'écriture journalistique, et les variétés linguistiques qui sont celles des journalistes.

Comme nous l'avons vu, les efforts de l'équipe du SCAC et des autres acteurs de la diffusion du français viennent en réponse à une relative désaffection des apprenants pour cette langue. Il leur faut notamment travailler sur les représentations linguistiques liées à la langue française pour

la redynamiser. Nous revenons ici sur la définition de ces deux concepts, proposée par la littérature scientifique. Tout d'abord, le concept de représentation, qui s'appuie sur la notion de construction sociale, c'est-à-dire une forme de connaissance socialement élaborée et partagée et qui participe à la construction de classification et d'ancrage. Les individus (ici les apprenants) possèdent un ensemble de croyances sur un objet spécifique (ici une langue) qui sont généralement nourries par des informations objectives (des informations historiques par exemple) ou par des informations subjectives (les préjugés et les stéréotypes). Henri Boyer affirme ainsi que : « *la sociolinguistique est inséparablement des usages sociaux de la /les langues et des représentations de cette/ces langues et de ses / leurs usages sociaux* » (Boyer, 1990, p.104). Dans beaucoup de pays, le français pâtit de représentations négatives tout en étant lié à des images très positives. Cette ambiguïté est par exemple notable dans une enquête de terrain menée par Márcia Lira. Dans son analyse des représentations linguistiques d'une classe de FLE en France, elle souligne que les apprenants venant de pays divers parlent souvent d'une langue difficile à apprendre, mais qu'ils souhaitent acquérir car le français serait le berceau de la philosophie, de la littérature et des arts (Lira, 2001). La langue française serait aussi liée à l'histoire, aux sciences et à d'autres types de connaissances très sacrées. Ce type de représentations a une double conséquence sur les étudiants de FLE : il y a d'un côté une fascination et une révérence puisqu'on valorise la langue française ; de l'autre côté, l'apprenant se construit une représentation de la langue qui semble figée dans des manuscrits historiques ou des textes littéraires anciens. Le français ne semble pas pensé comme une langue moderne et un outil pour interagir avec des locuteurs proches.

Plus près de l'Ouganda, une enquête de terrain dans les universités rwandaises montre des résultats assez similaires. Cyprien Niyomugabo a en effet interrogé des étudiants sur leur rapport avec le français et sur les représentations liées à cette langue (Niyomugabo, 2004). Dans le pays voisin, le français n'est qu'une langue véhiculaire pour les Rwandais ayant terminé leurs études secondaires ou ayant poursuivi des études supérieures. C'est pourtant la langue officielle au même titre que l'anglais et que le kinyarwanda. Contrairement à la langue première africaine, les deux langues internationales sont vues comme des langues complexes, étrangères, signes d'érudition et de promotion sociale. Dans les faits, le français et l'anglais ne sont pas des langues vernaculaires. Elles ne sont pas des langues de premier choix dans les interactions langagières de la vie courante au Rwanda. En arrivant en Ouganda, je me suis posé la question de la représentation de la langue française et de la prise en compte des variétés régionales qui caractérisent les pays francophones africains. Je me suis également demandé si les efforts de

diffusion de cette langue pouvaient être vus comme une forme de néocolonialisme, comme l'ont montré les chercheurs observant certains pays africains francophones (Canut, 2010 ; Verdelhan-Bourgade, 2014). A défaut de pouvoir trouver des réponses dans les recherches scientifiques ougandaises, j'ai profité de mes enquêtes et entretiens pour rassembler des éléments de réponse.

Une autre explication au recul du français en Ouganda pourrait être la concurrence d'autres langues étrangères. En repartant du postulat que les langues sont « vivantes », on appréciera la métaphore d'Einar Haugen qui parlait d'écologie du langage pour décrire la manière dont différentes langues interagissent entre elles aux endroits où elles sont parlées. Un écosystème est par définition un milieu organisé dont l'équilibre peut être perturbé par l'arrivée d'éléments extérieurs. L'introduction de nouvelles langues étrangères plus attractives ou mieux valorisées au sein du système éducatif ougandais pourrait donc expliquer le déclin du français dans les lycées et universités. Pour pousser un peu plus loin l'analogie à un écosystème, on pourra également utiliser le concept d'écologie des langues pour décrire l'évolution et la « vie et mort » des langues dans leur contexte social. Les langues sont des phénomènes sociaux qui doivent évoluer dans un contexte linguistique mais aussi culturel : il sera pertinent de voir comment le français a réussi à s'inscrire dans le paysage linguistique ougandais en dehors de l'école. Y a-t-il suffisamment d'occasions de pratiquer la langue dans la vie quotidienne ? Y a-t-il suffisamment de manifestations culturelles francophones en Ouganda ? Existe-t-il des quartiers ou des espaces publics où la langue française domine et où les Ougandais peuvent la pratiquer ? Nous avons déjà pu dire que Bonjour Kampala était la première radio francophone en Ouganda, qu'en est-il des médias écrits et des autres formes de supports audiovisuels ? Un trop grand décalage entre la langue et la réalité de ceux qui doivent la pratiquer pourrait en partie expliquer la désaffection des Ougandais pour le français.

Il s'agit ensuite de savoir si le déclin relatif de la langue française doit justifier la mise en place d'une politique de redynamisation. Si l'intérêt accru des Ougandais pour d'autres langues étrangères est prouvé, celui-ci doit-il être freiné par la mise en place d'une politique linguistique de protection de la langue française ? Calvet rappelle que la défense des langues ne doit pas être systématique (Calvet, 1999). Elle doit être avant tout justifiée par la mobilisation des populations locales concernées. Il ne s'agit donc pas de défendre les langues pour elles-mêmes mais de défendre le droit des locuteurs de s'exprimer dans la langue qu'ils souhaitent. Calvet souligne également que les langues sont faites pour servir les hommes et ne pourront être protégées que si les locuteurs en ont besoin. Il faudra donc s'appuyer sur les témoignages des enquêtes effectuées pour analyser si la maîtrise et l'utilisation du français sont une demande venant de la

population ougandaise elle-même. Et on devra évaluer le degré d'autonomie et de choix véritable des Ougandais à la lumière des critiques de certains chercheurs qui ont pu dénoncer l'impérialisme linguistique de certaines langues comme le français ou l'anglais¹⁰. Tove Skutnabb-Kangas et Robert Phillipson convoquent par exemple la notion de droits linguistiques pour dénoncer le contrôle des populations colonisées au travers une hégémonie culturelle et linguistique (Skutnabb-Kangas & Phillipson, 2017). Selon cette approche, la valorisation des langues locales africaines dans le système éducatif serait plus importante que les efforts multiples pour redonner à l'enseignement de la langue française une plus grande importance dans les programmes scolaires.

Il s'agira donc d'analyser dans le chapitre suivant si les Ougandais, et plus précisément les parents, choisissent effectivement d'inscrire l'apprentissage du français comme une priorité pour leurs enfants. Et si c'est le cas, dans quelle mesure ils s'investissent pour faire évoluer les usages et les politiques linguistiques. On pourra ici s'appuyer sur la notion d'agentivité de Ricento pour montrer l'importance de l'engagement des individus car celui-ci est « la variable clé qui sépare les approches précédentes, positivistes / technicistes des nouvelles, critiques / post-modernes, (...), le(s) rôle(s) des individus et des collectivités dans l'évolution des usages linguistiques, des attitudes et dernièrement des politiques. » (Ricento 2000, p. 208).

Derrière ces interrogations se cache une question plus large qui révèle celle de l'idéologie linguistique. Il existe dans toutes les sociétés un ensemble de croyances et de sentiments à propos de la place ou de la valeur d'une langue (Canut, 2007), qui a souvent une forte influence sur les politiques linguistiques, et plus encore sur la planification de l'acquisition (une notion que nous définirons plus loin). Et si chaque parent pense avoir à son niveau la responsabilité et la capacité de choisir l'apprentissage de telle ou telle langue étrangère, dans quelle mesure ce choix est-il influencé par ces idéologies ? Ce concept étant fortement lié à la question de l'importance relative d'une langue par rapport aux autres, il nous faut maintenant revenir sur la notion de marché linguistique.

C. La notion de marché linguistique

Nous avons pu voir que la situation sociolinguistique ougandaise était caractérisée par plusieurs phénomènes diglossiques et une hiérarchisation entre les langues officielles et les langues locales. Comme dans beaucoup d'autres pays africains, les langues au sommet de la

¹⁰ S'intéressant à la domination mondiale de l'anglais, Phillipson définit l'impérialisme linguistique anglophone comme « la domination affirmée et maintenue par l'ordre établi, et la reconstitution continue d'inégalités structurelles et culturelles entre l'anglais et les autres langues » (Phillipson, 2000).

pyramide ne sont pas les langues premières. Cette analyse a pu être affinée par Yves Montenay qui a montré qu'en Afrique les nombreuses « petites langues », représentent les communautés linguistiques circonscrites dans un cadre géographique limité, et donc un petit nombre d'acheteurs ou de consommateurs solvables (Montenay, 2018). À l'inverse, les langues internationales ont plus d'intérêt parce qu'elles représentent un poids politique, économique, culturel et médiatique conséquent. Cette analyse fait écho au concept de « marché linguistique » introduit en France vers la fin des années 1970 par le sociologue et philosophe français Pierre Bourdieu pour décrire une situation dans laquelle une personne « produit un discours à l'intention de récepteurs capables de l'évaluer, de l'apprécier, et de lui donner un prix ». Plus largement, cela signifie que connaître une langue est en même temps un bien et un outil. Cette connaissance revêt un prix car elle peut donner des profits calculables. Les locuteurs sont donc des participants du marché linguistique qui font le choix de l'apprentissage d'une langue en fonction des opportunités immédiates ou potentielles.

On pourra également citer le modèle gravitationnel de Calvet (2002) inspiré par Abraham de Swaan (1988) pour comprendre le poids des langues et l'importance de maîtriser des langues internationales. Selon Calvet, la domination de l'anglais serait le « versant linguistique » de la mondialisation : cette langue a souvent la fonction de lingua franca et est de facto incontournable. « Autour de cette langue hyper centrale gravitent des langues centrales (le français par exemple) et des langues périphériques reliées entre elles par les bilingues » (Calvet, 2002). Cette organisation mondiale des rapports entre les langues a donné naissance à un marché linguistique avec des langues plus ou moins attractives en fonction notamment de leurs rôles véhiculaires et du nombre de locuteurs. Dans ce contexte, on peut comprendre l'attractivité du français pour les étudiants ougandais : ceux-ci seraient attirés par une langue qui permettrait d'accéder à des opportunités sur un marché mondial.

Certains chercheurs ont pu dénoncer les travers de ce marché linguistique et il sera important de s'appuyer sur leurs critiques pour analyser le bien-fondé du soutien à la diffusion du français comme finalité des politiques de coopération linguistique et éducative. On pourra par exemple citer les travaux de Camille Abolou, qui prolonge la réflexion sur le modèle gravitationnel en rappelant que la connaissance est véhiculée de nos jours par les technologies de l'information et de la communication (Abolou, 2006). Ces médias faisant rarement grand cas des langues africaines, le chercheur met en garde sur le sens unique de production et de circularité des connaissances du fait de la place trop importante des langues hyper centrales et super centrales. En dénonçant ce phénomène hégémonique qui exclut entre 80% et 90% de la population, il se

fait le porte-parole de certains détracteurs de la présence de langues qui demeurent étrangères dans les systèmes scolaires des pays africains. Nous pourrions revenir sur ce modèle pour nous interroger sur la rivalité entre les langues africaines et les langues étrangères, et pour voir dans quelle mesure les unes et les autres peuvent avoir un véritable impact et offrir des perspectives d'emploi et de développement en Ouganda.

2.2 Les outils de planification linguistique et de diffusion du français

Nous avons pu présenter les théories expliquant l'évolution d'une langue et les représentations qu'une population peut associer à la maîtrise d'une langue internationale. Les pratiques et les images sont aussi souvent le résultat d'une planification linguistique. Nous reviendrons ici sur les actions volontaires que peut mettre en place un gouvernement, et le rôle d'un média radiophonique dans la diffusion du français.

A. La planification linguistique

Selon Spolsky, la planification politique, ou management linguistique, est une action de politique linguistique qui se définit comme l'effort explicite et observable par une personne ou un groupe qui a ou revendique l'autorité sur les participants du domaine pour modifier leurs pratiques ou leurs croyances¹¹ (Spolsky, 2009). Nous avons pu noter tous les efforts passés du gouvernement ougandais en matière d'équipement, de méthodes adaptées au contexte local, de formation des enseignants, et en matière d'organisation des programmes pour accorder à l'apprentissage du français une place privilégiée. Il s'agit donc bien d'efforts délibérés pour influencer l'acquisition du français par les plus jeunes.

Pour bien comprendre la notion de planification linguistique, il faut souligner que les motivations peuvent varier. Dans le cas de l'Ouganda on a pu voir que la situation géographique du pays et la taille économique d'un pays comme le Congo l'obligent à mieux se préparer aux échanges avec les pays voisins francophones. Dans un proche avenir, le français pourrait d'ailleurs devenir une langue officielle de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) en plus de l'anglais. C'est le signe de l'importance de la notion d'intégration régionale dans ces territoires. Saïdane et Ezo'O, deux analystes de l'intensification des échanges en Afrique ont ainsi expliqué « qu'à l'échelle du continent (...), la mondialisation est d'abord synonyme d'innombrables

¹¹ Spolsky défend l'idée d'un management linguistique, language management (2009). Il insiste ainsi sur le caractère délibéré et conscient des interventions sur les langues et s'intéresse spécifiquement aux actions des États, des gouvernements. « Planification linguistique » renvoie à un ensemble plus large d'actions sur les langues et les situations linguistiques.

accords bilatéraux de coopération et unions économiques et monétaires régionales » (Saïdane & Ezo'O, 2015, p.94). Nous avons déjà souligné l'importance des idéologies linguistiques. On pourra aller plus loin et dire que les idéologies linguistiques en Ouganda sont pour bonne part liées au phénomène d'internationalisation et à la volonté d'adopter une langue non autochtone comme moyen de communication.

On pourra également s'appuyer sur l'analyse de Nahir pour mieux comprendre les objectifs de la planification linguistique locale. Le théoricien a en effet présenté une liste exhaustive reconnaissant 11 objectifs de planification linguistique (Nahir, 1984). Parmi ces 11 objectifs, un semble correspondre aux efforts du gouvernement ougandais : la propagation d'une langue, c'est-à-dire la mise en place d'actions diverses pour augmenter le nombre de locuteurs de français. Pour soutenir le passage de la théorie à la pratique, il est également nécessaire de mettre en place des actions concrètes (Kaplan & Baldauf): choisir les langues à enseigner dans le cadre du programme, déterminer le volume et la qualité de la formation des enseignants, sélectionner les matériaux qui seront utilisés et comment ils seront incorporés dans les programmes... On retrouve bien ici les activités du NCDC.

Cependant certains chercheurs ont pu montrer qu'il y a souvent un décalage entre la volonté politique et les interprétations des acteurs en charge de leur mise en œuvre et de leur planification. C'est la fameuse théorie de l'oignon proposée par Ricento et Hornberger : divers acteurs interviennent à différents niveaux (couches de l'oignon) dans le processus de mise en œuvre d'une politique, et à chaque niveau, la politique est réinterprétée. Plus on s'éloigne « de la politique en texte » (Leconte, 2014), plus les interprétations varient et divergent. Qu'en est-il pour l'Ouganda ? Les engagements du gouvernement et les efforts pour créer une nouvelle impulsion dans l'apprentissage du français ont-ils vraiment été suivis par les directeurs d'établissement et les enseignants ? Selon une présentation faite par l'APFO en novembre 2020 dans le cadre des activités de coordination du FSPI, de nombreux directeurs d'établissement du niveau secondaire ont une mauvaise interprétation des recommandations du NCDC, et n'intègrent pas le français parmi les options recommandées. Pourquoi un tel désintérêt ? Cette question a fait partie des points traités lors des entretiens programmés.

On pourra également utiliser le modèle intégré de Nancy Hornberger pour analyser la planification de l'acquisition (c'est-à-dire les efforts visant à changer la façon dont une langue s'apprend) mise en place par le gouvernement ougandais : outre l'approche politique et le choix du français comme langue étrangère prioritaire enseigné dans les écoles, il est nécessaire de créer des opportunités et des outils de motivation. Cette planification de l'acquisition s'effectue

normalement par l'Etat qui peut ainsi changer ou élever le statut et le prestige d'une langue essentiellement via le système éducatif. Est-ce la démarche adoptée par Janet Musevini (ministre de l'Éducation et par ailleurs épouse du président) pour inciter plus d'enseignants et d'apprenants à privilégier le français ? Comment le gouvernement français influence-t-il son homologue ougandais pour intensifier l'attractivité de l'apprentissage et de l'enseignement du français ?

Enfin, il est utile de rappeler que la planification de l'acquisition ne se fait pas seulement au travers de l'école. Il existe de nombreux outils à disposition de ceux qui veulent influencer les pratiques langagières. Parmi eux, la radio s'est très tôt distinguée comme un outil d'excellence pour les planificateurs, et a fait à ce titre l'objet de nombreuses recherches.

B. Le rôle des médias dans la diffusion de la langue et du savoir en Afrique

Plusieurs spécialistes ont montré que les médias, par leur capacité de diffusion et leur emprise symbolique, participent à l'acquisition des langues. Ils peuvent contribuer à leur standardisation ainsi qu'à leur valorisation (Viaut, 1996). La radio et plus tard la télévision ont très tôt joué un rôle important comme outil d'enseignement et de formations dans les pays africains. Beaucoup de radios communautaires ont ainsi été soutenues par l'Unesco à partir des années 1960, afin de pallier le manque d'enseignants dans les pays africains nouvellement indépendants. Ces projets s'efforçaient de s'adapter aux spécificités culturelles des populations africaines, et de les impliquer dans la réalisation même des programmes (Gaudant, 1990, cité dans Ba, 2013, p.46). La France aurait notamment joué un rôle important dans la création de supports médiatiques en Afrique de l'Ouest et Akowou rappelle que le modèle de radio éducative est essentiellement d'inspiration française. En effet, le ministère de l'Education nationale français produit en 1952 les premières émissions éducatives mises à disposition des écoles françaises (Awokou, 2007). « Ces émissions donnent la parole à des artistes comme Jean Cocteau, qui fait des enregistrements à vocations scolaires produits par RTF (Radiotélévision France) et le ministère de l'Éducation nationale entre 1951 et 1954. » (Héron et al., 2013, cité par Voulgre & Netto, 2016, p. 6). Dans les années 1960, le gouvernement français lance un important plan d'extension des moyens audiovisuels d'enseignement¹² afin de compenser les déficiences du système scolaire en matière de locaux et d'enseignants. Il organise également des formations sur les techniques d'intégration de messages audiovisuels dans les classes de primaire, et tente

¹² La méthodologie SGAV (méthodologie structuro-globale audio-visuelle) qui se développe dans les années 1960 en France à l'initiative de Guberina et Rivenc (et qui sera abandonnée au profit de l'approche communicative) reposait d'ailleurs sur l'utilisation des médias (bande sonore / film fixe à l'époque) comme support d'enseignement-apprentissage.

de séduire des enseignants encore peu convaincus par l'utilisation de ce type de médias. Ce programme sera élargi avec le développement d'expériences de télévision éducative pour adultes. Ces dernières rencontreront moins de succès en France, mais le modèle restera pertinent pour les experts envoyés en Afrique de l'Ouest par la coopération française et l'Unesco.

Ces missions sont effectuées dans le contexte d'accession à l'indépendance des pays africains et l'objectif est alors de former le plus grand nombre de personnes, avec des moyens réduits. La radio fut ainsi l'outil de prédilection au Togo, en Côte d'Ivoire ou encore au Sénégal, et les premiers programmes d'éducation verront le jour grâce à des investissements financiers importants des nouveaux Etats et des acteurs de la coopération internationale. Awokou souligne que l'objectif principal des supports de l'époque n'était pas de faire de la radio mais d'enseigner et que la primauté était donnée à la pédagogie (Awokou, 2007). Ces programmes n'ont souvent pas donné les résultats escomptés et beaucoup ont été suspendus du fait du manque de pérennité du modèle économique mis en place. Ce bilan justifie l'attention aujourd'hui portée sur les critères de qualité d'un projet de cette nature et l'attention des acteurs de la coopération à l'élaboration d'un plan de financement viable et durable.

On a pu retrouver ce type d'expérience dans de nombreux pays de l'Afrique anglophone comme au Ghana, où à partir du milieu des années 1960, des experts de l'UNESCO décident de se concentrer sur la création d'une tribune radiophonique au service du développement rural. Ce nouvel exemple souligne l'importance de l'oralité sur le continent africain. Dans son analyse de la littérature orale comme mode de connaissance et méthode d'investigation, Amegbleam explique ainsi que l'oralité a toujours été très importante en Afrique et que son histoire peut être retracée dès l'émergence des premières tribus africaines (Amegbleam, 1986). En témoigne le niveau de langue élevé et la diversité de ses productions constituées essentiellement de légendes, citations, contes, et fables. Le support radiophonique serait donc un outil parfaitement adéquat pour des populations habituées aux tribunes publiques et à la mobilisation du savoir et de la mémoire collective via la parole. Plus récemment, une initiative de RFI a montré les possibilités d'utiliser des émissions de radio pour l'apprentissage du français. En 2015, la radio a en effet développé un feuilleton radiophonique intitulé « Le talisman brisé¹³ » avec une équipe d'acteurs et de réalisateurs burundais, et le soutien de l'OIF (l'Organisation Internationale de la Francophonie). Ce feuilleton qui peut être écouté en ligne est accompagné d'un livret qui

¹³ « Le Talisman brisé » sur le site de RFI : <https://savoirs.rfi.fr/es/apprendre-enseigner/langue-francaise/le-talisman-brise-en-francais-kirundi>

comprend la retranscription des dialogues, des explications lexicales et des exercices de conjugaison.

Nous avons déjà souligné comment le français a été partagé et transformé par les médias radiophoniques africains francophones. Dans son analyse du wolof tel qu'il est pratiqué dans les radios privées au Sénégal, Abou Bakry Kébé a par exemple montré les stratégies de normalisation informelle de la langue wolof mises en œuvre par les journalistes de ces radios (Bakry Kébé, 2011). La radio et même les radios scolaires sont donc des cadres de libre expression qui permettraient de décomplexer les apprenants de la langue française. A contrario, nous avons vu que le concept de variation linguistique a longtemps été délégitimisé et stigmatisé socialement par la norme prescriptive (Bourdieu, 1982). Une stigmatisation que l'on retrouve dans les méthodes d'enseignement et certains manuels de français. Boutet et Gadet (2003) ont ainsi montré qu'on y retrouve une focalisation sur l'écrit et que cela est dû au fait que la scolarisation a pour but principal de développer des compétences écrites.

Enfin, il nous faut conclure cette revue des notions théoriques sur les dispositifs médiatiques en présentant les évolutions technologiques. Après la radio et la télévision, Internet et les réseaux sociaux ont contribué au développement de nouvelles pratiques langagières. C'est notamment le cas dans l'espace francophone comme le montre l'ensemble des articles du numéro 14 de la revue *Glottopol* intitulé « Nouveaux médias et dynamiques des langues dans l'espace francophone » (Ndao & Kébé, 2010). On y retrouve par exemple une analyse sur les pratiques et usages linguistiques des Camerounais sur Internet (Eba'a, 2010). Les observations faites sur des publications d'internautes en réaction à l'actualité nationale et internationale mettent le linguiste en présence de structures langagières multiples et riches qui redéfinissent les normes. Ces structures langagières poussent aussi Eba'a à s'interroger sur le rapport entre ce qui pourrait être vu comme un « relâchement » de la langue française, et les notions de compétences/incompétences. De même, dans son analyse de l'usage des langues nationales (notamment du wolof et du pulaar) sur Internet, Kristin Vold Lexander a montré les alternances de langues dans la communication et l'émergence d'un code mixte à travers les nouveaux médias (Lexander, 2010). Ces tendances semblent se confirmer dans les pratiques d'une jeunesse de plus en plus à l'aise avec les nouvelles technologies, est-ce la voie que doit suivre la webradio *Bonjour Kampala* ? L'usage d'Internet peut-il contribuer à l'acquisition de compétences linguistiques qui pourront être valorisées dans un cadre plus standard, comme un emploi ? Cette dernière question est au cœur du travail des chercheurs qui ont pu travailler sur les impacts des TIC dans l'enseignement.

C. L'intégration des TIC dans l'enseignement

L'intégration de la lettre « E » à l'acronyme TIC montre bien l'importance croissante des technologies de l'information et de la communication dans le contexte éducatif. Les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) regroupent un ensemble d'outils conçus et utilisés pour produire, traiter, entreposer, échanger, classer, retrouver et lire des documents numériques à des fins d'enseignement et d'apprentissage (Bogui, 2007). Elles sont devenues dans de nombreux pays des savoir-faire indispensables et intégrés à l'éducation de base. Dans un programme sur la formation continue des enseignants et l'enseignement des TICE publié en 2002, l'UNESCO liste les compétences qui peuvent être développées grâce à la maîtrise des nouvelles technologies (Khvilon & Patru, 2002). Il faut notamment noter le développement de l'aptitude à la pensée critique, de l'aptitude à la prise de décision, de la capacité à communiquer efficacement, et des capacités à travailler en équipe. Dans un ouvrage sur les industries éducatives, Mœglin (qui est avant tout connu pour sa critique de l'approche utilitariste de l'économie de l'e-éducation) montre ainsi que les innovations pédagogiques et la production de nouveaux outils et de médias éducatifs ont été encouragés par certains gouvernements dès l'essor de l'institution éducative moderne pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement et lutter contre l'échec scolaire (Mœglin, 2010).

Il y a 6 grandes familles de ressources TICE (Le Deuff, 2011, p.143), parmi lesquelles certaines sont plus appropriées pour l'enseignement des langues. On pourra par exemple citer les logiciels intégrant des sons ou des images numériques, les manuels numériques enrichis de vidéos, ou encore les dispositifs de communication et de mise en réseau. Ces outils peuvent en effet favoriser l'exposition des apprenants à l'écoute et à la production, tout en leur apportant des activités interactives qui vont leur permettre de stimuler leur mémorisation. Il existe cependant des voix contradictoires et certains chercheurs doutent de la véritable efficacité des TICE dans le processus d'apprentissage. Certains, comme Michel Desmurget, auteur de « La fabrique du crétin digital », s'inquiètent par exemple du fait que l'utilisation du matériel informatique peut détourner des interactions humaines et de l'engagement nécessaires à la compréhension et à la réflexion approfondies (Desmurget, 2019).

Le développement des TICE et leur intégration dans les établissements passe par des investissements matériels, mais aussi et surtout par « une politique d'ensemble » (Dizambourg, 1997, cité par Bogui, 2007, p.72). A titre d'exemple, Bogui montre dans son analyse des

principales actions menées pour le développement de l'appropriation des TIC dans l'enseignement supérieur français entre 1997 et 2002 que le dispositif global d'accès aux ressources s'est appuyé sur « le développement des bibliothèques universitaires, sur une politique d'équipement et de développement des réseaux informatiques, sur le renforcement de l'information et de la formation de l'ensemble des personnels, et enfin sur la diversification des modes d'enseignement en prenant appui sur une production de ressources multimédias de qualité » (Ibidem, p.73). Le même chercheur a montré combien la mise en place d'une telle politique d'ensemble dans le système universitaire d'un pays africain peut être complexifiée du fait du manque de budget et du manque de formation des enseignants. Il présente cependant un exemple d'intégration des TIC réussie : la Côte d'Ivoire. Dans ce pays, le gouvernement a joué un rôle clé et a mis en place un plan de développement de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication entre 2000 et 2005. Ce cas d'étude montre également que le succès de l'intégration des TIC dans l'enseignement supérieur nécessite que certaines conditions soient au préalable remplies :

- des investissements importants pour garantir la qualité des infrastructures de technologies de l'information ;
- une planification de ces investissements en coordination avec la planification académique ;
- la mise en place d'un programme de la formation pédagogique pour aider les professeurs à maîtriser les TIC et à adapter leurs méthodes d'enseignement ;
- l'adaptation des méthodes d'évaluation et de promotion des professeurs pour accorder une reconnaissance adéquate aux activités d'intégration des TIC en enseignement (Bogui, 2007).

Les chercheurs ougandais commencent tout juste à se pencher sur ce sujet et je n'ai pas pu trouver d'analyse globale sur la politique d'appui du gouvernement local. Je vais donc m'appuyer sur mes déplacements dans les différents centres d'enseignement et sur mes entretiens avec les responsables du projet FSPI au niveau universitaire pour enrichir mon analyse sur les investissements pour le développement des TICE. Dans la logique actuelle, ces investissements supposant l'aide de partenaires internationaux dans un cadre bien défini, il va falloir nous pencher sur la politique de coopération linguistique et éducative de la France dans ce domaine.

2.3 La politique de coopération éducative et linguistique de la France

A. Le soft power : les enjeux et acteurs de la diplomatie culturelle

Comme nous l'avons vu, dans l'imaginaire collectif, la France véhicule des images culturelles et intellectuelles très fortes. Ces images sont le résultat de la promotion de références historiques et littéraires au travers de l'école et des médias, mais aussi de la mobilisation des différents acteurs du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). La diplomatie culturelle française contribue depuis longtemps au « rayonnement » de la culture et de la langue françaises dans le monde. La notion de « soft power » est ainsi utilisée par les chercheurs qui ont pu analyser les stratégies du MEAE pour faire valoir ses vues et conforter son image dans un contexte de « guerre cognitive et d'économie de l'attention » (Kato, Luvet, Pasbeau, 2018). Anne Gazeau (2009) est d'avis que le « soft power » ou « diplomatie d'influence » renvoie à l'idée qu'une politique classique de diffusion de la langue et de « rayonnement culturel » peut influencer des domaines plus larges et peut avoir des conséquences dans des champs d'action économique ou politique. L'investissement dans la langue et la culture peut donc devenir très rentable à long terme.

La diplomatie culturelle a commencé à la fin du 19^{ème} siècle avec la création des Alliances françaises dont la vocation première est la promotion de la culture et de la langue françaises. Les deux valeurs principales des Alliances françaises deviendront les marqueurs de la diplomatie culturelle française : le principe d'universalité et la dépolitisation de la dimension culturelle. Kato, Luvet et Pasbeau (2018) soulignent que la France possède également de nombreux atouts culturels qui lui ont permis de s'implanter dans le monde : la mode, la gastronomie, le cinéma... Le pays étant connu comme la patrie des Droits de l'homme, il peut également mettre en avant son droit, ses institutions et son administration. Enfin, on pourra citer le rapport annuel de l'agence Campus France qui met en avant les atouts de la France auprès des étudiants étrangers : le prestige de certains établissements, la qualité de la formation, l'excellence scientifique, l'ancrage dans l'Union Européenne et dans la Francophonie, le dynamisme culturel, la qualité de vie, et bien sûr la spécificité de Paris, ville internationale.

Comme le précise Marie-Béatrice Levaux dans sa note pour le Journal de la République française sur le rôle de la France dans une francophonie dynamique, pour de nombreux habitants des pays du sud, la maîtrise du français est un atout économique fortement apprécié pour participer à une économie globale (Levaux, 2018). Pour certains, il s'agit de se donner les meilleurs moyens pour être recrutés par une entreprise francophone, pour d'autres il s'agira plutôt

d'être en mesure de se positionner en tant que partenaires économiques sur des marchés étrangers. De même, le partage de la langue et des valeurs culturelles peuvent favoriser les échanges commerciaux. C'est un point de vue partagé par Jacques Attali dans son rapport à Francois Hollande en 2014 qui précise que la francophonie se développe dans certains pays traditionnellement anglophones afin de renforcer les liens économiques entre ces derniers et les pays d'Afrique francophone. À ce titre, l'investissement du MEAE dans les politiques publiques d'éducation n'a pas donc comme simple objectif de diffuser le français. Il s'agit surtout de mobiliser les outils de coopération et de l'aide publique internationale pour apporter des solutions de développement efficaces et durables¹⁴.

Nous avons présenté le SCAC, le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Ouganda. Au sein de ce service, l'attaché de coopération pour le français (ACPF) joue un rôle déterminant. Cette fonction transversale et complexe a été analysée par Frédéric Mazières qui présente dans sa thèse les domaines d'intervention et les évolutions du statut administratif de l'ACPF (2009). Mazières souligne l'importance de son rôle pour la diffusion de la langue et de la culture française, en expliquant que la diffusion d'une langue est un acte diplomatique, qui lie deux ou plusieurs états dans le cadre d'accords de coopération bilatérale ou multilatérale. À ce titre, la langue française doit être considérée comme « un objet d'exportation (point de vue de la France) et/ou d'importation (point de vue du pays accréditaire) » (Ibid, p.28-29). L'ACPF doit adapter les politiques linguistiques ministérielles de la France aux contextes locaux et devient le représentant des services culturels français auprès des hauts fonctionnaires du pays partenaire. Tout en expliquant que l'importance du rôle de l'ACPF est relative et dépend des ambitions de l'ambassadeur local, Mazières rappelle que « la suppression d'un poste d'ACPF dans une ambassade doit être comprise comme un manque d'ambition de l'Etat français, voire comme un abandon de la langue française à son destin local » (Ibid, p.2-29). C'est dire combien celui-ci joue un rôle pivot dans la stratégie de diffusion du français. Pourtant Mazières explique que de nombreux postes restent vacants du fait de la diversité des compétences attendues et des situations rencontrées au quotidien (Ibid, p.132). De plus, la baisse des budgets a des conséquences sur l'animation du réseau et sur le travail des agents de la diffusion culturelle. Enfin, Mazières regrette que les surcharges administratives imposées aux ACPF (rédaction de notes de synthèse, de rapports...) les empêchent de se

¹⁴ Il faut signaler que certaines voix s'élèvent pour critiquer la diplomatie d'influence en Ouganda, en dénonçant notamment les enjeux de la protection des projets de forage de l'entreprise Total : <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2019/09/dp-total-mise-en-demeure-pour-sesactivites-en-ouganda.pdf>

consacrer à l'essentiel, c'est-à-dire la résolution de la problématique locale de la diffusion du français (Ibid, p.126-129). Nous essaierons de mieux définir la réalité de terrain et de présenter l'impact de ces contraintes sur le pilotage du projet FSPI et l'accompagnement de la radio Bonjour Kampala dans la synthèse finale.

Les SCAC interviennent en soutien au réseau des écoles, collèges et lycées français à l'étranger et des sections bilingues francophones implantées dans les établissements étrangers. Pour tous ces acteurs, il devrait être important de tenter de contextualiser l'enseignement du français et de mettre en avant la diversité culturelle et linguistique de la francophonie. L'analyse de terrains de Cécile Doucet montre cependant que l'enseignement du français hors de France n'est que rarement contextualisé et qu'il s'inscrit, malgré la variété des contextes, dans une perspective principalement universaliste (Doucet, 2011). Elle s'inquiète du fait que la France semble vouloir étendre son autorité à travers l'enseignement d'un français standard et de références culturelles géographiquement limitées. De même, toujours selon Doucet, la France s'efforce de transmettre ses valeurs à travers le monde sans prêter attention aux populations destinataires de cet enseignement. Est-ce le cas en Ouganda ? Nous essaierons de sonder les perceptions des différents publics sur l'enseignement du français localement.

Il faut enfin rappeler que la France n'est pas le seul acteur de l'enseignement du français hors de France. Le pays peut compter sur le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) qui regroupe 63 pays et gouvernements. Les chiffres de l'OIF attestent de l'importance de la sphère francophone : le français était en 2018 la 5^{ème} langue la plus parlée dans le monde avec environ 300 millions de locuteurs réguliers¹⁵. En raison de l'explosion démographique de l'Afrique, l'attention de l'OIF pour le continent se manifeste sous des formes multiples. On peut par exemple citer le travail spécifique du fonds francophone de production audiovisuelle du sud, un fonds de l'OIF créé en 1988. En 20 ans d'existence, ce fonds a aidé à la réalisation de 700 œuvres cinématographiques et audiovisuelles, dont 170 longs-métrages. Cet engagement actif contribue au dialogue des cultures et à la diversité des cultures. Et ici encore, il faut voir l'influence des actions culturelles qui permettent à l'OIF de mieux ancrer ses actions dans des domaines variés.

L'enjeu pour tous les acteurs de la francophonie est donc de passer d'une notion purement géographique à l'expression d'un ensemble politique volontariste. Il s'agit aussi de mobiliser des actions multiples sur la langue et les cultures francophones afin de consolider une « communauté

¹⁵ <http://observatoire.francophonie.org/qui-parle-francais-dans-le-monde/>

de destin » (Drezet, 2012) avec des pays qui se partagent des valeurs et une culture commune. Des objectifs ambitieux quand on analyse les moyens et ressources dont disposent les acteurs.

B. État de la coopération française : moyens et ressources

On pourra reprendre la note de Marie-Beatrice Levau (2018) pour affirmer tout d'abord que les moyens des opérateurs de l'enseignement du français à l'étranger ne sont pas à la hauteur des engagements. En effet, les budgets des Alliances françaises et des Instituts français sont en diminution régulière, et les établissements du réseau de l'enseignement du français à l'étranger peinent à maintenir un effectif d'étudiants d'envergure. C'est à ce titre qu'elle recommande de s'appuyer sur un plus grand nombre d'acteurs, issus de la société civile francophone, et reconnue pour leur engagement en faveur de l'éducation et de la formation professionnelle : des personnalités francophones, des représentants d'organisations nationales, des établissements publics... Une recommandation qui a été prise en compte dans la mise en place du FSPI « langue française » de l'ambassade de France en Ouganda.

Dès 2001, le rapport Dauge¹⁶ apportait une critique sévère sur l'action du réseau culturel français à l'étranger. Selon ce rapport, les actions de l'action culturelle extérieure restaient encore faibles face à la modification des rapports entre les pays et à la concurrence accrue du fait de la mondialisation. Plusieurs signes alarmants avaient alors poussé le réseau culturel à repenser sa stratégie et sa dynamique culturelle : la baisse du nombre d'apprenants et de la rentabilité des cours, le manque de réponse face aux besoins spécifiques des apprenants (apprentissage d'un français plus fonctionnel), une programmation culturelle sans réelle continuité, le besoin de modernisation des bibliothèques et des établissements culturels... A la suite de la publication de ce rapport, plusieurs actions d'envergure avaient été annoncées pour parvenir à une véritable réforme de la coopération linguistique et culturelle. Les entretiens et enquêtes de terrain devront donc permettre de revenir sur les résultats des actions de redynamisation de l'action culturelle française en Ouganda au cours des 20 dernières années, et de mieux analyser le contexte dans lequel a été défini le FSPI « Langue française » et les indicateurs de succès des activités de Bonjour Kampala.

Une des réponses aux besoins multiples étant la mise en place de moyens financiers conséquents, il nous faut présenter les différents instruments de financement dont disposent les

¹⁶ Rapport d'information de l'Assemblée Nationale, N°2924, sur les Centres culturels français à l'étranger, déposé par la Commission des Affaires étrangères le 7 février 2001, présenté par M. Yves Dauge, député.

services de coopération, et l'adaptation de ces outils aux nouvelles normes de gestion de cycle projet.

C. Les nouveaux instruments de financement et la gestion du cycle projet

Les actions de coopération et de diplomatie culturelle s'inscrivent dans une politique globale et sont en lien direct avec une politique internationale. Pour rendre les objectifs réalisables, les acteurs de ces actions peuvent s'appuyer sur plusieurs instruments de financement qui entrent dans le cadre de l'aide au développement. Pierre Jacquet rappelle que l'aide publique au développement (APD) a connu plusieurs phases (Jacquet, 2006). Dans les années 1970, il s'agissait surtout pour les pays du nord de répondre à un besoin moral en aidant les pays du sud à réduire la pauvreté. L'aide au développement correspondait alors à « une obligation morale » des pays riches (1% de leur PIB brut) vers les pays dans le besoin. Dans les années 1980, l'aide publique se réoriente en aide au refinancement de la dette des pays du sud et en soutien aux processus de réforme et de modernisation des institutions des pays bénéficiaires. Dans un souci d'efficacité, et après une baisse substantielle de l'effort global d'APD dans les années 1990, l'aide s'inscrit aujourd'hui dans un contrat d'objectifs précis et ambitieux. Toujours selon Pierre Jacquet, c'est dans cette logique qu'ont été mis en place les différents instruments de l'aide en France :

- Les dons
- Les prêts concessionnels et non concessionnels de l'Agence Française de développement
- L'assistance technique
- L'aide budgétaire globale

Sur le site Internet du MEAE, il est rappelé que la France est l'un des principaux États pourvoyeurs de prêts, et que ceux-ci représentaient en 2017 23 % de l'APD française totale. Cependant un nouveau moyen d'aide publique au développement permet d'aider les populations les plus vulnérables tout en renforçant les sociétés civiles du Sud. Il s'agit du Fonds de solidarité prioritaire (FSP), un instrument de l'aide-projet mis en place par le MEAE en 2000. Il est venu remplacer le fonds d'aide et de coopération à la suite de la réforme du dispositif de la coopération française. Il a pour vocation de financer, par dons uniquement, l'appui apporté par le MEAE aux pays de la zone de solidarité prioritaire (ZSP) en matière de développement institutionnel, social, culturel et de recherche. Sur les recommandations du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) qui est l'organisme qui définit les objectifs et les orientations stratégiques de l'aide au développement, le FSP a connu une refonte en 2018. Les

procédures de ce dispositif ont été simplifiées et il a été nommé FSPI : « Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain¹⁷ ». Le Projet de loi de finances du Sénat pour 2017¹⁸ indique que le nouveau dispositif se traduit par la suppression de la pluri-annualité des crédits, avec l'instauration d'un dispositif annuel ; l'abandon du caractère interministériel de la procédure et la mise en place de procédures simplifiées d'approbation des projets ; et une concentration des moyens sur les 16 pays pauvres prioritaires (PPP, au moins 50% des autorisations d'engagement), l'Afrique subsaharienne et les pays voisins de la Méditerranée (ASM).

Les supports de présentation de l'instrument FSPI sont encore peu nombreux mais nous pourrions nous appuyer sur les documents administratifs et les supports de travail ayant servi à la mise en place du projet FSPI en Ouganda. Le FSP devenu FSPI est un instrument qui est spécifiquement centré sur une partie seulement de l'aide française : l'aide bilatérale correspondant à la politique de solidarité de la France à l'égard des pays en développement. Ce dispositif sert à financer des projets pouvant être portés au niveau national ou régional, et il permet aux ambassades de mener des actions innovantes, à impact rapide et fortement visibles au bénéfice des populations locales. Le FSPI présente également 4 caractéristiques importantes : il s'agit d'un instrument, pour la solidarité prioritaire, centré sur des projets innovants, et qui suit une approche par projet. Ce dernier point sera revu plus en détail dans la synthèse finale pour comprendre la démarche normée et la série d'étapes qu'a dû suivre le projet Bonjour Kampala pour être financé.

Plusieurs acteurs sont mobilisés dans la mise en œuvre et le pilotage d'un FSPI. Le ministre est l'ordonnateur principal. Il est responsable de la gestion budgétaire du FSPI. L'ambassadeur est l'ordonnateur secondaire, et est responsable de l'emploi des crédits et de la réalisation des projets. Les COCAC assurent le suivi des relations de coopération, le copilotage de chaque projet avec les partenaires, ainsi que le suivi et le contrôle de chaque projet et du travail des ETI (experts techniques internationaux) et des volontaires internationaux. Les ETI et les VI sont chargés de l'animation du projet, de la gestion technique, d'une partie de la gestion financière ainsi que d'une mission de conseil auprès des bénéficiaires et d'expertise vis-à-vis des postes diplomatiques. C'est bien cette disposition qui nous a été présentée en Ouganda, et qui nous a permis d'échanger avec des interlocuteurs de niveaux divers. Il faut noter qu'en Ouganda, l'attachée de coopération pour le français est un volontaire international.

¹⁷ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fonds_fspi_a5_v2_cle465e1e.pdf

¹⁸ <https://www.senat.fr/dossierlegislatif/pj117-067.html>

Le FSPI peut financer trois types de projets :

- Les projets « pays » : contribuant au développement d'un pays partenaire
- Les projets « inter-États » : bénéficiant à un groupe d'États déterminé,
- Les projets « mobilisateurs » : contribuant à l'élaboration de politiques sectorielles de développement (par exemple : lutte contre le sida, culture et patrimoine, sport, femmes et développement, etc.), notamment par l'entremise d'opérations pilotes.

C'est à ce dernier type que correspond le FSPI « langue française en Ouganda ». C'est un projet mobilisateur car il contribue à une politique sectorielle spécifique : le développement de la francophonie. Il faut préciser que l'éducation est l'une des plus couramment mises en œuvre au travers des FSPI puisqu'en montant elle représente 48% des programmes mis en place entre 2019 et 2020¹⁹. Dans le cas du programme analysé ici, les bénéficiaires du fonds sont des entités diverses mais la mise en œuvre des programmes et des crédits est confiée à un organisme central, qui est le SCAC, le service culturel de l'ambassade. Le SCAC assure également les fonctions de pilotage, d'encadrement technique et de gestion administrative et comptable nécessaires. Le FSPI présente de nombreux atouts. Pour reprendre les points positifs mis en avant dans un rapport du ministère des Affaires étrangères en 2014²⁰ (il s'agissait alors d'une analyse du dispositif FSP), on pourra citer :

- l'appui direct et rapide ;
- un accès aux communautés de base en difficulté et à leurs organisations ;
- des microprojets de taille adaptée aux besoins et aux capacités de bénéficiaires qui ne peuvent prétendre aux financements des bailleurs multilatéraux ;
- le bon contrôle des opérations et un effet d'image important pour la France.

Ce même rapport montre cependant que l'outil est modérément efficace, avec des faiblesses au niveau du pilotage stratégique, de la programmation financière, du suivi technique et du contrôle qualité. Nous aurons l'occasion de revenir sur une évaluation spécifique du FSPI « langue française » en Ouganda, en reprenant certains des éléments présentés dans le rapport.

Après avoir présenté l'environnement ougandais, les problématiques sociolinguistiques et l'angle de recherche nourri par mon stage au sein de la radio Bonjour Kampala, nous avons pu voir les questions théoriques et épistémologiques au cœur de la coopération linguistique et de l'utilisation d'un outil radiophonique dans un projet de diffusion du français. Il s'agit maintenant

¹⁹ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fonds_fspi_a5_v2_cle465e1e.pdf

²⁰ https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Synthese_Eval-FSP-FR_cle0cb171.pdf

de voir les choix de méthodes de recherches de terrain, le déroulement des enquêtes et entretiens et l'analyse des données compilées. Nous verrons que ces recherches sont venues s'articuler autour du questionnement de recherche afin d'enrichir les constructions intellectuelles et théoriques.

CHAPITRE 3 - Méthodologie de recherche

3.1 Approche méthodologique

Cette partie est consacrée à la méthodologie de recherche, c'est-à-dire à l'ensemble des règles, étapes, et procédures auxquelles j'ai eu recours pour confronter les hypothèses nourries par l'analyse de mon environnement et mes recherches documentaires.

La question centrale porte sur la mesure de l'impact d'un dispositif radiophonique sur la promotion de la langue et sur la création d'une nouvelle dynamique dans l'enseignement du français en Ouganda. J'ai ainsi pu m'appuyer sur mon expérience de professeur de FLE mais aussi de responsable pédagogique de l'Alliance française de Kampala, et sur l'ensemble des interactions, rencontres et événements auxquels j'ai pu participer au cours de mon stage avec Bonjour Kampala. J'ai aussi rencontré les acteurs de la conception du FSPI, et les principaux concernés par la mise en place de ce projet, c'est-à-dire les enseignants et apprenants. J'ai donc réalisé une enquête en recourant à divers outils afin de récolter des données et de constituer un corpus assez conséquent.

Dans ce qui suit, je reviens donc sur mon approche méthodologique et sur les choix effectués en termes de recueil de données. Je décris par la suite ma méthode d'échantillonnage, le déroulement de la collecte de données, la méthode de traitement et d'analyse des données et enfin mon corpus.

A. La démarche ethnographique et la question de l'objectivité du chercheur

Je présenterai tout d'abord quelques notions qui permettront de mieux appréhender ma méthodologie de recherche et les écueils qu'il m'a fallu dépasser. Je ferai ainsi d'abord référence au concept de « terrain » pour expliquer l'importance de mes interactions dans la construction de ma recherche. Selon Agier, le terrain est « l'ensemble des relations personnelles où on apprend des choses. Le terrain, ce « [...] n'est pas une chose, ce n'est pas un lieu, ni une catégorie sociale, un groupe ethnique ou une institution [...] c'est d'abord un ensemble de relations personnelles où "on apprend des choses". "Faire du terrain", c'est établir des relations personnelles avec des gens » (Agier, 2004, p.35). Cette définition large recoupe assez bien les échanges, dialogues et conversations qui ont nourri mes recherches pendant près de 12 mois. Une partie de mes hypothèses est née de mes premières interactions avec les apprenants de français rencontrés au cours de ma mission d'enseignement au sein de la base militaire de Jinja (annexe 11), dans le sud-est du pays. Puis en m'installant à Kampala, dans la capitale, j'ai pu enrichir mes réflexions

grâce aux nombreux échanges avec l'équipe journalistique de Bonjour Kampala, et les différents acteurs du projet FSPI. Je me suis donc inscrite dans la méthode d'observation participante. La méthode d'« observation participante » a été développée par l'anthropologue Malinowski dans les années 1920. Elle implique une immersion totale et active dans le terrain, une imprégnation afin de saisir un maximum de subtilité au risque d'ailleurs parfois d'en perdre son objectivité même s'il s'agit toujours de trouver un équilibre entre le point de vue émique (de l'observé) et étique (de l'observateur). Selon Bogdan et Taylor (1975), l'observation participante est caractérisée par « une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers. Au cours de cette période, des données sont systématiquement collectées [...]. Les observateurs s'immergent personnellement dans la vie des gens. Ils partagent leurs expériences ». L'observation participante implique le recours à un certain nombre d'outils auxquels j'ai pu faire appel, comme le journal de bord ou l'entretien.

Au cours de ces mois, j'ai également développé des relations interpersonnelles avec des Ougandais francophones et non francophones, qui m'ont permis de mieux appréhender mon nouvel environnement. Enfin, j'ai pu m'imprégner de mon milieu à travers la presse ougandaise, les textes littéraires (l'auteur Jennifer Nansubuga Makumbi m'a par exemple beaucoup apporté sur la notion de marché linguistique et sur le poids de l'anglais chez la classe moyenne émergente), la publicité ou encore la télévision locale.

Cette immersion longue dans le terrain s'inscrit dans une démarche ethnographique. Et pour justifier cette affirmation, il nous faut revenir succinctement sur cette approche. La démarche ethnographique que l'on peut définir comme le fait « d'observer les pratiques humaines en société » (Arborio et Fournier, 2010) est une approche qui a été employée par les premiers anthropologues. Ceux-ci ont pu s'appuyer sur des outils d'enquête spécifiques, ainsi que sur des protocoles d'observation puis de traduction de ces observations dans le cadre d'études culturelles ou sur des groupes sociaux. Ces outils et cette démarche sont vite devenus populaires dans d'autres disciplines académiques. Cette interdisciplinarité permet notamment de croiser des apports venus de disciplines différentes, d'enrichir la recherche, et d'éclairer la complexité des cas observés (Blanchet, 2012). Dans cette recherche, le recours à la démarche ethnographique se justifie du fait de mon immersion prolongée sur le terrain, et de la nécessaire observation du contexte étudié pour pallier le manque de recherches académiques sur la place du français par rapport aux langues autochtones, et les représentations liées à la langue française dans le contexte ougandais.

Il a été démontré que dans la démarche ethnographique, le chercheur a une influence, plus ou moins forte sur ce qu'il étudie (Blanchet, 2012). Tout d'abord du fait des méthodes employées

pour collecter des données. Par exemple, quand il fait un entretien, le chercheur est à l'origine des questions. La formulation de ces questions et la définition des thématiques abordées (et de l'ordre dans lequel elles seront abordées) peuvent avoir une certaine influence. De même, le travail de sélection et d'interprétation des données a un impact. Dans tous les cas, il n'est jamais totalement extérieur à la situation qu'il observe et sa présence même cachée influence le déroulement des actions et interactions qu'il entend observer. On parle ainsi de la position ambiguë du chercheur qui doit travailler sur et avec des données à la fois émiques et étiques²¹. L'enquêteur doit donc très tôt définir avec les personnes enquêtées quel sera son rôle d'observateur et de quelle manière il entend ou non participer à la situation étudiée. Je reviendrai plus tard sur le cadre que j'ai dû mettre en place avant chacun de mes entretiens. En m'intégrant progressivement dans mon terrain, j'ai également joué des rôles spécifiques qui ont pu influencer les enquêtés et les personnes observées. Du fait de mon activité de recherche et de mon implication de plus en plus importante dans le projet FSPI « Langue Française », plusieurs questions éthiques se sont d'ailleurs posées sur comment garder l'objectivité requise dans mon travail de recherche. J'ai rapidement pris conscience de ne pouvoir échapper à une forme de subjectivité. Il me faut pondérer ce dernier commentaire en reprenant la position de certains chercheurs (Emerson, Fretz, Shaw, 1995) qui pensent qu'il est impossible en sciences humaines et sociales d'être totalement objectif. Il m'a paru d'autant plus important de suivre une méthode rigoureuse et structurée afin, en dépit de cet état de fait, de rester le plus objective possible. La position du chercheur impliqué est bien connue désormais. Notre regard sur les situations ne peut être neutre tout comme les attitudes de ceux qui nous entourent sont influencées par notre présence. La posture du chercheur impliqué sous-tend donc de s'inscrire dans un processus auto et altéro-réflexif à visée compréhensive (Addisu, 2011). Nous pouvons penser avec Biebuyck, Bornand et Leguy que « quelle que soit la situation, le chercheur n'échappe pas aux représentations que l'on a de lui et plutôt que de simuler une objectivité, il s'agit d'identifier la part de subjectivité et de l'assumer (contrairement à ce qui était la norme en ethnologie, avant la revendication d'une anthropologie réflexive), sans toutefois céder aux sirènes du relativisme absolu » (2008, p. 11).

B. Cheminement méthodologique

Je présenterai ici l'évolution de mes recherches sur le terrain et de mon cheminement entre hypothèses, questionnements, collecte de données, et interprétation. En consultant très tôt

²¹ La notion d'émique renvoie aux significations culturelles liées au point de vue des acteurs, et s'oppose à celle d'étiqque qui repose sur des observations externes (Sardan, 1988)

plusieurs ouvrages méthodologiques, j'avais pu noter que les chercheurs différencient la méthode dite hypothético-déductive de la méthode empirico-déductive. La première consiste à poser une hypothèse de départ et à chercher à la confirmer ou à l'infirmier en la confrontant aux données collectées. Blanchet souligne dans sa *Méthode sur la linguistique de terrain* (2012) que cette approche a des limites : elle est souvent réductrice car elle circonscrit le questionnement au regard subjectif du chercheur. De même, elle peut conduire au pamphlet ou au plaidoyer. La seconde approche conduit au contraire à développer une compréhension des phénomènes, au fur et à mesure, à partir des données recueillies. Le chercheur est alors en position d'observateur « qui ne met pas ses propres convictions, perspectives et prédispositions en avant » (Blanchet, 2012). Si cette méthode présente la meilleure garantie pour valoriser tous les points de vue, elle n'est pas exempte d'écueils. Comme le manque de rigueur analytique ou encore la multiplicité de conclusions possibles.

Compte tenu de la chronologie de mes recherches et du manque de connaissance de mon environnement au début de mon stage, j'ai tout d'abord opté pour la méthode hypothético-déductive que je trouvais plus rassurante. Je suis partie du postulat que le projet FSPI « Langue française » était justifié et qu'il fallait montrer la pertinence ou non de l'intégration de BK dans cette dynamique. Cependant la prolongation de mon séjour en Ouganda et les interactions grandissantes avec des Ougandais aux profils divers m'ont obligée à revoir mes « vérités ». En ayant accès à plus de données non filtrées ou recueillies lors d'entretiens, j'ai pu m'interroger sur la pertinence même de la diffusion d'une langue étrangère comme le français en Ouganda. J'ai tenté de mettre de côté ma perspective de professionnelle de l'enseignement du FLE pour remettre en question l'importance de la langue française en Ouganda. J'ai donc essayé de combiner deux méthodes et je pense avoir ainsi bénéficié de leurs avantages respectifs. Le rapprochement entre les deux méthodes est d'ailleurs recommandé par certains chercheurs. Martinet (1990) plaide par exemple pour une approche qui permettrait de pallier les limites d'une hypothèse théorique préalable, en effectuant une vérification expérimentale via une enquête de terrain (approche empirico-déductive).

C. Le croisement quantitatif et qualitatif

Ce mémoire s'appuie sur des données chiffrées tout en s'inscrivant dans une démarche de collecte de données qualitatives. La démarche quantitative est un moyen structuré de recueillir et d'analyser des données provenant de différentes sources. Elle implique souvent l'utilisation de statistiques pour obtenir des résultats objectifs, et une collecte de données de grande ampleur.

Mon intérêt pour la méthodologie quantitative repose sur deux éléments : cette méthode devait offrir plus de représentativité grâce à l'analyse des résultats d'un échantillon plus ample de témoins. Il me semblait aussi important de pallier l'insuffisance des données documentaires sur les représentations sur la langue française en Ouganda et sur les motivations des apprenants en collectant des données nouvelles. La plupart des acteurs du FSPI et des centres universitaires se trouvant autour de Kampala ou des principaux centres urbains, j'avais au départ pensé me déplacer dans les différentes régions afin de comparer le niveau de pénétration de la langue française. Ce devait être l'occasion d'évaluer si la proximité avec des locuteurs francophones, notamment dans les régions frontalières avec des pays comme le Congo ou le Burundi, avait un impact sur l'importance de l'enseignement de la langue française dans les écoles. Je souhaitais également mieux appréhender l'utilisation et l'accès aux nouvelles technologies en visitant des écoles et des universités hors des axes urbains principaux. Malheureusement nous verrons que la situation sanitaire m'a obligée à revoir à la baisse mes ambitions de collecte de données quantitatives.

D'un autre côté, la recherche qualitative est généralement plus exploratoire. C'est un type de recherche qui dépend de la collecte de données discursives, comportementales ou issues de l'observation qui seront interprétées par le chercheur. Livian souligne ainsi que le chercheur « cherche à comprendre de l'intérieur le processus, il est en empathie avec le sujet » (Livian, 2015). Il m'a semblé important de prendre le temps d'explorer et de comprendre la perte de vitesse du français, tout en laissant les principaux acteurs du FSPI s'exprimer librement sur la pertinence d'une webradio francophone dans le cadre de ce projet. Les données recueillies via la recherche qualitative sont plus restreintes, mais elles sont exploitées en profondeur dans une visée compréhensive des phénomènes observés.

3.2 Echantillonnage et description de la collecte des données

Pour décrire ma démarche adoptée pour le recueil des données, on pourra utiliser l'image du sablier utilisée par Blanchet (2012) qui schématise une démarche qui va du global (avec une prise d'indices multiples par observation participante) à l'analytique (via des enquêtes ou des entretiens, puis le traitement de données) avant d'arriver à une synthèse interprétative qui « restitue aux phénomènes étudiés leur ampleur, leur complexité ». Le corpus de données que j'ai recueilli dans cette recherche repose donc sur trois types de matériaux :

- L'observation participante : je suis arrivée en Ouganda en tant que professeur de FLE et suis ensuite devenue directrice pédagogique de l'Alliance Française de Kampala. J'ai

ainsi travaillé avec plusieurs classes d'apprenants, avec des rapports à la langue française variés. J'ai également participé à plusieurs rencontres d'acteurs de la diffusion de la langue française en Ouganda au cours de diverses réunions, conférences ou ateliers de formation réunissant professeurs, directeur d'établissement, représentants institutionnels.

- Des questionnaires remplis par des apprenants et professeurs
- Des entretiens semi-directifs circonscrits aux acteurs du projet FSPI

Je reviendrai ici plus en détail sur les outils et méthodes utilisés pour la collecte des données.

A. L'observation participante

Les premières données recueillies par observation participante ont été naturelles, authentiques et brutes : il s'agit des observations des apprenants au cours des cours de français donnés au sein de la caserne militaire de Jinja (annexe 11). J'avais alors la responsabilité de la formation de 25 apprenants répartis en deux groupes (niveau A2 et B1), et j'ai travaillé avec eux pendant 6 mois. Les militaires apprenants (jeunes officiers) avaient entre 18 et 40 ans, et bénéficiaient tous d'un niveau supérieur à la fin du niveau secondaire. Ils venaient de régions multiples de l'Ouganda et utilisaient donc des langues maternelles africaines différentes dans leurs interactions informelles. L'anglais, et parfois le swahili étaient les autres langues utilisées dans la caserne, en dehors des classes. Ces militaires suivent un programme intensif d'apprentissage du français de 20 heures par semaine, qui les prépare à l'examen du DELF à l'issue de 9 mois de cours. Chaque année, l'ambassade de France sélectionne un apprenant sur des critères académiques. Celui-ci bénéficie alors d'un séjour de deux semaines en France, tous frais payés. Cette information est importante car elle explique l'enthousiasme et la motivation exceptionnelle de ces apprenants. Ils avaient pourtant beaucoup de mal avec les audios des manuels utilisés en classe (Cosmopolite et Alter Ego).

En voyant les difficultés de mes apprenants à comprendre le contexte et le débit parfois trop rapide des ressources de nos manuels de FLE, j'ai décidé de développer une première fiche pédagogique à partir des audios de BK en janvier 2021. Je l'ai utilisée en test lors d'un cours au groupe de B1. J'ai sélectionné une émission du Podcast « L'Ecole des femmes » qui présentait le parcours d'une épidémiologiste française travaillant dans un centre de recherche à Mbarara, la deuxième ville majeure du pays (annexe 11B). Cet interview revenait sur le parcours personnel et professionnel, ses recherches au sein d'Epicentre (Médecin Sans Frontières), sa collaboration avec ses collègues ougandais, et sur ce qui l'avait surprise dans son nouveau pays d'adoption. J'ai choisi un extrait court de 4 minutes environ, en vérifiant le débit des deux interlocutrices, et

le niveau de langage utilisé (mon groupe était alors au début du niveau B1). Les étudiants ont été conquis par le parcours de la chercheuse et par ses commentaires sur le pays. J'ai aussi été marquée par leur fort intérêt pour le travail de collaboration entre des équipes françaises et des équipes ougandaises. Les activités prévues leur ont également permis de comprendre les informations progressivement. J'ai noté tout de fois pour cette première fiche que j'avais prévu trop d'exercices par rapport au temps imparti.

Lombard (1994) souligne que l'apprentissage de la langue d'un groupe observé est un des principaux sujets de l'observation participante en ethnologie. Tout au long de ma mission à Jinja j'ai pu observer les stratégies d'apprentissage des militaires qui prenaient souvent comme référence le système phonétique des langues maternelles africaines pour se corriger ou s'aider dans la prononciation des mots des mots en français. J'ai pu aussi noter et consigner d'autres phénomènes, comme les représentations positives et négatives liées à la langue ou à la culture française, leurs anecdotes sur la réalité du contexte éducatif dans les milieux ruraux du pays, le manque de familiarité des apprenants avec les nouvelles technologies, ou encore les préjugés de certains anglophones sur les accents des locuteurs francophones africains. Il faut noter que ces données ne sont pas totalement écologiques ou naturelles, dans la mesure où mon statut d'enseignante de la langue française et de représentante de l'ambassade de France a eu un effet non négligeable sur le comportement et les propos des apprenants. J'ai également partagé avec certains apprenants mon sujet de recherche, et ai noté une certaine modification des pratiques des apprenants devenant moins spontanés car ils se savaient « observés ». Ce paradoxe de l'observateur est un concept décrit dans *Le dictionnaire de sociolinguistique* de M.-L. Moreau (1997), qui s'appuie sur les travaux de W. Labov (1973). Il faut aussi regretter que je n'aie pas eu l'occasion d'enregistrer ces échanges, ou de confronter les apprenants à mes notes consignées (comme je souhaitais le faire à l'issue de ma mission) du fait de l'arrêt brutal de ma mission en mars 2020, et de mon rapatriement en France. Cette expérience a cependant nourri ma réflexivité et m'a amenée à réfléchir à d'autres modalités de collectes de données plus larges et représentatives.

Par ailleurs, comme indiqué, le prolongement de mes missions en Ouganda m'ont permis de rencontrer et d'échanger avec des acteurs divers. Je peux par exemple citer une rencontre nationale des directeurs d'établissement organisée le 28 novembre par le NCDC. L'objectif de cette rencontre était de permettre aux acteurs en charge de la distribution des heures de français au niveau du collège et du lycée, de réfléchir aux motivations des apprenants qui choisissent cette langue. J'ai été invitée à cette rencontre en tant que représentante de l'Alliance française de

Kampala, et de contributrice au développement de nouvelles pistes pour la promotion de la langue. Ma participation à cette rencontre m'a permis d'affiner ma connaissance du terrain puisque les participants venaient de régions diverses, que je n'aurais pas eu l'occasion de visiter. La participation à une réunion rassemblant des représentants du ministère de l'Education m'a également permis de mieux appréhender la spécificité de la communication au sein de cette institution (beaucoup de protocoles et de formalisme) et de mieux comprendre la difficulté à mettre en place des projets innovants et efficaces au sein des établissements scolaires. J'ai également pu noter des éléments que les enquêtés n'auraient sûrement pas osé mentionner lors d'un entretien, par exemple le fait que certains parents associent la langue française à la promotion de l'homosexualité.

B. Enquêtes et constitution d'échantillon

Le dictionnaire Larousse définit l'enquête comme étant l'étude d'une question faite en réunissant des témoignages et des expériences. Afin de consolider un riche corpus de témoignages, j'ai exploité des questions de fait et des questions d'opinion. Les questions de fait sont des questions relatives aux phénomènes observables, à des faits vérifiables sur le plan empirique. Les questions d'opinion, (ou questions psychologiques) sont celles qui portent sur les opinions, les attitudes, les motivations, et les représentations des témoins sur la langue française. Blanchet précise qu'il existe deux types d'enquête : les enquêtes semi-directives (questions ouvertes) et les enquêtes directives (questions fermées prédéterminées). J'ai essentiellement opté pour le deuxième type car mes enquêtes ont été partagées en ligne, via les réseaux sociaux. N'étant pas en face des témoins pour faire passer les questionnaires, il m'a semblé important de limiter les choix de réponses afin de faciliter la compréhension des questions. J'espérais également recevoir un grand nombre de réponses et il me semblait judicieux de choisir un format qui permettrait de faciliter le traitement des données.

Afin de mieux appréhender la relation des Ougandais avec la langue française et la réalité des conditions matérielles et pédagogiques dans les classes de français, j'ai diffusé deux questionnaires en ligne :

- Une première enquête s'adressant aux (potentiels) apprenants : j'avais prévu de collecter ces données grâce à un questionnaire papier qui aurait été diffusé au cours d'un événement grand public organisé dans le cadre de la journée de la Francophonie en mars 2020. Celui-ci ayant été annulé du fait de l'épidémie du COVID-19, j'ai dû opter pour l'alternative d'une enquête en ligne. J'ai recherché sur Facebook des groupes privés qui s'adressent aux Ougandais intéressés

par les questions d'éducation et ai sélectionné 3 groupes sur lesquels j'ai posté ma publication et le lien de l'enquête. Après lecture d'une présentation succincte des objectifs de l'enquête, les informateurs étaient invités à cliquer sur ce lien pour répondre aux questions en anglais d'un formulaire Google en ligne. 20 témoins ont complété le questionnaire entre le 24 avril et le 5 mai 2020. Ce questionnaire devait également permettre à l'équipe de la radio Bonjour Kampala d'affiner sa réflexion sur les langues complémentaires (anglais ? Langues africaines ?) devant être utilisées dans les programmes pour atteindre un plus grand nombre d'Ougandais, et créer un lien plus organique entre culture locale et culture francophone. Les questions ont donc été pensées pour recenser les langues utilisées par les Ougandais dans leur foyer, les langues de scolarisation, leur expérience d'apprentissage de la langue française, et enfin leur opinion sur l'importance d'apprendre une langue internationale, et plus spécifiquement le français.

- Une deuxième enquête à destination des professeurs membres de l'AFPO : en parallèle, au moment de la réflexion sur les activités au sein de la radio Bonjour Kampala pour accompagner au mieux les enseignants de français, j'ai diffusé un questionnaire via le groupe WhatsApp des professeurs membres de l'APFO. Ce questionnaire était lui aussi sous la forme d'un formulaire en ligne Google, avec des questions rédigées en français. J'ai profité de cet échange pour présenter la radio Bonjour Kampala, et ses objectifs. Il faut noter que pour ce questionnaire je ne me suis pas présentée comme chercheuse, mais comme membre du développement de la radio et d'outils d'accompagnement de l'enseignement du français en Ouganda (je n'étais pas encore directrice pédagogique de l'Alliance Française de Kampala et mon contrat au sein de l'ambassade était déjà terminé). J'ai dû effectuer plusieurs relances en ligne pour motiver les professeurs à me transmettre leur retour. Ce questionnaire est resté ouvert pendant deux semaines, entre le 30 mai et le 13 juin 2020 et j'ai reçu 28 réponses.

J'ai pu m'appuyer sur l'ouvrage *L'enquête sociolinguistique* de Calvet et Dumont (1999) pour réaliser la construction de mes questionnaires. J'ai tout d'abord réfléchi à la formulation de mes questions pour m'assurer que les informations recueillies me permettraient d'apporter des informations pertinentes par rapport au sujet de ma recherche. Les questionnaires transmis ont été conçus pour être aussi brefs que possible afin d'économiser la durée de la passation. Il faut rappeler que le coût de la connexion Internet reste une véritable contrainte en Ouganda. Les questionnaires ont été diffusés à un moment où beaucoup d'Ougandais étaient confinés chez eux, sans revenu. La situation des enseignants était particulièrement catastrophique puisque les écoles sont restées fermées jusqu'au mois d'octobre 2020. Dans ces conditions, je savais qu'il me serait difficilement possible d'obtenir une attention prolongée des répondants. Le choix de la langue

s'est posé pour le questionnaire destiné aux professeurs de l'APFO (français ou anglais), mais j'ai finalement choisi de valoriser leur profession et leurs connaissances linguistiques en choisissant le français. Il faut noter que j'ai effectué un pré-test auprès d'un échantillon limité afin de valider mon questionnaire et que j'ai dû revoir et simplifier les éléments de langage après avoir reçu des retours de certains professeurs qui avaient du mal à comprendre certaines questions (notamment du fait de l'utilisation de la double négation). La formulation des questions s'est voulue neutre afin d'éviter de refléter mes propres opinions ou préjugés. J'ai également organisé les questions selon un ordre logique et psychologique approprié afin de rassurer les témoins. Enfin, les questionnaires ont bien entendu été systématisés, c'est-à-dire que le même questionnaire a été administré à chaque sous-groupe. Tous les questionnaires ont été remplis de manière anonyme et j'ai délibérément choisi de désactiver les fonctions de collectes des adresses emails ou des contacts personnels de type nom ou numéro de téléphone.

C. Entretiens et atténuation des biais

L'entretien est une des méthodologies phares de l'approche qualitative et consiste à recueillir, auprès des personnes interrogées, des données langagières se présentant sous la forme d'un discours porté sur un thème défini. Selon R. Quivy & L. Van Campenhoudt (2011), il permet d'analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, leurs systèmes de valeurs, leurs rapports normatifs... À l'inverse des deux enquêtes par questionnaire, les entretiens m'ont permis d'être dans un contact direct avec les interlocuteurs. Les méthodes d'entretien se caractérisent également par une faible directivité de la part du chercheur.

J'ai décidé d'utiliser la méthode de l'entretien semi-directif, c'est-à-dire de préparer un guide d'entretien avec des questions qui ont plus ou moins orienté la conversation avec les informateurs. Afin de dépasser le risque de produire des discours influencés par mes projections et mes vis-à-vis sur les objectifs de recherche énoncés, j'ai pensé qu'il serait plus constructif de ne pas forcément poser toutes les questions dans l'ordre dans lequel je les avais notées et selon la formulation prévue. Autant que possible, j'ai tenté de laisser les interviewés parler ouvertement, avec leur vocabulaire et dans l'ordre qui leur convient. Le parti pris de s'appuyer sur l'aspect compréhensif de l'échange avait également comme objectif d'établir une relation plus authentique avec les personnes sollicitées. Il m'a cependant fallu parfois recentrer l'entretien sur les objectifs de recherche et poser des questions quand certains thèmes ne venaient pas spontanément. Cet équilibre entre communication libre et canalisation des échanges a demandé beaucoup de souplesse et de travail de préparation. J'ai pu notamment m'appuyer sur une

formation sur les techniques de l'interview proposée aux journalistes de Bonjour Kampala pour retirer de ces entretiens des données et des éléments de réflexion très riches et nuancés.

La constitution d'un échantillon pertinent s'est présentée de façon quasi organique : il me fallait en effet un représentant de chaque acteur du FSPI en lien direct avec mon sujet de mémoire. J'ai donc choisi d'interroger le directeur de la radio Bonjour Kampala, les responsables des universités, et le pilote du projet, l'attachée de coopération pour le français. Il faut noter que les signatures des conventions avec les différents partenaires étaient prévues pour le mois de mars 2020, mais que le projet FSPI s'est mis en place avec un peu de retard. Premièrement du fait de la pandémie, mais aussi du fait du changement d'agents au sein du SCAC : le nouveau COCAC est arrivé en août, tandis que ses deux attachées ont pris leurs postes en septembre 2020. J'ai donc dû décaler mes entretiens afin d'attendre la signature des conventions de partenariat, et de laisser le temps à tous les acteurs d'avoir un retour suffisant pour commencer à mesurer la pertinence du projet de coopération, et de l'impact de la radio Bonjour Kampala.

Outre leur participation commune au projet du FSPI, les personnes interrogées présentent toutes le point commun d'être enseignant ou professeur de français (anciennement ou actuellement en activité). La diversité d'origine de ces acteurs est également intéressante : le directeur de la radio est congolais, deux des responsables d'université sont ougandaises, la troisième est burundaise, et l'attachée de coopération est française. Il sera donc intéressant de voir comment la francophonie est perçue et se vit pour chacun d'entre eux. Je me suis appuyée sur une variable macrosociale qui est le nombre d'années consacrées à la diffusion du français en Ouganda. L'analyse des discours permettra de comparer les attentes et les opinions en fonction de l'historique de la coopération éducative et linguistique entre la France et l'Ouganda.

Le guide d'entretien (annexe 11) des responsables d'université se compose de quatre parties qu'il faut présenter pour comprendre la construction des échanges. La première partie est intitulée *Introduction* et permet au répondant de présenter son institution, les profils des apprenants, de décrire les principales missions dans le cadre de son activité professionnelle, et depuis quand il/elle travaille à la diffusion du français en Ouganda. La deuxième partie, *Historique* et doit permettre de recueillir des éléments d'information concernant l'évolution des relations avec le SCAC et la genèse du projet de participer au FSPI Langue Française. La troisième partie intitulée *Collaboration* a pour vocation d'identifier comment les acteurs du FSPI se représentent le média Bonjour Kampala. Enfin la dernière partie intitulée *Projets prévus pour la diffusion du français*, nous donne l'occasion de prendre connaissance des projets des responsables d'établissements en matière de projets innovants, et des activités futures prévues en partenariat avec la webradio. Ces

différents entretiens ayant été organisés après la diffusion et la collecte des questionnaires auprès des professeurs de l'APFO, ils nous ont permis d'engager une réflexion sur les besoins en formation des apprenants et futurs professeurs de français, en prenant en compte la situation de l'intégration des TIC dans l'enseignement secondaire et supérieur en Ouganda.

Les deux autres guides d'entretien destinés au directeur de Bonjour Kampala et à l'attachée de coopération pour le français ont été pensés pour permettre aux deux interlocuteurs de s'exprimer davantage sur la consolidation du projet FSPI, et sur les améliorations à porter sur la deuxième tranche du projet. Pour tous les entretiens, j'ai procédé à la signature d'un formulaire de consentement éclairé pour le recueil et l'exploitation de données enregistrées dans le cadre de la recherche. Je me suis engagée également à ne pas retranscrire leurs discours intégralement, mais à faire figurer les thèmes majeurs dans une analyse de contenu par catégorie.

3.3 Les questionnaires : échantillon, méthode d'analyse et données contextuelles

A. Méthode d'analyse des questionnaires

Dans ce qui suit, je vais présenter quelques premiers éléments issus des questionnaires et qui permettent d'affiner la description de mon terrain de recherche. J'ai fait le choix de les placer ici car ces éléments vont servir l'analyse que je propose au chapitre 4 en fournissant des données contextuelles. Blanchet souligne qu'il faut utiliser les chiffres avec retenue car « l'on ne prétend jamais à une représentativité absolue de l'ensemble d'une population ou de pratiques sociolinguistiques » (Blanchet, 2012). Cela est selon le chercheur d'autant plus vrai que les questions et les catégories définies sont elles-mêmes issues de signifiants et d'interprétations préalables. J'ai cependant essayé de les organiser au mieux pour tirer des conclusions significatives, et ai privilégié l'utilisation de pourcentages.

a- Corpus quantitatif 1 : questionnaire apprenants (et apprenants potentiels)

Comme indiqué précédemment, ce questionnaire a essentiellement permis de vérifier les hypothèses sur les conditions d'apprentissage d'une langue étrangère dans un contexte linguistique complexe. L'ensemble des données collectées via à un questionnaire partagé sur différents groupes Facebook sont disponibles en annexe 9. On pourra présenter ici un résumé des points clés. Il nous faut tout d'abord établir le profil démographique et académique des 20 répondants. 80% des témoins ont entre 25 et 34 ans. La moitié d'entre eux ont atteint un niveau universitaire post-bac de 3 ou 4 années (bachelor degree) et seulement 10% de l'échantillon n'a pas complété d'étude supérieure. En comparant ces données aux informations réunies dans la

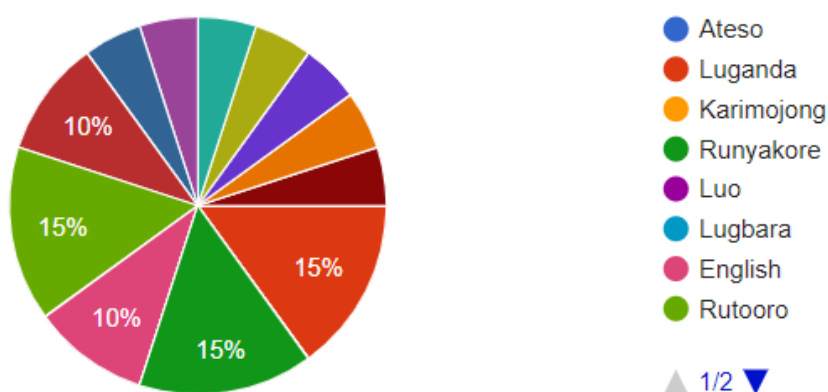
présentation du pays et du niveau scolaire de la population ougandaise, on peut déjà affirmer que cet échantillon représente une minorité d'Ougandais ayant atteint un niveau d'études supérieures. Les répondants sont originaires des principaux centres urbains du pays. Il faut noter que 6 répondants sur 20 proviennent d'une région limitrophe avec la République démocratique du Congo. Comme nous l'avons vu dans la description du contexte économique, l'Ouganda multiplie les rapprochements avec son voisin. Par conséquent, il y a une plus grande appétence dans les régions limitrophes pour la langue française et les cultures francophones. Cette donnée a sans aucun doute influencé les résultats qui serviront pour la synthèse analytique.

Villes d'origine des participants à l'enquête



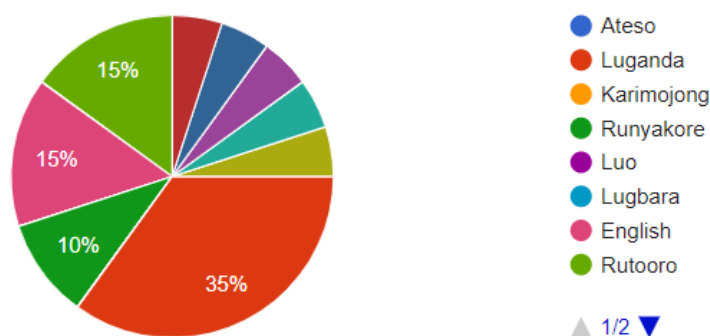
Du fait de leurs origines diverses, nous constatons dans cet échantillon que les témoins ont été confrontés à des langues maternelles multiples pendant leur enfance. Il n'y a pas à proprement parler de langue dominante.

What language was used most at home when you were growing up?
(Principale langue utilisée pendant l'enfance dans le foyer)



Une langue se distingue pourtant parmi les langues d'enseignement utilisées pendant les trois premières années d'école. La prédominance du luganda témoigne de l'importance de cette langue dans le développement scolaire et intellectuel des Ougandais.

What was the primary African language used in your school during the first three years of primary school?
(Quelle était la langue utilisée pendant vos trois premières années d'enseignement primaire ?)



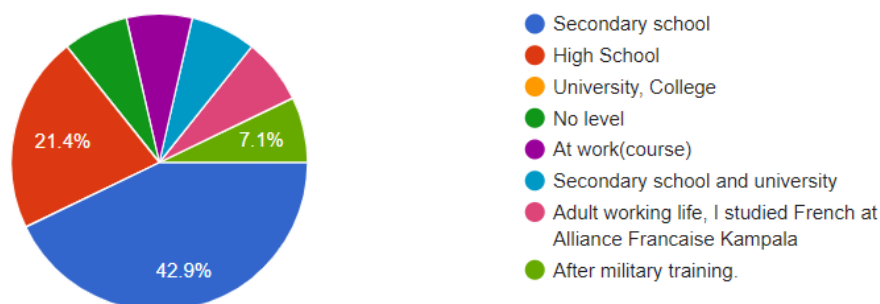
Il faut noter que l'apprentissage de l'anglais est arrivé relativement tardivement car la plupart des répondants ont indiqué qu'ils avaient plus de 5 ans quand ils ont commencé à apprendre la langue officielle. Sur la question d'utiliser l'anglais comme langue d'enseignement exclusive, les avis sont divergents, mais le « non » l'emporte. Les avocats d'un enseignement plurilingue sont également plus éloquents sur les raisons de cette position. On pourra lister ici les principaux arguments utilisés par les témoins répondant à la question « Préférez-vous que vos enfants étudient en anglais uniquement ? Pourquoi ? » :

Would you prefer your kids to study exclusively in English? Why?
Préférez-vous que vos enfants étudient en anglais uniquement ? Pourquoi ?

POUR	CONTRE
This is language international (c'est la langue internationale)	Mother language is equally important (la langue maternelle est tout aussi importante)
Because it's our official language (oui, c'est notre langue officielle)	English and arabic. Because I want them to interact and communicate easily with their paternal side (anglaise et arabe car je souhaite qu'ils puissent interagir et communiquer avec leur famille paternelle)
Simply because its a language which most people use to communicate (tout simplement parce que c'est la langue la plus utilisée pour communiquer)	All languages are vital (toutes les langues sont vitales) Their culture can get lost in the long run. (Ils risquent de perdre leur culture)
	They need to understand other local and international languages for fair competition globally (Ils doivent apprendre d'autres langues locales et internationales afin de pouvoir être compétitifs globalement)

35% des participants parlent au moins deux langues africaines et un quart d'entre eux maîtrisent jusqu'à 5 langues africaines. Ce plurilinguisme impressionnant atteste des échanges et communications entre les différentes tribus, et de leur interconnectivité. Parmi les langues communément mentionnées, on peut citer le luganda, le lusoga et le runyankore. Ces compétences ont peut-être un effet positif sur la capacité des Ougandais à apprendre d'autres langues puisque 55% des répondants ont affirmé pouvoir parler au moins deux langues internationales. 60% des répondants ont étudié le français à des niveaux divers, et en moyenne pendant deux ans.

Did you study French? If yes, at which level?
Avez-vous étudié le français ? Si oui, à quel niveau ?



Il serait naïf de penser que ce chiffre représente la pénétration de cette matière dans le système scolaire. Ce critère et leur relative expérience de l'apprentissage de la langue française ont sans doute motivé les participants à répondre à ce questionnaire. Parmi les témoins, 14 ont indiqué avoir étudié le français, mais ils ne se sont pas longuement exprimés sur leur expérience de cet apprentissage. Il faut cependant souligner une remarque que j'ai pu souvent entendre chez les apprenants anglophones et qui semble être une difficulté majeure : « I didn't enjoy it because of its gender like nature » (je n'ai pas aimé apprendre le français à cause de la distinction entre féminin et masculin).

A la question sur les raisons qui poussent à apprendre le français en Ouganda (« Do you think that speaking French is important in Uganda? Why? »), les répondants ont pu partager des motivations qui se recoupent en 3 grandes catégories :

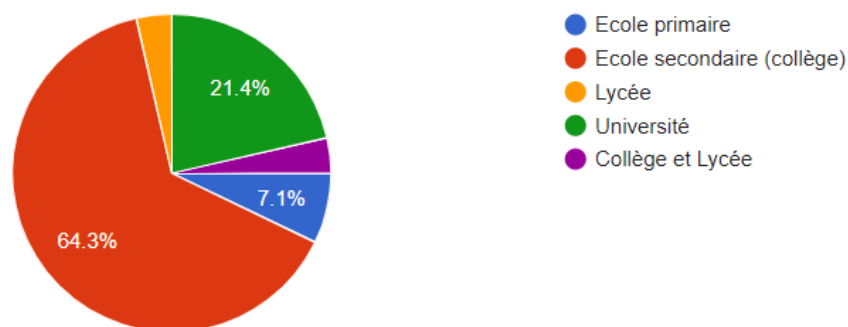
- Pour augmenter les opportunités professionnelles
- Pour le plaisir de voyager et de s'ouvrir à d'autres cultures
- Pour mieux échanger avec les francophones (visiteurs ou réfugiés)

b- Corpus quantitatif 2 : questionnaire professeurs

Il a pu être intéressant de confronter les résultats collectés via le questionnaire avec ceux de l'enquête professeurs (annexe 10). La méthodologie de recherche nous amène tout d'abord à établir le profil démographique des 28 participants. Plus de la moitié des répondants (57.1%) travaillent dans la capitale et enseignent au niveau secondaire.

À quel niveau enseignez-vous ?

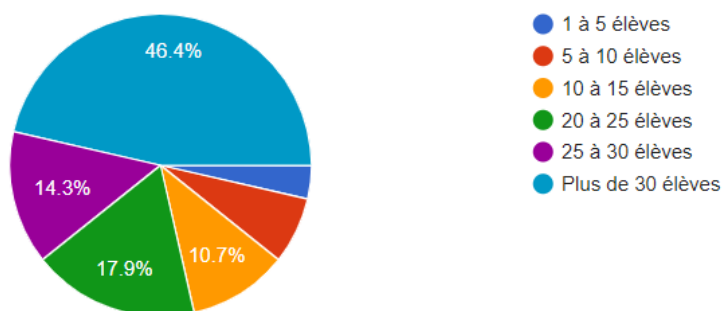
28 responses



La principale difficulté semble être le nombre d'apprenants : ils ont en majorité plus de 30 élèves par classe.

Combien d'élèves avez-vous en moyenne par classe ?

28 réponses



Le niveau d'expérience est assez varié mais ils ont pour la plupart moins de 10 ans d'expérience. 64.3% disent ne jamais avoir reçu de formation TICE. Je dois préciser ici que plusieurs personnes m'ont contactée en privé quand j'ai indiqué que mon enquête concernait en partie l'utilisation des TICE, pour m'expliquer qu'elles ne connaissaient pas la signification de cet acronyme ou avaient du mal à comprendre ce que le sigle regroupait. Par ailleurs, les résultats montrent qu'un tout petit pourcentage d'enseignants (10.7%) dispose d'une connexion Internet dans la classe ou dans l'établissement. Et parmi ceux-là, seulement 32.1% utilisent les ressources audios disponibles sur Internet. Pour ceux qui utilisent les ressources en ligne, YouTube est la source principale, suivi du site InternetLepointdufle.net.

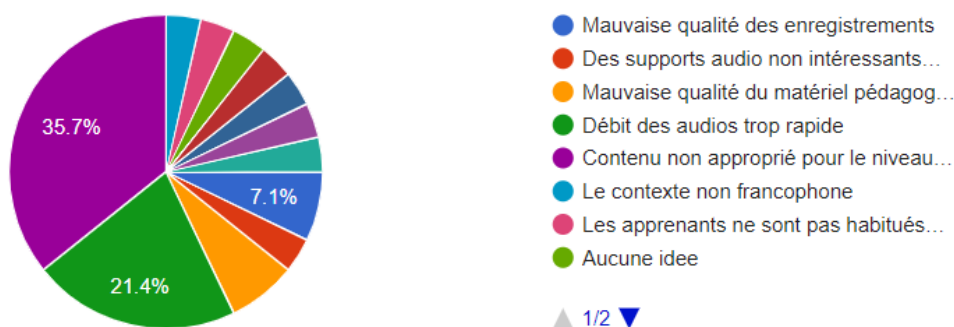
Les raisons pour lesquelles certains enseignants apprécient d'utiliser les ressources en ligne sont, sans surprise, similaires à celles avancées par les recherches sur les bénéfices des ressources authentiques en classe de FLE :

- « Ça donne aux apprenants l'impression la plus proche à la réalité »
- « Les explications sont claires, simplifiées avec assez des exemples »
- « Les vidéos que j'utilise sur YouTube sont motivantes, intéressantes. Les apprenants regardent, écoutent, et apprennent en réalité »
- « La créativité »
- « Variété de documents sonores »

Outre la difficulté d'accès aux documents en ligne, les professeurs ont pu relever les principales difficultés rencontrées quand ils souhaitent intégrer ces supports dans les classes de FLE :

Quels sont selon vous, les DEUX principaux freins à la compréhension orale des apprenants ?

28 responses



Enfin une question finale leur a permis de s'exprimer plus librement sur les attentes et besoins pour les aider dans la maîtrise des TICE et des techniques pour améliorer la compréhension de l'oral des apprenants. Les besoins principaux sont :

- La formation sur l'exploitation des TICE
- Des audios adaptés aux besoins locaux et au niveau des apprenants
- Des moyens technologiques (équipement et connexion Internet)
- Des espaces dédiés à l'enseignement du français dans les établissements

B. Méthode d'analyse des entretiens

J'ai réfléchi à une méthode d'analyse avant de réécouter les 5 enregistrements réalisés et ai décidé de retranscrire chaque entretien à l'écrit. Chaque retranscription représente environ trois pages dactylographiées. Cette première étape m'a permis de dégager la progression thématique stimulée par mon guide d'entretien et par les discussions avec les informateurs. J'ai ensuite pu croiser les différents entretiens afin de comparer les entrées thématiques et relever les thèmes récurrents. J'ai également pu réfléchir à l'absence de certains thèmes que j'avais pourtant listé en lien avec les hypothèses avancées lors de la collecte d'indices. Enfin, en parallèle il m'a semblé important de faire le lien avec le « langage non verbal » des informateurs rapportées sur mon carnet de note au cours des entretiens, car il fournit des éléments pertinents.

J'ai pu organiser trois entretiens avec les responsables du projet FSPI pour les universités. Je n'ai pas pu m'entretenir avec la responsable de l'université de Kabale car elle est malheureusement décédée en janvier 2021. Son remplaçant gère depuis le projet FSPI pour cette institution, mais je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer pour un entretien avant la fin de la rédaction de ce mémoire. À la suite de ces échanges, j'ai organisé les entretiens avec le directeur

de BK et l'ACPF. Je dois préciser ici que je n'ai pas organisé d'entretien à l'Alliance Française de Kampala puisque je suis moi-même la responsable du suivi du projet FSPI pour cette institution, et que les activités mises en place entre BK et l'AFK sortent du cadre du sujet de ce mémoire. De même, je n'ai pas interrogé le directeur de l'APFO, de peur d'étendre mon analyse à la revue des projets de BK prévus dans les écoles primaires et secondaires. Voici un bref résumé du profil de mes 5 informateurs :

Docteur B. Responsable FSPI

Le docteur B. est le chef de section de la section de français du département de langues de l'université de Kyambogo depuis 2008. Ce département comprend 5 matières : l'anglais, le français, le luganda, le kiswahili et la section de bibliothéconomie. Elle a obtenu un doctorat en lettres à l'université de Limoges en 2007. Elle enseigne la littérature française et francophone, ainsi qu'un module de recherches et de méthodologie.

Docteur N. Responsable FSPI

Le docteur N. est le chef du département EOL (langues orientales et européennes) à l'université de Makerere. Ce département comprend trois sections : le français, l'allemand et l'arabe. Elle a obtenu un doctorat en littérature française à l'université d'Aix-Marseille. Elle est par ailleurs la co-fondatrice d'un camp de vacances en français qui a vu le jour en 2014. Le camp CAVIF (cadre de vie en français) utilise des approches créatives d'apprentissage pour transmettre des compétences pratiques aux étudiants au niveau secondaire pendant la période des vacances. Le concept novateur s'appuie sur le modèle des scouts et utilise le cadre des « campings culturels » pour initier l'apprentissage du FLE par la pratique et par des activités ludiques à l'extérieur de la classe.

Docteur A. Responsable FSPI

Le docteur A. est enseignante de français langue étrangère et de français sur objectif spécifique à Makerere University Business School (MUBS). C'est aussi le chef du département « Leisure and Hospitality » (Département des études en loisir et gestions hospitalières). Le docteur A. a obtenu un doctorat en Didactiques des Langues, Cultures et Civilisations Nationales et Etrangère à l'université de la Sorbonne en 2013. Sa thèse a pour sujet « Les Technologies de l'information et de la communication (TIC) et le développement de l'expression orale en français sur objectif

spécifique (FOS) dans le contexte ougandais ». Elle est par ailleurs membre du Comité scientifique pour Synergie Afrique Grands Lacs.

Thomas

Le directeur et co-fondateur de la radio Bonjour Kampala est un professeur de FLE depuis 8 ans. Il a enseigné dans diverses écoles secondaires et universités ougandaises. Sa première expérience était à St Lawrence University, qui est une université privée de Kampala. Il travaille depuis 4 ans à l'Alliance française de Kampala, et il a obtenu un master de FLE/FOS à l'université d'Artois il y a 2 ans.

Lucille

L'attachée de coopération pour le Français en Ouganda a rejoint l'équipe du SCAC en septembre 2020. Elle est officiellement chargée de mission éducative, linguistique et universitaire sous un contrat VIA (volontariat international en administration). En l'absence de chargé de coopération et de chargé culturel à l'ambassade de France, elle assure aussi ces fonctions dans l'organigramme. Elle a été assistante de langues dans deux universités, et a travaillé en tant qu'enseignante puis en tant que chargée de coopération culturelle et linguistique dans deux Alliances françaises. Elle a obtenu un master de théorie de la littérature à l'ENS ULM et un master en FLE-FOS à l'Université d'Artois.

Les entretiens avec les trois responsables du projet FSPI pour les universités m'ont tout d'abord permis de repérer de nombreuses similitudes dans le profil de ces chefs de département. Toutes les trois sont investies depuis près de 20 ans dans la diffusion du français en Ouganda, et ont donc pu assister au déclin croissant de l'investissement du gouvernement français. Ces responsables de la formation de futurs professeurs ont également toutes souligné le problème du renouvellement démographique des professeurs et de la dégradation du métier de professeur de manière générale. L'une d'entre elles a même partagé le cri d'alarme de certains directeurs d'établissements secondaires qui ont signalé un problème d'alcoolisme chez certains jeunes enseignants : ceux-ci démarrent avec plein d'enthousiasme, mais par manque de moyen, et surtout par manque de livre, ils se découragent très vite. J'ai aussi noté qu'auparavant, le métier de professeur de français en Ouganda était entouré d'un certain prestige. Cette profession faisait rêver car elle était associée à un mode de vie français, à un style, à l'appartenance à un corps prestigieux. Le déclin de cette stature sociale, en plus du manque de moyens, serait donc un facteur important dans la perte de motivation et de confiance des enseignants de français.

Au cours des entretiens, les trois responsables d'université ont également pu revenir sur le profil et la motivation des apprenants. Certains choisissent cette matière comme un complément à leur spécialisation majeure. Le français est alors étudié dans le cadre de cours de FOS et permet d'acquérir des compétences linguistiques sur des sujets spécifiques : gestion, administration, droit, démocratie, tourisme, entreprises agricoles... Dans ce contexte, les apprenants ont rarement le temps et les capacités d'atteindre un niveau supérieur au niveau A2. Une petite minorité d'apprenants se destinent à l'enseignement et peuvent consacrer leur temps au développement des 4 compétences. Pour ceux-là, c'est le niveau B2 qui est visé. La plus grande difficulté pour la plupart des apprenants est l'oral car ils ont rarement l'occasion d'être exposés directement à la langue. Les apprenants se débrouillent généralement assez bien à l'écrit mais ont beaucoup plus de lacunes à l'oral. Selon les formatrices, ce déséquilibre serait un héritage de l'apprentissage au niveau secondaire où les écoles attribuent encore très peu de temps à la compréhension et à la production de l'oral.

Les apprenants ont malgré tout de bonnes connaissances sur les cultures francophones grâce à certains programmes mis en place au sein des universités (French Clubs, programmes académiques dédiés aux cultures de l'Afrique de l'Ouest, ...) et sont dans l'ensemble très curieux et motivés par l'apprentissage du français. Les opportunités professionnelles pour ceux qui parlent le français sont généralement connues et motivantes. En m'appuyant sur mes notes d'entretien et sur mes remarques sur le langage corporel des trois responsables d'université, je peux dire que j'ai perçu beaucoup d'enthousiasme et d'optimisme quand nous évoquions les projets liés au FSPI et plus encore à Bonjour Kampala. J'ai aussi remarqué une certaine retenue quand il s'agissait de revenir sur le désengagement passé de l'ambassade de France et sur la frustration ressentie pendant cette période.

J'ai choisi de m'appuyer sur mes notes d'entretien pour souligner les thèmes communs dans la description des difficultés partagées et des points bloquants avant la mise en place du projet FSPI. Tout cela permettra de mieux appréhender le contexte dans lequel s'est mis en place le partenariat avec Bonjour Kampala.

J'ai également pu évoquer avec les trois responsables d'université les projets en cours et à venir avec Bonjour Kampala. Ces informations seront présentées dans la synthèse interprétative qui permettra de revenir sur une analyse de l'impact immédiat et à plus long terme que la webradio a dans ces institutions. Je dois signaler que les entretiens avec le directeur de Bonjour Kampala et l'attachée de coopération pour le français ont été les deux derniers effectués. Cette deuxième phase d'entretien m'a permis de partager avec eux les commentaires apportés par les responsables du projet FSPI pour les universités, d'effectuer un premier bilan des activités menées, et de discuter des actions futures. Je réserve également ces éléments pour le chapitre suivant qui présente les résultats de ma recherche.

Pour représenter les idées transversales aux 5 entretiens, j'ai décidé de reprendre mes notes écrites et d'extraire les occurrences des termes utilisés. Le nuage de mot qui suit est une représentation des mots-clés utilisés par les informateurs quand ils se sont exprimés sur leurs attentes par rapport au FSPI. Il montre clairement les attentes fortes et l'enthousiasme qui anime les différents acteurs du projet. Deux mots ressortent plus distinctement (francophonie et connexion), montrant bien la volonté de ces acteurs de former un réseau animé par le même objectif de promotion de la langue et des cultures francophones.



CHAPITRE 4 - Synthèse interprétative

Dans cette partie je reprendrai les données collectées grâce aux questionnaires et entretiens afin d'apporter des éléments de réponses à mes questions de recherche et d'éclairer ma problématique. J'utiliserai également mes observations de la dynamique mise en place après mon stage, avec notamment la consolidation des activités de partenariat entre Bonjour Kampala et les universités. Je reviendrai plus précisément sur les plus récentes activités de formation et d'investissement en matériel prévues dans le cadre du FSPI. Ma problématique portait sur la pertinence d'un dispositif radiophonique pour la promotion du français en Ouganda et pour la mise en place d'une nouvelle dynamique d'enseignement du français. Ce dispositif s'intégrant dans le cadre d'un projet de collaboration innovant plus large (le FSPI « langue française »), nos recherches permettent également d'analyser la nouvelle approche des acteurs de la coopération linguistique et éducative de l'ambassade de France en Ouganda. A l'issue des différents aspects théoriques et pratiques de mes recherches, nous pouvons émettre certaines conclusions.

4.1 Un dispositif qui est en train de faire ses preuves

A. La plus-value pédagogique de Bonjour Kampala

Nous avons pu voir que pour les enseignants, comme pour les apprenants, le besoin principal est de pouvoir être exposés plus régulièrement à une langue étrangère qu'ils doivent maîtriser à un niveau professionnel. Certains apprécient déjà que la production d'émissions sur des sujets divers mais abordables pour des apprenants de niveau intermédiaire, et surtout la création de fiches pédagogiques, leur permettent d'avoir à disposition des ressources accessibles, originales et motivantes. De même, Bonjour Kampala joue un rôle clé dans la création d'un nouveau rapport à la langue en permettant aux apprenants d'améliorer leur compréhension de l'oral en travaillant sur des supports qui font référence à un environnement qui leur est plus ou moins familier. Comme nous l'avons dit, la radio est avant tout composée de journalistes et bénévoles francophones venus du continent africain. Pour les membres de cette équipe, le français est souvent une langue véhiculaire. Il s'agit donc d'un français différent de celui qui peut être entendu dans les audios qui accompagnent les manuels de FLE des grandes maisons d'édition, ou même encore différent des programmes radio de RFI ou France Inter généralement utilisés en documents supports. Dans l'ensemble, les journalistes utilisent un ton relâché et un parler moderne qui leur est propre. Cela permet aux apprenants d'être exposés à des accents multiples et à des expressions qu'ils seraient plus susceptibles de ré-utiliser. Ce rapport décomplexé à la langue est d'ailleurs un des points qui est ressorti lors de la formation organisée par Bonjour

Kampala auprès des professeurs stagiaires de Kyambogo en décembre 2020, et pendant laquelle j'ai demandé aux apprenants de s'exercer à partir d'un podcast et d'une fiche pédagogique.

Mes recherches m'ont permis de voir que le glissement vers la communication parlée et la diversité linguistique du français sont encore peu exploités dans les classes de FLE en Ouganda. Les apprenants de la langue sont plus sensibles au fait de pouvoir échanger avec des voisins francophones qu'avec de plus lointains locuteurs français. Pourtant, les manuels à disposition, et même les supports d'apprentissage développés par le NCDC ou l'APFO ne font pas référence à ces territoires. De plus, certaines émissions comme « Par les chemins de l'Ouganda » (podcast orienté tourisme) ou « Initiatives sociales » (podcast orienté santé et humanitaire) permettent d'aborder des notions et un vocabulaire qui sont très importants pour les étudiants qui suivent un programme de FOS. Ils pourront par ailleurs mieux appréhender la réalité des domaines auxquels ils se destinent.

Les entretiens avec les partenaires du projet FSPI ont aussi montré que les projets à venir définis avec Bonjour Kampala pour les 6 prochains mois permettront aux apprenants d'être plus actifs dans leur apprentissage. Il a notamment été fait référence au projet d'inviter les étudiants d'université à réaliser leurs propres émissions. Cela devrait leur permettre de travailler leur expression orale et de pouvoir s'écouter en français. Ce travail autoréflexif devrait les aider à corriger leur prononciation mais aussi à trouver des stratégies pour communiquer et se faire comprendre dans des contextes variés. Ces projets vont également dynamiser les animations des clubs de français des universités et permettre aux apprenants de découvrir les cultures francophones de façon plus concrète grâce à la participation des journalistes francophones de BK. Il a aussi été fait mention de l'organisation de jeux et de compétitions sur le modèle d'un concours d'écriture qui a été organisé au sein du club de français de l'université de MUBS avec le support de Bonjour Kampala en décembre dernier. Selon les professeurs d'université, ce type de concours est une bonne façon de créer de l'émulation entre les apprenants, mais aussi de valoriser publiquement leurs compétences auprès d'autres étudiants encore peu convaincus de l'importance de la langue française.

Pour finir, j'ai pu noter à de nombreuses reprises les attentes des universités en matière d'animations musicales. Plusieurs professeurs sont convaincus que le chant est une façon ludique et effective de s'approprier une langue étrangère et ont manifesté leur souhait de faire appel aux artistes francophones mobilisés par la radio Bonjour Kampala.

A. Un tremplin vers la transition numérique

Grâce au financement FSPI, BK dispose maintenant d'un matériel d'enregistrement audio et vidéo de pointe. La radio est également en train d'aménager un nouveau studio professionnel au sein de l'Alliance française. Cela lui permettra de programmer des ateliers de création de podcasts pour les étudiants des universités partenaires. Les apprenants auront ainsi l'opportunité de mieux se familiariser aux nouvelles technologies. Ils pourront notamment être formés à la manipulation d'appareils d'enregistrement pour la prise de son et d'images (de courtes vidéos sont maintenant développées pour faire la promotion des podcasts), au travail d'édition via des logiciels comme Audacity ou Adobe Première, ou encore à l'utilisation de plateformes de partage comme YouTube ou SoundCloud. Au cours des formations sur les fiches pédagogiques, j'ai également pu sensibiliser les apprenants au téléchargement de podcasts sur leurs appareils mobiles. La plupart disposent d'un smartphone mais ne savent pas toujours exploiter les accessoires d'écoute et de sauvegarde de podcasts. Une sensibilisation simple au fait qu'ils peuvent profiter de la connexion Wifi de leurs écoles pour télécharger des émissions, et les réécouter plus tard, même sans connexion Internet, peut avoir un grand impact sur la fréquence de leur pratique de la compréhension de l'oral.

Parallèlement, Bonjour Kampala a prévu des séances de formation pour les enseignants. Il faut noter que deux des responsables d'université interviewés ont dit avoir apprécié les efforts de sensibilisation entrepris dès novembre 2020, grâce au Challenge du Numérique organisé en concertation entre Bonjour Kampala et l'Alliance française. Ce challenge invitait les professeurs à s'exercer à la création d'activités pédagogiques interactives via la plateforme LearningApps. Une des participants au concours et professeur à l'université de Makerere a remporté la première place. Elle a gagné une tablette interactive qu'elle utilise maintenant dans le cadre de ses fonctions. La journée du prof a aussi été l'occasion pour les professeurs d'échanger sur l'évolution de leurs pratiques depuis la pandémie. Ce contexte extraordinaire contribue bien entendu au développement d'un plus grand intérêt pour les nouvelles technologies et l'urgence des besoins en formation pour pouvoir s'adapter aux nouvelles modalités d'enseignement (cours en ligne en synchrone ou en asynchrone) est un sujet qui souvent revenu au cours de mes entretiens.

La responsable de l'université de Makerere a également mentionné un projet de création d'émissions prévues avec la radio nationale UBC. Elle souhaiterait profiter du partenariat avec Bonjour Kampala pour préparer les apprenants et professeurs participant à ce projet à la production et à la diffusion d'émissions. Enfin dans toutes les universités, l'urgence est aujourd'hui de mettre en place une offre de cours en ligne. Cela suppose d'apprendre à enregistrer

et parfois monter des cours ou des supports de formation qui pourront être consultés sous forme de vidéos simples ou de MOODLE sur les plateformes en lignes dédiées. Certaines universités tentent de voir dans quelle mesure Bonjour Kampala peut leur apporter un soutien et une expertise technique.

B. Un outil pour la promotion de la langue française

Les enquêtes m'ont permis de vérifier l'adhésion des Ougandais à l'importance d'apprendre une langue internationale, même quand il s'agit d'une langue étrangère comme le français. Grâce aux entretiens, j'ai également pu noter une certaine curiosité des apprenants pour la langue et pour les cultures francophones. Pour autant, une véritable pénétration linguistique reste difficile à atteindre dans un pays anglophone et plurilingue. L'échange avec l'ACPF m'a enfin permis de mieux appréhender la nouvelle approche du gouvernement en matière de diffusion de la langue française. Aujourd'hui, il s'agit surtout de s'appuyer sur des thématiques transversales (comme la question du genre, de l'employabilité ou encore de l'environnement) qui apportent une valeur singulière au français. Dans les territoires comme l'Ouganda, où pendant longtemps peu de moyens ont été dévolus à la promotion de la francophonie, il faut être créatif et offensif. Il faut aussi multiplier les efforts de communication et de vulgarisation des messages auprès des jeunes. Dans ce cadre, on peut mieux comprendre les objectifs des actions de visibilité de Bonjour Kampala sur les réseaux sociaux et lors des événements qui sont organisés avec le grand public.

Plus spécifiquement, la nouvelle collaboration entre les universités et BK semble être bénéfique surtout du fait de l'approche en synergie. Les acteurs du FSPI perçoivent ce projet comme une opportunité de réfléchir ensemble et de développer des actions communes. Au-delà de l'enthousiasme nourri par les moyens et ressources maintenant disponibles, le rôle de Bonjour Kampala comme une plateforme de relais et de promotion des initiatives nouvelles est crucial. La radio intervient à plusieurs niveaux : elle présente régulièrement dans son émission « Je parle français en Ouganda » le portrait de femmes et hommes investis dans la promotion du français en Ouganda. En mettant à l'honneur ces professionnels, elle ravive leur sentiment de fierté et d'appartenance à un corps. Deux universités ont négocié un contrat d'actions publicitaires pour que BK contribue à renforcer la visibilité de leur département de langues au travers de vidéos promotionnelles. Par ailleurs, certains journalistes sont amenés à couvrir les stages et formations organisés avec l'APFO et les universités, ce qui permet de partager les informations sur les innovations pédagogiques auprès des professeurs qui n'auraient pas pu assister à ces rencontres. Lors d'une formation sur le nouveau curriculum de français organisée par l'APFO en décembre

2020, Bonjour Kampala a même pu assurer une émission en direct. Un service d'autant plus important que nous avons déjà signalé que certains enseignants en région se sentent parfois isolés.

Enfin, l'un des atouts forts de la radio est son dynamisme sur les réseaux sociaux et ses efforts pour organiser des rencontres régulières sur le terrain avec le grand public au cours de concerts, animations, et conférences. Tous ces efforts contribuent à diffuser une image plus jeune et dynamique des francophones et francophiles.

4.2 Les écueils du projet

A. Le développement d'une audience plus large

Comme indiqué dans la présentation de mon stage, les émissions de Bonjour Kampala ne sont pour l'instant accessibles que via Internet. Si ce support est idéal à des fins pédagogiques (car l'apprenant peut accéder à ce contenu à tout moment, et le réécouter autant de fois qu'il le veut), on devine bien l'impact négatif que cela a sur l'idée de démocratisation de l'information. Les responsables d'université ont toutes reconnu qu'elles ne connaissaient pas le média avant le démarrage du FSPI, et qu'elles n'avaient pas encore eu l'occasion d'écouter les émissions diffusées. Il faut souligner que les podcasts ne sont pas programmés en streaming et que l'accès aux contenus suppose donc d'aller chercher les podcasts dans les différentes sections du site. Cette démarche est relativement contraignante et on peut supposer que le manque de familiarité avec les émissions de la radio est encore vrai pour de nombreux nouveaux fans (en dehors des apprenants qui ont été exposés aux podcasts au cours des formations et des exercices de compréhension de l'oral) qui apprécient la dynamique mise en place. De plus, mes rencontres avec les acteurs en région m'ont montré qu'encore peu de personnes sont équipées de smartphone ou d'ordinateur hors des grandes villes. Il leur sera donc encore plus difficile d'accéder au contenu de Bonjour Kampala.

A contrario, j'ai pu noter que de plus en plus de jeunes urbains sont avides d'appareils mobiles et de solutions virtuelles. Des plateformes comme Uber, Jumia (l'équivalent d'Amazon) ou encore Glovo sont de plus en plus plébiscitées par une population aux revenus croissants. On peut parier qu'en Ouganda, comme en France, les usages de la radio finiront par être en concurrence avec les usages de technologies plus récentes telles que la téléphonie et Internet. Du fait des fortes inégalités sociales et économiques qui persistent en Ouganda, Bonjour Kampala se doit d'être présente sous la forme d'une radio traditionnelle qui pourra être suivie par un plus

grand nombre, tout en développant des supports audiovisuels interactifs pour attirer une audience déjà plus sensibilisée aux plateformes enrichies. Ce double positionnement demande donc des moyens plus importants que ceux identifiés dans le budget de la première tranche du FSPI.

B. Des moyens humains et financiers insuffisants

Lors de l'entretien avec l'ACPF, j'ai pu noter un point important : le FSPI est un projet court. Comme nous l'avons dit, cet outil remplace le FSP qui était un programme plus long (il durait au minimum trois ans), et il s'appuie sur des projets pilotes pour tester de nouveaux outils en matière de développement. Il suppose donc de mettre en place un effort soutenu pendant une très courte période, ce qui suppose des moyens et des ressources conséquents.

J'ai pu expliquer que l'équipe de Bonjour Kampala est essentiellement composée de journalistes amateurs et de bénévoles. Cela a des incidences sur la pérennité du projet et des multiples activités mises en œuvre. Tout d'abord en termes de production des émissions. Quand le projet a démarré, Bonjour Kampala n'avait pas encore fini toutes les démarches administratives lui permettant d'avoir le statut d'ONG et de pouvoir justifier la rémunération de personnes salariées. Il a donc fallu s'assurer de la participation de deux volontaires pour le développement de la plateforme (ce fut notamment le travail d'un ingénieur du son et d'un webmaster) et motiver des journalistes bénévoles à produire du contenu et à assister à des ateliers de formation. Il faut également souligner que les deux dirigeants de la radio (une nouvelle co-directrice a rejoint l'équipe en février 2021) ne sont pas payés pour leurs activités et investissent donc beaucoup de temps et d'énergie sans aucune forme de compensation. Par ailleurs, le développement progressif de supports pédagogiques réalisés à partir des émissions de radio a ajouté un besoin en formation des équipes. Il a fallu présenter et convaincre les journalistes du bien-fondé de la démarche, et les sensibiliser à l'importance de la préparation d'un script et d'un angle pour leurs émissions, pour s'assurer de produire un contenu professionnel et exploitable pour un cours de FLE. Il a aussi fallu trouver un juste équilibre entre ton informel et syntaxe soutenue pour que les émissions soient en phase avec les missions de la radio. Toutes ces contraintes ont parfois été décourageantes pour certains journalistes qui vivent par ailleurs dans des situations précaires, et qui ont préféré se désinvestir du projet.

Le manque de moyens humains s'est également fait sentir pour le projet de création d'un espace de ressources pour les enseignants en FLE. A la suite de la fin de mon stage et de ma prise de poste au sein de l'Alliance française de Kampala, nous avons dû réfléchir à une solution relais pour assurer la continuité de la création de fiches pédagogiques, et surtout la formation des

enseignants à ces outils. Bonjour Kampala a fait le choix de recruter un autre stagiaire, un étudiant en master FLE à l'université de Clermont-Ferrand qui s'est investi à distance dans le projet pendant toutes les vagues de confinement et d'incertitudes sur les autorisations de déplacement. Je l'ai accompagné en tant que responsable de stage pendant 5 mois. Ce stagiaire avait par ailleurs une forte connaissance du milieu radiophonique puisqu'il est créateur d'émissions et animateur sur la radio Campus Clermont-Ferrand. Il a pleinement adhéré au projet et a conçu des activités originales, en travaillant essentiellement sur des projets qui sollicitent la production de l'oral. Il a également pu mobiliser son expérience d'enseignant auprès d'un public de migrants et a intégré des activités qui permettent aux apprenants de travailler sur l'interculturalité. Ce type de démarche devrait être approfondie pour continuer à développer la valeur ajoutée de Bonjour Kampala, mais cela suppose le recrutement sur le long terme d'un professionnel du FLE et de la radio, ce qui n'est pas encore possible pour la structure.

Le financement reçu dans le cadre du FSPI a permis de compenser le travail des bénévoles et d'offrir aux journalistes une rémunération à la pige. Cette manne financière a ainsi permis aux dirigeants de redynamiser les équipes et de recruter des personnes au profil plus senior. Cela a également permis de faire appel à des experts, notamment dans le cadre des formations techniques. Cependant d'autres contraintes financières ont complexifié le développement du projet. Mes discussions avec les deux directeurs m'ont permis de prendre conscience de leurs difficultés à mettre en place des actions de promotion et d'investissement en matériel dans le respect du budget initial imparti. Cela démontre l'importance d'une bonne gestion de cycle d'un projet et la pertinence d'intégrer des provisions pour des écarts de dépenses dans la budgétisation d'un tel projet.

4.3 Recommandations et perspectives

A. La poursuite du recadrage du projet FSPI

Ma formation en ingénierie de projet m'a permis de comprendre qu'un cadre de qualité doit être utilisé pour s'assurer qu'un projet s'inscrit dans une politique globale pertinente. Il faut vérifier qu'il cerne les problèmes véritables du pays, qu'il s'appuie sur des objectifs réalisables et qu'il est pérenne. Les quatre indicateurs de la qualité sont :

- la pertinence
- la faisabilité
- l'efficacité
- la bonne gestion

Les trois premiers indicateurs ont pu être utilisés lors de la description de l'environnement sociolinguistique, économique et technologique du projet, et lors de la confrontation des objectifs de départ aux premiers résultats appréciés par les partenaires du projet FSPI. Je ferai maintenant appel à mes échanges avec le directeur de BK et l'attachée de coopération pour le français pour analyser la gestion du projet dans son ensemble. Ce cadre a en effet beaucoup d'impacts sur la capacité de la radio à devenir un projet pérenne. Il faut tout d'abord rappeler que de nombreux projets de coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture se font avec des partenaires qui n'ont pas véritablement été formés à la gestion de projet. Dans ce cadre, les attentes sont moins normées et les partenaires doivent plus démontrer leur capacité à proposer un projet, que celle de le gérer.

Il faut aussi souligner que le projet FSPI a été mis en place au moment de la pandémie, qui a été la cause de beaucoup de retard dans la signature de la convention et dans le transfert des fonds. La COVID empêche donc de mesurer objectivement les résultats du projet. De même, le lancement du projet s'est fait au moment du changement d'équipe au sein du SCAC. L'accord de principe entre Bonjour Kampala et l'ambassade a d'ailleurs été signé avant l'arrivée du nouveau COCAC au sein du service. De même, les autres partenaires n'ont rejoint le projet que 3 ou 4 mois après le lancement officiel du projet FSPI.

Par ailleurs, plusieurs partenaires m'ont signalé qu'il n'y avait pas eu d'audit ou d'analyse situationnelle partagés au début du projet. Les difficultés rencontrées par les acteurs du projet étaient déjà plus ou moins connues de tous, mais aucune réunion préparatoire n'a été organisée pour définir des objectifs et des indicateurs en concertation. De même, les universités ont eu du mal à percevoir au début les opportunités offertes dans le cadre du partenariat avec Bonjour Kampala. Il a fallu beaucoup d'énergie et de détermination chez les deux directeurs pour s'imposer et démontrer la plus-value de leur outil. Une réunion de tous les acteurs au préalable et un temps consacré à la présentation formelle des moyens et ressources actives grâce au FSPI auraient permis au projet de gagner en efficacité.

La configuration de l'équipe de pilotage n'est peut-être pas non plus à la hauteur des ambitions et des actions multiples à mener dans tout le pays. Il faut noter que quand le projet a été présenté au ministère des Affaires étrangères en février 2020, le besoin du recrutement d'un « coordinateur de projet » avait été identifié. Cette personne devait aider dans la coordination des acteurs et dans le pilotage du projet. Ce recrutement a finalement été gelé compte tenu de l'impact budgétaire sur le projet. Il faut donc saluer le travail de l'ACPF qui est en charge seule de la coordination du projet, et qui a réussi à le réencadrer malgré la charge considérable d'activités et

les autres missions qu'elle mène par ailleurs (elle est en charge notamment du suivi d'un FSPI culture mis en place en partenariat avec l'Alliance française, le Théâtre National et les organisateurs du Festival de musique Nyege Nyege). Elle a ainsi rassemblé pour la première fois tous les acteurs au sein d'un comité de pilotage en mars 2021. Cette réunion a permis de définir les budgets, activités et partenariats de la deuxième année du FSPI en concertation, et en toute transparence. Elle porte également une attention particulière aux rapports narratifs et financiers intermédiaires, et sur la production des justificatifs comptables qui doivent être fournis. Cette attention a permis à Bonjour Kampala de ré-affiner les provisions et dépenses du budget de la deuxième année de financement. Cet encadrement rigoureux aurait sans aucun doute été plus bénéfique s'il avait été mis en place dès le lancement du projet FSPI.

Enfin, l'une des priorités de l'ACPF est de revoir le cadre global du projet FSPI, en intégrant des attentes plus ciblées pour les universités, avec des résultats qui pourront être mesurés de manière plus objective. Cela passe par une réorientation sur des thématiques identifiées (le FOS, le numérique et la formation aux outils de communication) qui permettra sûrement à BK de mieux trouver sa place, notamment en tant que vecteur de communication des actions vers d'autres publics.

B. Vers une meilleure intégration dans la politique éducative nationale

Au cours des entretiens, deux personnes ont pu citer l'exemple du Burundi où des émissions ont été produites par la Radio Scolaire Nderagakura (RSN). Ces personnes ont souligné les moyens importants dont dispose cette radio en expliquant qu'il s'agit d'une initiative du service du ministère de l'Enseignement burundais. En effectuant des recherches complémentaires sur la RSN, j'ai découvert l'analyse de Voulgre et Netto (2016). Les chercheurs ont tout d'abord montré que ce projet a été mis en place dans le cadre des réformes des programmes et dans un contexte d'émergence de la téléphonie mobile. La radio scolaire a été dans ce pays un des leviers de l'évolution de pratiques dans la supervision pédagogique au Primaire grâce au travail d'identification au préalable des difficultés rencontrées par les enseignants pour construire les leçons et les exercices. Les émissions radiophoniques réalisées sont donc conçues comme des outils pratiques, enrichies d'une collection de supports pédagogiques en français, aidant dans l'enseignement des langues et des disciplines non linguistiques.

Ce projet innovant a été également plébiscité pour la mise en place de formations professionnelles pertinentes et le développement des TIC dans la société burundaise. Il a surtout démontré l'engagement du gouvernement dans la mise en place d'un dispositif complexe pour

permettre le succès de l'implémentation de cette initiative. Plusieurs cadres de supervision (directeurs d'école, inspecteurs et conseillers pédagogiques) ont ainsi été désignés pour s'assurer que les émissions pédagogiques sont institutionnellement intégrées dans le quotidien des professionnels de l'éducation. On pourra donc suggérer une rencontre formelle avec les membres du ministère de l'Education ougandais pour s'assurer de la mise en place d'un dispositif similaire sur notre terrain de recherche. Ce rapprochement permettrait notamment d'agrandir la couverture d'audience de Bonjour Kampala, et de mieux articuler la radio avec les dispositifs existants (comme les curriculums et manuels scolaires conçus et choisis par le NCDC). Au-delà de l'utilisation des fiches pédagogiques, nous avons vu qu'il y a de nombreuses opportunités offertes grâce aux projets de création d'émissions de radio en français avec les apprenants. A plus long terme, l'équipe de Bonjour Kampala pourrait donc s'appuyer sur les dispositifs de formations nationales mises en place dans le cadre de la réforme « Learning by doing » du gouvernement ougandais pour atteindre des établissements secondaires hors de la capitale et des grandes villes.

CHAPITRE 5 - Retour réflexif sur la problématique et l'expérience menée : la confirmation de mon identité professionnelle

Nous avons pu présenter les objectifs ambitieux liés à la mise en place d'un dispositif radiophonique francophone en Ouganda. Nous avons également vu qu'il est peut-être encore trop tôt pour bien appréhender l'impact de ce dispositif sur la promotion de la langue française et la mise en place d'une nouvelle dynamique chez les enseignants de français. Je pense être cependant en mesure de faire un retour réflexif plus complet sur ma propre expérience. Ce retour pourra me permettre d'établir, après près d'un an de collaboration avec l'équipe de Bonjour Kampala, un premier bilan porteur de significations aux niveaux personnel et professionnel.

S'il peut être parfois complexe de prendre le temps de faire un retour sur soi, l'arrêt brutal de mes activités à la suite de mon rapatriement et la période de flottement lors des deux mois de confinement forcé m'ont permis de faire une première analyse sur mon stage, les missions confiées et la mise en place du projet FSPI. Pendant cette période, j'ai également commencé un exercice régulier de mise à jour d'un journal de bord. J'ai pu y archiver les comptes-rendus de réunions ponctués de commentaires sur l'avancée du projet et d'auto-évaluation sur le développement de mes compétences. Cet exercice d'écriture m'a permis de rester motivée et de garder le cap malgré le stress consécutif à ma perte d'activité professionnelle et à la pandémie. Il a également permis de m'aider à prendre conscience de ce que j'avais fait durant mes 6 mois de stage, de mes erreurs, de mes succès, et m'a même aidé à m'approprier les bénéfices de cette formidable aventure professionnelle.

Dans cette dernière partie, je tenterai donc de mobiliser des capacités de distanciation afin de présenter un retour sur les difficultés rencontrées lors de la mise en place du stage, sur le processus qu'il m'a fallu pour bien appréhender mon environnement et la question de la diffusion du français dans un pays anglophone, et enfin sur mon cheminement professionnel en général.

5.1 Un stage qui s'est construit en parallèle de la mise en place du FSPI

Mon intégration au sein de l'équipe de Bonjour Kampala a été une succession d'heureux hasards. En juin 2019, j'apprenais que j'avais été sélectionnée pour une mission de 9 mois en tant que formatrice FLE pour l'ambassade de France en Ouganda. Cette mission devait m'amener à effectuer 18 heures hebdomadaires d'enseignement de FLE. Je savais que ce temps de travail me laisserait le temps d'effectuer une activité professionnelle complémentaire, et j'avais prévu

dès mon arrivée de me rapprocher du service de coopération du SCAC afin d'effectuer une mission qui pourrait être valorisée dans le cadre de mon master 2.

En arrivant en Ouganda, j'ai pu rapidement faire la connaissance des deux fondateurs de la radio qui m'ont présenté les objectifs et défis de BK. Comme expliqué, compte-tenu de ma formation double (sciences politiques et management international), nous avons pu très vite faire le lien avec le besoin de créer une fonction support, demandant de mobiliser des compétences en demande de subventions publiques et de gestion de projet. Sous le titre de gestion de la programmation et du projet FLE, mon rôle a également consisté à mobiliser l'équipe de journalistes autour de la ligne éditoriale afin de créer des émissions pouvant servir à la création de fiches pédagogiques FLE. J'ai également eu la charge de mettre en place, avec le webmaster et la responsable du développement de la radio, un espace « apprentissage du français » sur le site de la radio, et de des sessions de formation des professeurs ougandais à l'utilisation de supports authentiques. Toutes ces activités nous ont permis de mieux consolider le rôle de la radio comme acteur de la promotion de la langue française en Ouganda, et ont servi d'arguments pour le montage de notre demande de financement. Mon stage correspondait à environ une dizaine d'heures de travail par semaine, ce qui représentait une charge de travail élevée, mais restait compatible avec la préparation de mon master à distance et mon travail d'enseignante de FLE.

La vraie difficulté fut de parvenir à travailler efficacement avec l'équipe du fait de la distance entre mon lieu de résidence (Jinja) et celui de la radio (Kampala). Seulement 70 km séparent les deux villes, mais l'état des routes et l'importance des embouteillages complexifient les déplacements entre Jinja et Kampala. Il faut en moyenne 3 heures pour aller d'une ville à l'autre et je n'ai pas pu les premiers mois être souvent physiquement présente au sein des locaux. L'autre difficulté est liée à la qualité des infrastructures de communication : comme expliqué dans d'autres chapitres, Internet reste cher et instable, qui plus est dans la ville où j'habitais. Il a donc fallu faire preuve de rigueur et d'efficacité pour rendre chacun de mes échanges et rencontres avec l'équipe productifs.

En dehors de ces petites contraintes logistiques, l'autre défi fut celui de faire preuve d'optimisme et de détermination malgré le manque de moyen et le caractère atypique du projet Bonjour Kampala. Nous avons longtemps débattu sur le meilleur mode de financement à mettre en place (public ou via un système de publicités proposées à des annonceurs privés) et mes tâches ont parfois été ralenties par le manque de vision claire en interne. Je pense que nous n'avons pas suffisamment analysé les besoins de notre audience et potentiel marché au préalable. Ce n'est

qu'en cours de production des émissions que nous avons compris que les principaux auditeurs de la radio sont des enseignants, étudiants, et parents d'apprenants. Il aurait été pertinent d'apporter des informations documentées (enquêtes terrain, résumé d'entretiens, extraits des commentaires et observations partagées sur la page Facebook, statistiques sur l'audience actuelle et potentiellement atteignable dans le futur...) pour mieux répondre à leurs attentes et fidéliser notre future audience.

Enfin, la mise en place du projet FSPI lui-même a été ralentie par les lenteurs administratives et la situation exceptionnelle dans laquelle l'Ouganda a été plongée à la suite de l'avancée du risque COVID-19 dans le pays. Cela est lié au fait que nous avons rencontré un peu de mal au départ à convaincre les membres du SCAC de la pertinence du projet et des capacités de notre équipe à monter un projet pérenne. Malgré la promotion importante faite sur les émissions réalisées, et l'intérêt montré pour cet outil de diffusion de la langue, nous n'avons pas suffisamment communiqué au départ sur le projet de création de supports de cours de FLE à partir de supports authentiques (cette activité n'a démarré que fin juin 2020). Compte tenu de l'urgence sanitaire, l'ambassade a donc annoncé début avril le gel de la demande de subvention. Pourtant, au même moment, les professeurs locaux et les apprenants avaient plus que jamais besoin d'un support comme celui offert par Bonjour Kampala. En effet, à la suite de la fermeture des écoles (depuis mars 2020), le gouvernement ougandais a formulé le projet d'équiper toutes les familles de postes de radio. Nous aurions pu offrir une certaine continuité pédagogique si l'ambassade nous avait alors soutenus et aidés à obtenir un financement et un support administratif pour obtenir une fréquence FM et permettre à des enseignants de proposer des cours de français en direct.

5.2 La découverte de la problématique de la diffusion du français dans un contexte plurilingue

Il me faut également mentionner les difficultés plus en lien avec ce mémoire de recherche. Quand j'ai commencé mon travail de recherche de travaux académiques sur la diffusion du français en Afrique de l'Est, et plus spécifiquement en Ouganda, je me suis rapidement heurtée au manque de littérature sur le sujet. Il existe un certain nombre de recherches universitaires et d'analyse de la promotion du français dans d'autres zones anglophones du continent africain comme le Ghana ou encore le Nigeria. Des pays qui sont proches de la zone d'influence prioritaire française, et donc plus stratégiques pour notre gouvernement. Les efforts de diffusion du français étant plus forts ou remontant à plus longtemps dans ces territoires, les chercheurs ont

eu plus de matière pour effectuer leurs analyses. En Afrique de l'Est, c'est plus souvent le Rwanda qui fait l'objet d'analyses nourries, surtout du fait du changement de politique éducative brutalement menée en 2009. J'ai donc décidé de travailler sur ce pays pour mon premier dossier de master (analyse des politiques linguistiques). Ce premier sujet m'a permis de découvrir un groupe de chercheurs et experts linguistiques travaillant sur la région des Grands Lacs plus largement. C'est ainsi que j'ai pu alimenter mes propres réflexions grâce aux publications de la revue Synergie Afrique des Grands Lacs.

J'ai pu également profiter de mes rencontres avec des personnalités politiques ou académiques invitées au cours d'évènements de l'ambassade de France et profiter de certains échanges informels pour découvrir des problématiques qu'il n'est pas toujours possible de publier. Notamment sur des questions comme le contrôle du pouvoir par le président Museveni, ou encore sur une politique éducative officiellement ambitieuse et innovante, mais qui ne parvient pas, malgré tout, à former une génération critique qui pourrait mettre à mal le gouvernement en présence, et enfin sur la corruption et les réelles raisons des inégalités économiques et sociales.

Je dois noter cependant que j'ai très vite perçu un certain décalage entre les publications faisant état du contexte linguistique de l'Ouganda et ma réalité du terrain. Notamment sur la question des langues officielles et des langues en présence dans le pays. J'ai plus tard compris le danger d'un échantillonnage de données trop restreint et plus encore de la subjectivité du chercheur. En vivant au sein d'une caserne militaire, j'ai longtemps eu par exemple l'impression que le swahili était une langue d'usage courant alors que celle-ci n'est maîtrisée que par les soldats et personnes en interactions régulières avec eux. De même, en visitant principalement des centres urbains, et en fréquentant essentiellement des personnes d'un niveau scolaire supérieur, j'avais faussement l'impression que la majorité des Ougandais maîtrisait parfaitement la langue anglaise. Enfin, en travaillant directement comme professeur de français et en étant entourée d'apprenants rêvant de visiter ou d'habiter dans un pays francophone, j'ai sans aucun doute eu une vision magnifiée de l'intérêt des Ougandais pour notre langue. Il aurait sans aucun doute été bénéfique de visiter des régions plus reculées et d'étendre mon cercle de connaissances afin de mieux appréhender les difficultés contextuelles et matérielles de la diffusion du français en Ouganda. De même qu'il aurait été pertinent de collecter des données de manière plus conventionnelle (porte à porte, micro-trottoir...) afin d'obtenir un échantillon plus représentatif de l'ensemble de la population.

La vraie difficulté dans le recueil de données fut bien entendu mon rapatriement de l'Ouganda vers la Guadeloupe en mars 2020. Je n'ai pas pu effectuer le travail d'enquête que j'avais prévu de faire lors des manifestations et des rencontres publiques programmées dans le cadre de la semaine de la Francophonie (celles-ci ont par ailleurs été annulées, et reportées à Mars 2021, puis annulées de nouveau). Mais cette contrainte m'a cependant amenée à faire preuve de plus de créativité. En utilisant les plateformes sociales pour faire des appels à témoignage, j'ai sans aucun doute étendu mon champ de contacts et la richesse des données collectées. De même, je me suis inquiétée du changement d'équipe au sein du SCAC et de l'Alliance française en juillet 2020, et du fait que les personnes intégrées dans la programmation du FSPI ne pourraient pas être disponibles pour les entretiens prévus dans le cadre de mon mémoire. Mais je pense que la participation de nouveaux acteurs m'a permis au contraire d'apporter une perspective neuve et plus critique.

5.3 La découverte des enjeux de la coopération linguistique et éducative

Grâce au projet Bonjour Kampala j'ai pu travailler très étroitement avec l'équipe du SCAC et ai ainsi pu appréhender le rôle et les missions d'un chargé de coopération culturelle et d'un attaché de coopération pour le français. J'ai pu assister à leurs rencontres avec les différents acteurs de l'éducation en Ouganda, et ai compris la complexité de leurs fonctions. Ces experts de l'éducation se doivent aussi d'être de fins diplomates et les enjeux politiques ont sans aucun doute beaucoup d'incidences sur les actions menées.

Cette expérience m'a aussi permis de mieux comprendre les défis liés aux contraintes budgétaires des services de coopération des ambassades. Il s'agit alors pour un COCAC ou un attaché de coopération de faire preuve de créativité pour mettre en place des programmes ambitieux et surtout de s'assurer de leur visibilité. Ce travail de promotion et de communication sur des supports pertinents pour les Ougandais n'a à mon avis pas été suffisamment priorisé dans le passé, et je me réjouis de la dynamique mise en place par la nouvelle équipe. La question reste de savoir si la durée des missions de ces professionnels (entre 2 et 4 ans) est suffisante pour avoir le temps d'insuffler un véritable changement dans un pays étranger. Malgré toutes ces difficultés, le travail au plus proche des équipes de la coopération m'a convaincue de mon souhait de rejoindre un de ces services dans le futur.

Au mois d'août 2020, je suis devenue la directrice pédagogique de l'Alliance française de Kampala. L'obtention de ce poste est directement liée à mon stage au sein de Bonjour Kampala, et à ma participation au sein des différentes actions de coopération de l'ambassade. Je suis donc

consciente que cette expérience fut un tremplin pour ma carrière, et une opportunité de poursuivre mon analyse du contexte éducatif et linguistique de l'Ouganda. C'est un pays qui m'a surprise et bouleversée à de nombreux niveaux. Il s'agit de ma première expatriation en Afrique et malgré les nombreuses ressemblances avec la Guadeloupe (mon île d'origine), l'écart de développement et les contraintes infrastructurelles furent, au départ, difficiles à surmonter. J'ai heureusement réussi à m'adapter et ai eu le plaisir de découvrir la richesse des paysages et de la faune au cours de nombreux voyages dans différentes régions du pays. J'apprécie particulièrement la douceur de vivre et la gentillesse naturelle des habitants. J'ai surtout plus conscience de la réalité des Ougandais en dehors des grandes villes et souhaiterais maintenant contribuer à trouver des solutions de développement pour les jeunes habitants des zones rurales.

C'est à ce titre que je me réjouis de continuer à travailler avec le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Ouganda. L'Alliance française de Kampala a reçu un financement de 100 000 euros dans le cadre du FSPI « Langue française » pour mettre en place des actions de promotion de la langue française, et je suis responsable de la mobilisation de ces fonds. Mon travail consiste notamment à concevoir un programme de français sur objectif spécifique pour les journalistes et les guides touristiques, et à développer deux antennes de l'Alliance en région. Ces deux actions permettront sans aucun doute d'assurer la promotion du français hors de Kampala. Je pense que ma formation académique récente et mon stage au sein de Bonjour Kampala m'aident au quotidien dans le pilotage de ce projet, et dans l'analyse des réponses à apporter aux problématiques du contexte éducatif et linguistique local.

Un des vœux chers à l'ambassade est de développer un véritable réseau d'acteurs travaillant ensemble. Ma double casquette Bonjour Kampala et Alliance française a permis d'introduire l'idée d'un partenariat formel entre ces deux acteurs. Le partenariat formel permettra par exemple de prévoir des heures d'utilisation de la radio pour les étudiants journalistes du programme FOS mis en place, afin qu'ils travaillent la pratique de l'oral dans un environnement qui leur est familier. Je me réjouis d'avance de poursuivre toutes ces activités avec des collègues qui sont devenus des amis et qui partagent une même passion pour l'éducation, l'innovation et l'aide au développement. L'intérêt double du FSPI est que les rapports réguliers nous obligent à une grande rigueur, tandis qu'une réévaluation du financement au bout de 12 mois nous permettra de nous projeter dans un programme encore plus ambitieux. Pour toutes ces raisons, je reste très optimiste quant à l'impact de toutes nos actions.

Conclusion

Nous avons vu que le développement de Bonjour Kampala est un pari audacieux à plusieurs titres. Tout d'abord parce que la webradio a misé sur l'engouement des Ougandais pour le français, dans un pays où tant d'autres langues tentent de s'imposer. A commencer par les langues autochtones qui restent les langues de prédilection dans le cœur de la population. Dans ce contexte, l'anglais, langue internationale et officielle n'a toujours pas réussi à se généraliser dans tout le pays. Le swahili qui est la deuxième langue officielle du pays, et qui pourrait devenir la langue d'intégration régionale avec les pays voisins à, lui, encore plus de mal à trouver sa place. Et il faut également mentionner le chinois et les langues indiennes, compte tenu du poids croissant de la Chine et de l'Inde dans l'économie de l'Ouganda. Malgré tous ces « concurrents », les acteurs de la promotion du français restent convaincus de l'attractivité de cette langue. L'utilisation d'une webradio pour faire la promotion du français est aussi un pari audacieux quand on connaît les insuffisances en infrastructures et en nouvelles technologies de ce pays du Sud. Enfin, il pourrait sembler risqué de miser sur un média naissant pour appuyer une politique de redynamisation d'une langue étrangère et pour tenter de rattraper des années sans véritable investissement et coordination de la politique de coopération éducative et linguistique. Pourtant ce pari a été fait, et après près d'un an de financement, le bilan de Bonjour Kampala est relativement positif.

En s'adressant aux communautés francophones d'Ouganda et aux Ougandais francophiles, Bonjour Kampala a comblé un vide. Elle a ainsi réussi à s'imposer en très peu de temps comme un partenaire de poids pour la diffusion de la langue française. L'engouement des apprenants, enseignants et le soutien de l'équipe du SCAC confirment ce premier bilan. Nous avons pu voir que la stratégie de développement pour rendre le projet viable comporte des points solides : une équipe multiculturelle et jeune et une relative bonne compréhension de l'environnement et des attentes des cibles et partenaires. Le partenariat avec les universités se fait en toute intelligence, notamment grâce à la vision d'un ambassadeur qui a souvent plaidé pour l'harmonisation des objectifs et la force du réseau des acteurs investis dans la promotion du français. Il faut ici souligner l'engagement et le rôle crucial de l'ambassadeur Jules-Armand Aniambossou dans la mise en place de cette nouvelle dynamique de coopération.

Il a été montré qu'après un démarrage de projet à tâtons, des outils de contrôle et d'audit ont été mis en place par les organes de pilotage du FSPI pour garantir une utilisation optimale des fonds alloués. De même, l'attachée de coopération pour le français s'est concentrée sur la

mise en place d'indicateurs qui permettront de vérifier et de mesurer que l'action atteint les résultats attendus. L'équipe de direction de Bonjour Kampala a enfin intelligemment revu sa vision stratégique pour collaborer avec les universités partenaires, tout en allant chercher des partenariats privés et en intensifiant la visibilité de la radio hors du milieu scolaire et académique. Malgré tous ces efforts, nous avons vu que la pérennité du projet Bonjour Kampala est encore en suspens. Pour s'assurer de la durabilité du projet, une réflexion doit être menée sur le profil des auditeurs de la radio et sur l'accroissement de l'audimat. Cette réflexion devrait conduire à de nouvelles pistes de développement, comme un partenariat avec une radio locale déjà existante pour permettre à la structure de se fortifier plus rapidement. On pourra aussi espérer que Bonjour Kampala se déploie très vite sur la bande FM. Si la radio parvient à mettre en place ce nouveau mode de diffusion, elle pourra plus facilement chercher d'autres modes de financement, notamment via une régie publicitaire. De même, le développement d'un mode de diffusion hybride (diffusion hertzienne et en ligne) pourra lui permettre d'atteindre les zones rurales tout en développant des formats vidéo et des outils innovants pour la population plus technophile des centres urbains. Elle pourrait ainsi devenir un modèle de support d'éducation et un formidable retour sur investissement pour les acteurs de la coopération.

L'analyse du contexte dans lequel se développe la politique linguistique éducative ougandaise, de ses enjeux et de la finalité de l'éducation a permis de mettre en exergue la nature profondément politique de la question de l'enseignement des langues en Ouganda. Aujourd'hui, le gouvernement semble faire preuve d'une relative souplesse en valorisant à la fois les langues autochtones et les langues internationales. Il tente de trouver un compromis en investissant dans les langues de la globalisation, tout en tentant de préserver les langues endogènes et de permettre aux individus de rester en phase avec leur communauté et leur identité. Cependant, ce choix n'est pas le plus simple, et ne pourra être réellement « payant » sur le long terme que si des ajustements sont réalisés. Un des ajustements nécessaires étant d'assurer le lien entre la politique formalisée par les institutions et la mise en œuvre de ces politiques au sein des établissements scolaires. Nous avons pu voir qu'il y a une demande croissante des professeurs de FLE et de certains directeurs d'établissement pour que les heures d'enseignement du français, les ressources à disposition des écoles et le choix des options au niveau secondaire soient réajustés pour permettre au français de redevenir une langue attractive pour les élèves et pour leurs parents. Un travail de réflexion du ministère de l'Éducation est la condition sine qua non pour que le réajustement se fasse au plus vite et que les efforts mis en place au cours des deux années du projet FSPI se

pérennisent. La réussite de cette collaboration passe donc par un travail de concertation avec tous les acteurs de la coopération éducative et linguistique du gouvernement français.

Enfin, on peut parier qu'en Ouganda, comme ailleurs, les populations continuent à comprendre que la connaissance universelle est à la fois une et plurielle : elle est donc disséminée dans toutes les langues en présence, africaines comme internationales. C'est en supprimant la dichotomie entre savoir endogène et savoir exogène, entre tradition et modernité, et en se donnant de véritables moyens pour valoriser les savoirs locaux, que le pays parviendra à réduire les inégalités. Cette dernière réflexion permet de penser que l'appel à plus d'investissement dans le développement des nouvelles technologies et l'intégration du pays dans l'ère numérique ne viendront pas heurter la valorisation des langues locales et pourront au contraire lui permettre de mieux respecter l'identité singulière des différentes communautés locales.

Bibliographie

ATTALI, J. (2014). La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable, Rapport à François Hollande, président de la République française, In : <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/144000511.pdf>.

ABOULO, C.R (2006). L'Afrique, les langues et la société de la connaissance, C.N.R.S. Editions, « Hermès, La Revue » 2006/2 n° 45, pp. 165-172.

ADAM, M. (2010). « Les minorités d'origine indo-pakistanaise au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda », Transcontinentales [Online], n° 8/9 | 2010, document 3, Online since 31 December 2010, connection on 27 September 2021. URL: <http://journals.openedition.org/transcontinentales/788>.

ADEN J. (2009). « Improvisation dans le jeu théâtral et acquisition de stratégies d'interaction. », in J. Aden (éd.), Didactique des langues-cultures : univers de croyance et contextes, Paris : Manuscrit Université, 77-99.

AGIER, M. (2004). La sagesse de l'ethnologue. Paris: Armand Colin.

AMEGBLEAME, S. (1986). La littérature orale comme mode de connaissance et méthode d'investigation. Présence Africaine, (139), nouvelle série, 41-56. Retrieved October 18, 2020, from <http://www.jstor.org/stable/24351123>

ARBORIO, A-M. & FOURNIER, P. (2010). L'enquête et ses méthodes : l'observation directe. Paris : Armand Colin, Collection 128.

ATCERO, M. (2013). Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le développement de l'expression orale en français sur objectif spécifique (FOS) dans le contexte ougandais. Thèse de doctorat sous la direction de Jean-Paul Narcy-Combes. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III.

ATCERO, M. (2016). « Plurilinguisme et sociétés dans la région des Grands Lacs », Synergies Afrique des Grands Lacs n° 5, pp. 13-25.

AUROUX, Sylvain (1994). La révolution technologique de la grammatisation. Liège : Mardaga, Coll. « Philosophie et Langage »

AWOKOU, K. (2007). Enseignement télévisuel et radio éducation en Afrique occidentale francophone de 1960 à 1980, un bilan contrasté. Adjectif.net Mis en ligne vendredi 8 juin 2007 [En ligne] <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article13>

BA, E. (2013). Impact des médias sur l'émancipation des femmes au Sénégal. Approche historique (1960-2010). Thèse de doctorat sous la direction de Sudel Fuma. Université de la Réunion.

BAKRY KEBE, A. (2011). Le rôle des radios privées dans les dynamiques des langues en Afrique francophone (Sénégal) : interaction entre situation sociolinguistique et processus de création lexicale. Thèse de doctorat sous la direction de François Gaudin et de Papa Alioune Ndao. Université de Rouen.

- BALDAUF, R. B. & KAPLAN, R. B. (2003). Language policy decisions and power: Who are the actors? In P. M. Ryan and R. Terborg (eds.). *Language: issues of inequality*. Universidad Nacional Autonoma de Mexico, Mexico City, pp. 19-37.
- BIEBUYCK, B. ; BORNAND, S. ; LEGUY, C. (dir.) (2008). *Pratiques d'enquêtes*. Cahiers de Littérature Orale, n° 63-64, Publication Langues O'.
- BLANCHET, P. (2003). Contacts, continuum, hétérogénéité, polynomie, organisation « chaotique », pratiques sociales, interventions ... quels modèles ? : pour une (socio)linguistique de la « complexité ». *Cahiers de sociolinguistique*, n° 8, pp. 279-308.
- BLANCHET, P. (2012). *Linguistique de terrain, méthode et théorie : Une approche ethno-sociolinguistique de la complexité*. Presses Universitaires de Rennes.
- BECKER, J.M. (2014). "Attitudes towards mother tongue education in Uganda: "you try to make sure that our children remain Backward", ECAS 2013 5th European Conference on African Studies, In: *African Dynamics in a Multipolar World*, Centro de Estudos Internacionais do Instituto Universitário de Lisboa.
- BOGDAN, R., et TAYLOR, S.J. (1975). *Introduction to qualitative research method: a phenomenological approach to the social science*. New York: Wiley.
- BOGUI, M. J-J. (2007). *Intégration et usages des Technologies de l'information et de la Communication (TIC) dans l'Éducation en Afrique : Situation de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire (2003-2005)*. domain_stic. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III.
- BONFIGLIO, A. (2010). *Learning outside the classroom: non-formal refugee education in Uganda*, In: *NEW ISSUES IN REFUGEE RESEARCH*, Research Paper No. 193, International Migration Institute Oxford Department of International Development University of Oxford.
- BOYER, H. (1990). "Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques. Éléments de définition et parcours documentaire en diglossie". *Langue française*, n° 85.
- BOURDIEU, P. (1982). *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- BOUTET, J. & GADET, F. (2003). *Pour une approche de la variation linguistique*. *Le français aujourd'hui*, 143, 17-24.
- BUWEMBO, J. (2018). Kill that mother tongue, or conserve it? That, in 'English' Uganda, is the question, In. *The East African*, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/oped/comment/kill-that-mother-tongue-or-serve-it-that-in-english-uganda-is-the-question--1394948>.
- CALVET, L-J. (1987). *La guerre des langues et les politiques*. Payot, Paris.
- CALVET, L-J (1993). *La sociolinguistique. Que sais-je ?* PUF, Paris.
- CALVET, L-J (1996). L.-J. Calvet, « Une ou deux langues ? Ou le rôle des représentations dans l'évaluation des situations linguistiques ». *Études créoles*, XIX, 2.

CALVET, L-J. (1999). Pour une écologie des langues du monde. Paris : Plon.

CALVET, L-J. & DUMONT, P. (dir.) (1999). L'enquête sociolinguistique, Paris : L'Harmattan.

CALVET, L-J. (2002). Le marché aux langues, les effets linguistiques de la mondialisation. Paris : Plon.

CANUT, C. (2007). Une langue sans qualité. Limoges : Éditions Lambert Lucas.
http://www.lambert-lucas.com/wp-content/uploads/2020/02/une_langue_sans_qualite_oa.pdf

CANUT, C. (2010). « A bas la francophonie ! » De la mission civilisatrice du français en Afrique à sa mise en discours postcoloniale, *Langue française*, n° 167, 2010/3, pp. 142-143.

CUQ, J.-P. (1989). Français langue seconde : essai de conceptualisation. In. *L'Information Grammaticale*, n° 43, pp. 36-40.

CHISHIBA, G. (2006). La didactique comparée de l'écrit en langues nationales, en anglais et en français chez les adolescents/adultes en Zambie. Thèse de doctorat sous la direction de Jean-Emmanuel Le Bray. Université Stendhal Grenoble 3.

DE SWAN, A. (1988). « The dynamics of language spread ». In : *Language problems and Language planning*. Benjamin, Amsterdam, Pays-Bas, pp.63-75.

DE FÉRAL, C. (2010). « Les "variétés" du français en Afrique. Dénominations, stigmatisations, réification : à qui la faute ? ». In. *Cahiers de sociolinguistique*, n 15, pp. 41-53.

DESMURGET, M. (2019). La fabrique du crétin digital : les dangers des écrans pour nos enfants, Paris : Editions du Seuil.

DOUCET, C. (2011). Quelles contextualisations pour l'enseignement du français hors de France ? Thèse de doctorat sous la direction de Véronique Castellotti. Université de Tours.

DREZET, P. (2012). Les enjeux de la francophonie d'une communauté de langue à une communauté de destin, 2012.

EBA'A, G. (2010). Regards sur les pratiques et usages linguistiques des Camerounais sur Internet. In P.A. Ndao & A. B. Kébé (dirs.) *Nouveaux médias et dynamiques des langues dans l'espace francophone*. Gottopol n°14.

FERGUSON, C. (1959). Diglossia. In. *Word*, n°1, pp. 325-340.

GAZEAU-SECRET, A. (2009). Renforcer le soft power à la française en valorisant notre diversité. *Revue internationale et stratégique*, 73, 127-130.

GOLAZ, V., MÉDARD, C., MWANGI, S. & Équipe M-PRAM, (2016). Ouganda, les jeunes dans la région du lac Albert : Attentes, revendications identitaires et nouvelles opportunités économiques. *Afrique contemporaine*, 259(3), 95-114. <https://doi.org/10.3917/afco.259.0095>

- GRILHOT, G. (2018). « En Ouganda, l'école universelle en examen », In. Le Monde. [En ligne] URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/en-ouganda-l-ecole-secondaire-universelle-en-examen_5247761_3212.html
- HASABA, S. (2014). Women and poverty eradication efforts in Uganda: Why is ending gendered poverty still farfetched? In Falola, T. and Abidogun, J., eds. Education, creativity, and economic empowerment in Africa. Palgrave Macmillan, pp. 43-59.
- HAUGEN, E. (1973). « The curse of Babel ». In: Bloomfield & Haugen, Einar (Eds.) Language as human problem. W.W Norton, New York, pp. 33-43.
- HASSAN, R. (2020). Education en Ouganda, In: World Education News & Reviews, publié le 8 octobre 2020, <https://wenr.wes.org/2020/10/education-in-uganda>
- HERON, P.-M. et LINARES, S. (dir.), (2013). Cocteau et le média radiophonique, Éditions Minard-Lettres modernes, Revue des lettres modernes, Série Cocteau n° 7, 2013. Récupéré de : <http://www.jeancocteau.net/wiki/doku.php?id=montpellier1>
- JACQUET, P. (2006). Les enjeux de l'aide publique au développement. Politique étrangère, hiver (4), 941-954. <https://doi.org/10.3917/pe.064.0941>
- KATO, H., LUCET, A. & PASBEAU, L. (2018). Le soft power à la française : un enjeu de puissance, Portail de l'IE, Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique.
- KERBRAT-ORECCHIONI, C. (1998). « La notion d'interaction en linguistique : origine, apports, bilan », dans CHISS J.L. et PUECH C. (dir.), *La linguistique comme discipline en France*, n°117 de *Langue française*, pp.51-67.
- KHVILON, E. & PATRU, M., (2002). Technologies de l'information et de la communication en éducation : un programme d'enseignement et un cadre pour la formation continue des enseignants, UNESCO, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000129538_fre
- LAITIN, D. (1988). « Political culture and political preferences ». In : American Political Science review, n°82, pp. 589-593.
- LECLERC, J. (2019). L'aménagement linguistique dans le monde, Ouganda. CEFAN, Université Laval, [En ligne] mis en ligne le 15 avril 2019, consulté le 28 mars 2020. URL: <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/ouganda.htm>
- LECONTE, A. (2014). La fabrique des politiques linguistiques. Thèse de doctorat sous la direction de Louis-Jean Calvet. Université de Provence.
- LE DEUFF, O. (2011). La formation aux cultures numériques. Une nouvelle pédagogie pour une culture de l'information à l'heure du numérique. Limoges : FYP Editions.
- LEVAUX, M-B. (2018). Le rôle de la France dans une francophonie dynamique. Avis du Conseil économique, social et environnemental, Journal officiel de la République Française https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2018/2018_01_francophonie.pdf

LEXANDER, K. V. (2010). Le wolof et la communication personnelle médiatisée sur Internet à Dakar. In P.A. Ndao & A. B. Kébé (dirs.) Nouveaux médias et dynamiques des langues dans l'espace francophone. Gottopol n°14.

LIRA, M. (2001). Les représentations de la langue construites en langue maternelle et les transferts en langue étrangère. *Éla. Études de linguistique appliquée*, n° 121(1), pp. 63-69.

MARTINET, A.C. (coord.) (1990). Epistémologie et Sciences de Gestion. Paris : Economica

MAUREL, C. (2011). La radio et la télévision au service de l'éducation et du développement en Afrique, Analyse de l'action de l'Unesco dans les années 1960-1970, In : *Africultures.com*, publié le 28 février 2011. <http://africultures.com/la-radio-et-la-television-au-service-de-leducation-et-du-developpement-en-afrique-9977/>

MAZAURIC, C. & SIREJOLS, E. (2003). On y va ! Méthode de français. Paris : CLE International

MAZIERES, F. (2009). Les contextes et les domaines d'intervention de l'attaché de Coopération pour le Français, une enquête en Colombie : regards sociolinguistiques et didactiques. Thèse de doctorat sous la direction de Daniel Véronique. Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris III

MIGUEL ADDISU, V. (2011). Lecture altéro-réflexive d'une recherche doctorale impliquée : notes ethno-sociolinguistiques. Dans F. Leconte (dir.). Les pérégrinations d'un gentilhomme linguiste, *Glottopol*, 18, pp. 78-93.

MOEGLIN, P. (2010). Les industries éducatives. France : PUF, Collection : Que sais-je ?

MOHAMED S-K., (2016). Chapitre 1 : langue maternelle, langue étrangère et langue seconde, In : *Linguistique et didactique* (blog), publié le 7 novembre 2016, <https://souad-kassim-mohamed.blog4ever.com/chapitre-1-langue-maternelle-langue-etrangere-et-langue-seconde>

MONTENAY, Y. (2018). « L'Afrique entre multilinguisme et plurilinguisme : analyse dynamique de la situation linguistique ». Troisième édition du Colloque international pluridisciplinaire : Éducation – Linguistique – Didactique & Cultures, 4,5 et 6 avril 2018, Université du Ghana, Legon, Laboratoire DELLA du Département de français.

MOYI, P. (Août 2013). "Fréquentation et achèvement de l'école primaire chez les enfants d'âge scolaire inférieur en Ouganda". *Problèmes actuels en éducation*. Pp. 1-16. Éducation en Ouganda.

https://www.researchgate.net/publication/286822652_Primary_School_Attendance_and_Completion_Among_Lower_Secondary_School_Age_Children_in_Uganda

NAHIR, M. (1984). Language planning goals: a classification. In : *Language, problems and language planning (LPLP)* 8:3, pp. 294–327

NDAO, P. A. & KÉBÉ, A. B. (dirs.) (2010). Nouveaux médias et dynamiques des langues dans l'espace francophone. Gottopol n°14 [En ligne] <http://www.univrouen.fr/dyalang/glottopol/>

- NDINGA NGOMA, J. (2019). RDC-Ouganda : la sécurité, grand enjeu des routes transfrontalières en vue, Africanews, Infos. Publié le 11 novembre 2019, <https://fr.africanews.com/2019/11/11/rdc-ouganda-la-securite-grand-enjeu-des-routes-transfrontalieres-en-vue/>
- NIYOMUGABO, C. (2004). Attitudes, pratique et représentation du français à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kigali. Mémoire de DEA : Université de Rouen.
- PHILLIPSON R. (2000). Linguistic imperialism. Oxford University Press.
- RASTIER, F. (2012). Lire les textes de Saussure. In *Langages*, 185, pp. 7-20.
- RICARD, A. (2009). Le kiswahili, une langue moderne. Karthala, Paris.
- RICENTO, T. (2000). Historical and theoretical perspectives in language policy and planning. In : *Journal of sociolinguistics*, vol.4, n°2, pp196-213
- SABITI, B. (2014). Uglish, Dictionary of Uganda English, ed. Jean-Claude Mugunga, Kampala.
- SAKPANE-GBATI B., (2011). « La démocratie à l'africaine », *Éthique publique* [En ligne], vol. 13, n° 2, mis en ligne le 30 octobre 2012, consulté le 26 décembre 2020. URL: <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/679>
- SAÏDANE, D. & EZO'O, V. (2015). Mondialisation en Afrique : véritable intégration ou simple vue de l'esprit ? *Techniques financières et développement*, 118, pp. 93-100.
- SAPIR, J. D. (1965). A Grammar of Diola-Fogny. A Language Spoken in the Basse Casamance Region of Senegal. Cambridge : Cambridge University Press.
- SAUSSURE F. de (1972). Cours de linguistique générale, publié par Charles Bally et Albert Sechehaye, avec la collaboration de Albert Riedlinger. Paris : Payot.
- SAUSSURE, F. de (2003). *Ecrits de linguistique générale*. Paris : Gallimard.
- SEBUYUNGO, E. (2021). L'influence de l'anglais chez les professeurs ougandais de français dans un groupe WhatsApp, *Synergies Afrique des Grands Lacs* n° 10 - 2021 p. 93-108. [En ligne] URL : https://gerflint.fr/Base/Afrique_GrandsLacs10/sebuyungo.pdf
- SKUTNABB-KANGAS T. & PHILLIPSON, R. (ed.) (2017). *Language rights*. Routledge. Critical concepts in language studies series.
- SPOLSKY, B. (2009). *Language management*. Cambridge, New York : Cambridge University Press.
- STASAVAGE, D. (2005). « Le rôle de la démocratie dans le passage de l'Ouganda à l'enseignement primaire universel » (PDF). *Le Journal des études africaines modernes. Éducation en Ouganda* - https://fr.qaz.wiki/wiki/Education_in_Uganda

TRIMAILLE, C. & MATTHEY, M. (2020). Catégorisations In : Sociolinguistique du contact : Dictionnaire des termes et concepts [en ligne]. Lyon : ENS Éditions (généré le 03 mai 2020). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/enseditions/12414>

URBAIN J.D., (1982). La langue maternelle, part maudite de la linguistique ? In : *Langue française*, n°54. Langue maternelle et communauté linguistique. Sous la direction de Émile Genouvrier et Nicole Gueunier. pp. 7-28.

VERDELHAN-BOURGADE (2014), « Programmes et instructions officielles pour le français en Afrique francophone. Un rapport ambigu à la décolonisation ». Mots. Les langages du politique, n°106. Online since 31 December 2016, connection on 22 October 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21760>

VIAUT, A. (1996). "L'occitan gascon à la radio et à la télévision dans le Val d'Aran" (avec J.J.Cheval). In : Viaut, A. (dir.). *Langues d'Aquitaine : dynamiques institutionnelles et patrimoine linguistique*. Bordeaux : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp. 259-263.

VIGNER, G. (2001). Enseigner le français comme langue seconde. CLE International.

VOULGRE, E. & NETTO, S. (2016). La radio scolaire : quelles formations pour les maîtres au Burundi et en France ? *Sticef*, vol. 23, n° 1, pp. 77-108.

YIBOE, K.T. (2009). « Politique linguistique et enseignement bilingue au Ghana ». In : *Glottopol : revue de sociolinguistique en ligne*, n° 13, juillet 2009.

Rapports et publications en ligne

ICT Teachers Association of Uganda (ITAU), Ten Challenges Facing Implementation of ICT Education in Ugandan Schools, article publié par Rogers Mukalele le 15 avril 2018. [En ligne] URL : <https://www.ictteachersug.net/tenchallengesofictinuganda/>

IOM Uganda 2018 Annual Report, International Organization for Migration, The UN Migration Agency, Kampala. [En ligne] URL : <https://uganda.iom.int/publication/iom-uganda-2018-annual-report>

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, et de l'Innovation, Venir étudier en France, "Bienvenue en France" : la stratégie d'attractivité pour les étudiants internationaux. 1ère publication : 19.11.2018 - Mise à jour : 8.04.2019, <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid136251/-bienvenue-en-france-la-strategie-d-attractivite-pour-les-etudiants-internationaux.html>

Radio France Internationale (RFI). Les Français lorgnent sur l'Ouganda, Podcast Afrique économie, [En ligne] Publie le 19 décembre 2017, consulte le 17 mars 2020. URL: <http://www.rfi.fr/fr/emission/20171220-investisseurs-francais-ouganda-entreprises>

Research ICT Africa (2019). The state of ICT in Uganda, Policy Paper Series No. 5 After Access: Paper No. 8. [En ligne] URL : https://researchictafrica.net/wp/wp-content/uploads/2019/05/2019_After-Access-The-State-of-ICT-in-Uganda.pdf

The Independent, The New curriculum, Cover Story, In The Magazine, The News Today, publié le 17 février 2020. <https://www.independent.co.ug/the-new-curriculum/>

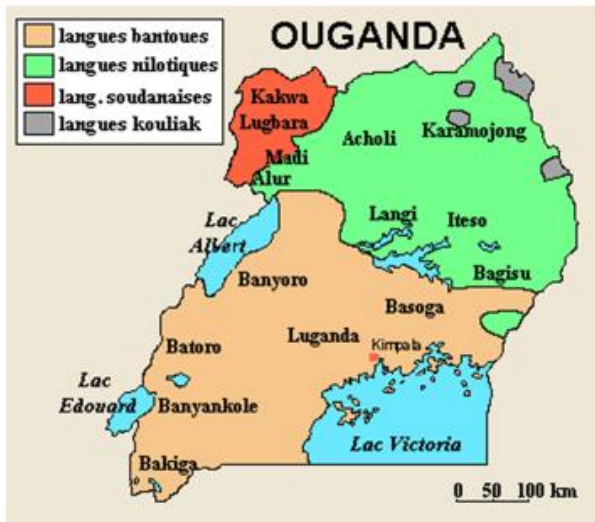
UNESCO Ad Hoc Expert Group on endangered languages, 2003. Language Vitality and endangerment, document submitted to the international expert meeting on UNESCO programme safeguarding of endangered languages Paris, 10-12 March 2003

Annexes

Annexe 1- Informations géographiques et démolinguistiques

Annexe 5- A

Répartition géographique des langues africaines



Annexe 5- B



Annexe 2- Exemples de supports de communication en anglais et langues locales

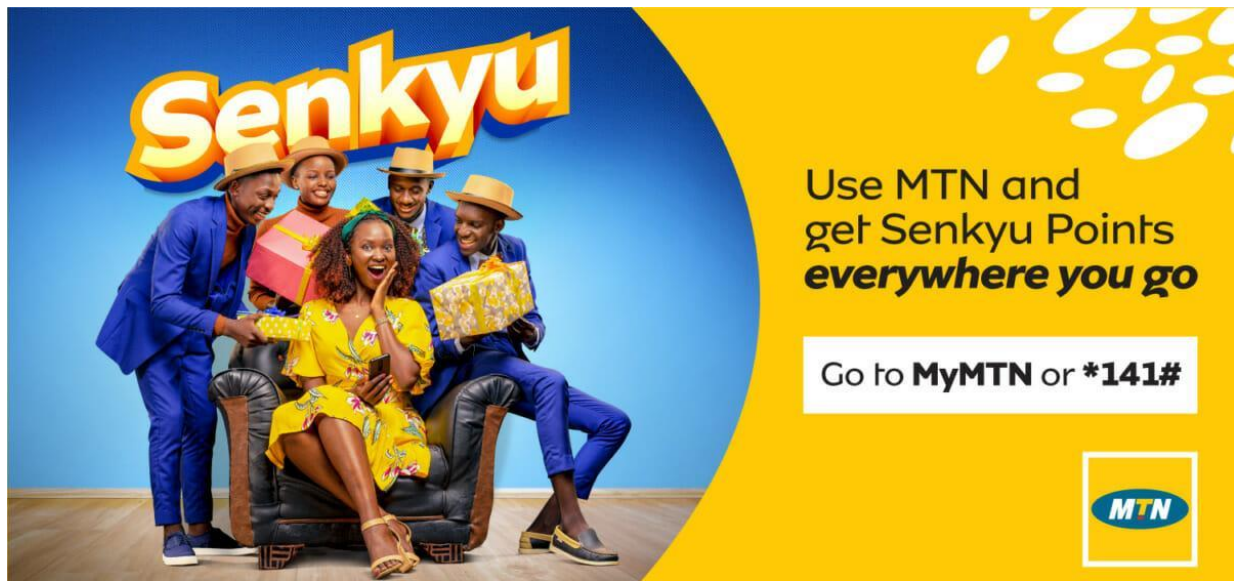
Annexe 2A- Publicités et presses ougandaises en anglais



Annexe 2B- Journaux et promotion de médias en langues africaines



Annexe 3- Exemple publicité compagnie de télécommunication (Thank you/Senkyu)



T & Cs apply. For more information, call MTN customer care on 100 (Toll Free). MTN Uganda is regulated by the Uganda Communications Commission, reachable on 0800222777 (Toll Free).

Annexe 4 - Exemples de mots et expressions en Uglish (anglais ougandais)

UGLISH	EXPLICATIONS EN ANGLAIS	ÉQUIVALENT EN FRANÇAIS
<i>"Please extend"</i>	When looking for a little space to sit down, Ugandans will say, "Please extend!" for you to move to create some space.	Vous pouvez me faire un peu de place s'il vous plait ?
<i>"Hi, you are lost"</i>	It is a classic greeting line in Uganda. This is a friendly means of saying, 'Hey, I haven't seen you in awhile.'	Tu avais disparu !
« Well done »	This is based on the Luganda greeting 'Gyebaleko' which is translated, 'thanks for your work'. It has nothing to do with achievement, real or imagined.	Merci pour ton aide
<i>"You Get?"</i>	When someone wants to know whether you have understood, they will ask, "You get?" meaning did you understand it?	Tu comprends ?
<i>« A ka-man"</i>	In Luganda the prefix <i>ka-</i> before a noun denotes smallness	Un homme de petite taille

Annexe 5- Les débuts de Bonjour Kampala

5A- La radio en quelques chiffres (Avril 2020)



4



Annexe 5B- Extrait de la grille de programmation

 <p>SOCIAL</p> <p>L'École des Femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> Portraits de femmes qui agissent pour changer les choses dans leur communauté. Promotion de l'éducation des filles et des femmes en Ouganda 	 <p>CULTURE</p> <p>Pyramide artistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Une émission musicale présentée par Derfina Kabongo. Derfina reçoit un invité et discute de sa musique et de ses projets à venir. <p>Le rendez-vous</p> <ul style="list-style-type: none"> Au programme : littérature et entretien avec des artistes 	 <p>ACTUALITÉ</p> <p>L'invité de Bonjour Kampala</p> <ul style="list-style-type: none"> L'interview d'une personnalité locale et un focus sur les dernières actualités de Kampala. De l'information audio et écrite pour suivre l'actualité de la communauté francophone en Ouganda sur notre blog 	 <p>FLE</p> <p>Français Langue Etrangère</p> <ul style="list-style-type: none"> Émissions d'enseignement et d'apprentissage. Du contenu pédagogique et culturel pour mieux découvrir la langue française et les cultures de la francophonie.
--	---	--	---

5



Annexe 6- Bonjour Kampala en images

6A- Réunion d'équipe (janvier 2021)



6B- Enregistrement studio- Elèves de l'Ecole Française (septembre 2019)

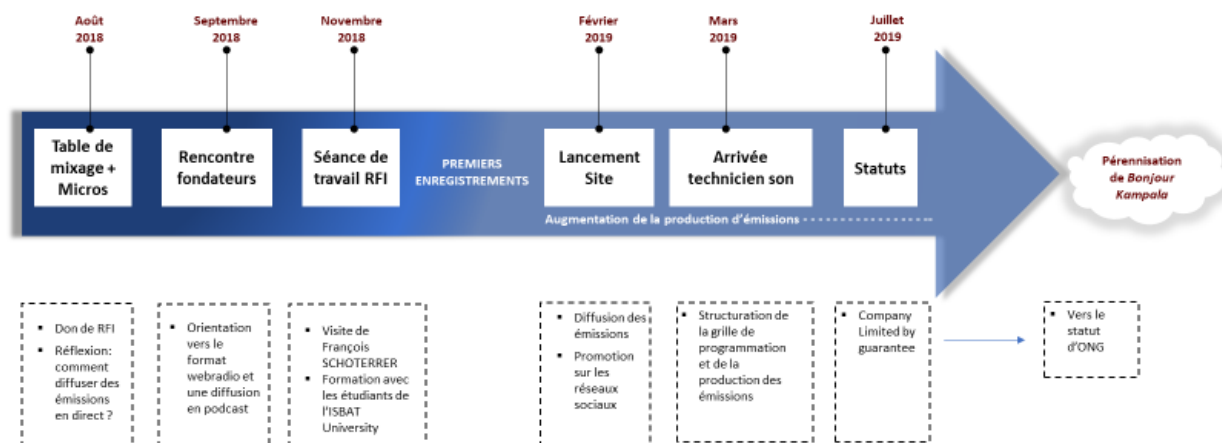


6C- Enregistrement événement extérieur (décembre 2020)



Annexe 7- Eléments constitutifs de la demande de financement FSPI

Annexe 7A- Chronologie de la demande de financement



Annexe 7B- Extrait budget FSPI (Première année)

Composante 2 : le Français, langue de communication : professionnaliser la 1^{ère} web radio francophone en Ouganda et diffuser une information multiculturelle indépendante sur le territoire		40,913 €
2.1 : Investir dans les équipements et la production : matériel audio et vidéo, enregistrement, défraiement et rémunération de l'équipe		
Achat de matériel et logiciels	ordinateur	1,300 €
	matériel enregistrement x2	645 €
	matériel son	2,735 €
	matériel vidéo	1,500 €
	logiciels	1,315 €
Streaming	maintenance site web	1,500 €
	streaming (PC, logiciel, abonnements, encodeur, disque dur)	2,660 €
2.2 : Former l'équipe aux pratiques journalistiques déontologiques : formation en management, formation technique		
Formation technique	formation sur site (RSF) du management et du technicien	1,300 €
Formation vidéo	formation vidéo	400 €
2.3 : Diffuser les contenus culturels sur le territoire : i) soutien technique, ii) réalisation d'outils de communication, sensibilisation des élèves aux métiers de la radio, programme en région		
Réalisation d'objets publicitaires et communication	pull up x2	110 €
	cartes de visite	40 €

Annexe 8- Fiches pédagogiques Bonjour Kampala

Annexe 8A- Exemple fiche apprenants

Fiche 5 Apprenant



Apprendre le
français
avec Bonjour
Kampala

Compréhension
orale A2

Document de travail :
interview de Justine
Audrain

1 MISE EN ROUTE : OBSERVEZ LE DOCUMENT CI-DESSOUS



- Qu'est-ce que vous voyez sur cette affiche ?
- Qu'est-ce que c'est le changement climatique ? Quelles sont les manifestations du changement climatique en Ouganda ?
- Connaissez-vous la COP21 ?

2 COMPRÉHENSION GÉNÉRALE : ÉCOUTEZ UNE PREMIÈRE FOIS L'INTERVIEW DE JUSTINE AUDRAIN ET RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES

 [Cliquez ici pour écouter](#)

A- Combien de spécialistes ont participé au panel ?

- 5 7 15

B- Quelles sont les deux perspectives qui n'ont pas été présentées à la conférence ?

- Le logement L'alimentation La finance
 La ville L'urbanisme Les transports

C- Les discussions de la conférence ont duré

- 30 minutes 45 minutes
 90 minutes

D- Où se déroule la rencontre de la COP-25

- Londres

Annexe 8B- Exemple fiche enseignant

Fiche 5 Enseignant



Apprendre le français avec Bonjour Kampala

Compréhension orale A2
Adultes
2h

Objectifs de la fiche :

Objectifs socioculturels :

- Découvrir le métier de consultant en urbanisme vert
- Connaître les effets du changement climatique
- Connaître les conférences des parties (COP 21 et COP 25)

Objectifs linguistiques :

- Les pronoms relatifs simples
- Le lexique de l'environnement

Objectifs communicatifs :

- Comprendre une interview radio
- Savoir résumer des informations complexes

Support de travail :

Justine Audrain – La ville durable et le changement climatique

Lien : <https://bonjourkampala.com/podcast/invite-de-bonjour-kampala/>

Extrait : jusqu'à 7min29

Sujet : l'invité de Bonjour Kampala est aujourd'hui à l'Alliance Française de Kampala. À l'occasion du quatrième anniversaire de la COP21 célébrée ce 12 décembre, l'Ambassade de France en Ouganda et l'Alliance Française de Kampala ont organisé une conférence-débat ayant trait à la ville durable et au changement climatique. Bonjour Kampala était également de la partie et notre invitée Madame Justine Audrain, française, consultante, spécialiste urbaine et directrice des projets s'est entretenue avec Thomas Mbusa Letakamba au sortir de cette conférence.

Pour les élèves, imprimez la fiche 5 apprenant disponible sur notre site.

Annexe 8C- Interview RFI sur le projet Langue Francaise de Bonjour Kampala



Invitée / cousine du Club RFI : **Magaly Losange**, professeure de français et responsable de projet promotion langue française à 'Bonjour Kampala', la première radio francophone en Ouganda.



La cousine du Club RFI, Magaly Losange. Collection personnelle/Magaly Losange

Musique : "Stop Corona", Young B. Jonathan

Pour suivre le concert du Club RFI Nakivalé, le 20 juin 2020, dans le cadre de la journée mondiale des réfugiés.

- [Facebook Club RFI Nakivalé](#).



Annexe 9- Partenariat avec les enseignants et les universités

Annexe 9A- Photo des gagnants du Challenge du numérique (novembre 2020)



Annexe 9B- Formation des professeurs stagiaires de l'université de Kyambogo (déc. 2020)



Annexe 9C- Signature d'une convention avec l'université MUBS (avril 2021)



Annexe 10- Enquêtes apprenants

Annexe 10A- Profil des informateurs

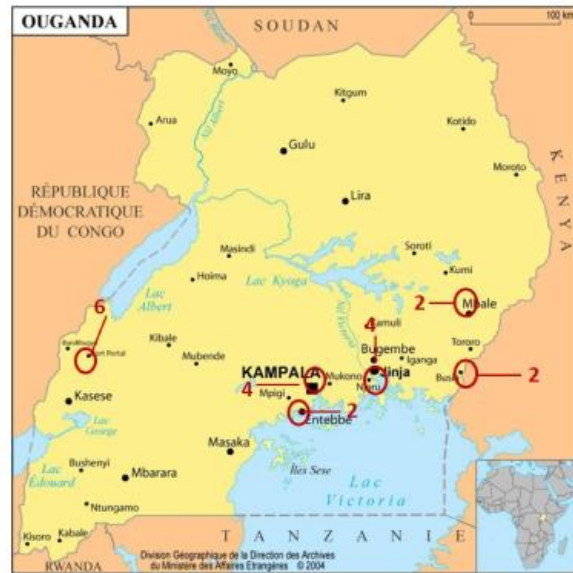
Annexe 1- A

Localisation de l'Ouganda sur le continent

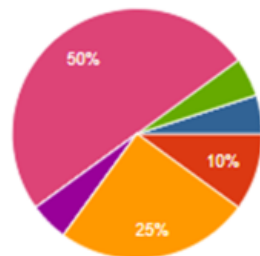


Annexe 1- B

Villes d'origine des participants à l'enquête



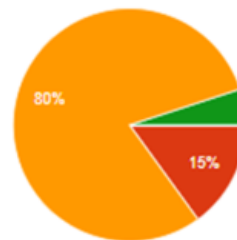
Plus haut niveau d'éducation atteint



- No formal education
- Some high school, no diploma
- High school graduate, diploma or the...
- Some college credit, no degree
- Trade/technical/vocational training
- Associate degree
- Bachelor's degree
- Master's degree

Annexe 1- C

Tranches d'âge



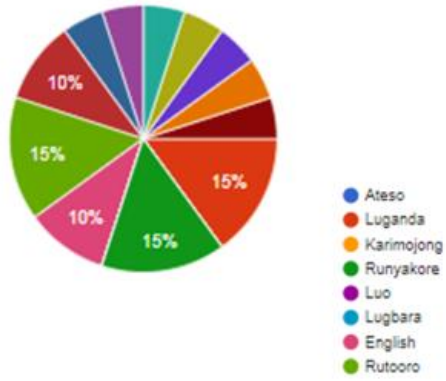
- 12-17 years old
- 18-24 years old
- 25-34 years old
- 35-44 years old
- 45-54 years old
- 55-64 years old
- 65-74 years old
- 75 years or older

Annexe 1- D

Annexe 10B- Langues maternelles et langues d'éducation

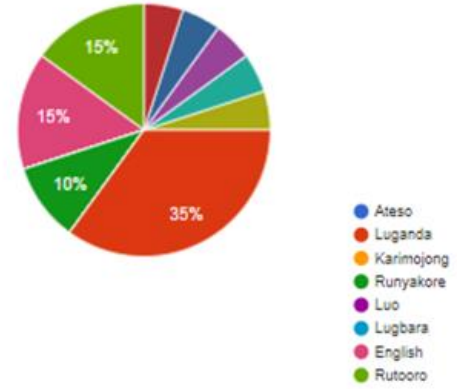
Annexe 2- A

Principale langue utilisée pendant l'enfance dans le foyer

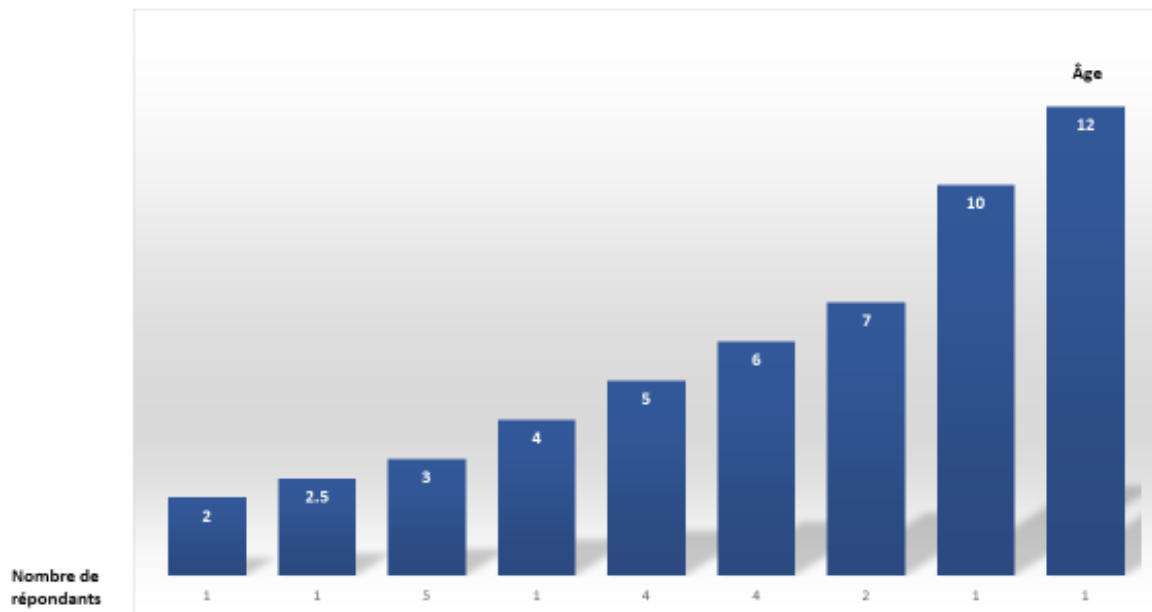


Annexe 2- B

Langue utilisée pendant les trois premières années d'enseignement primaire

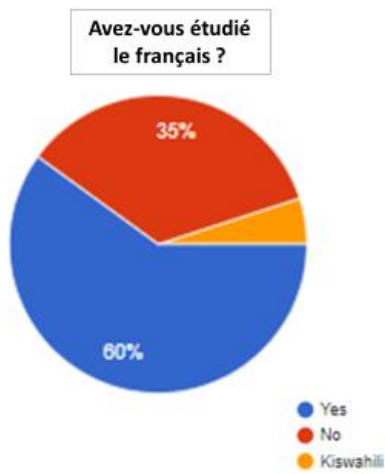


Quel âge aviez-vous quand vous avez commencé à apprendre l'anglais ?

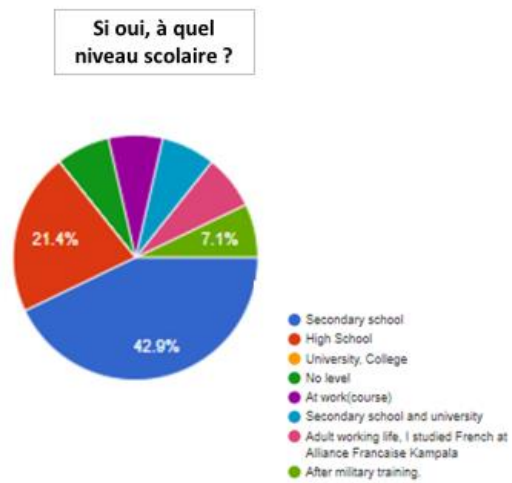


Annexe 2- C

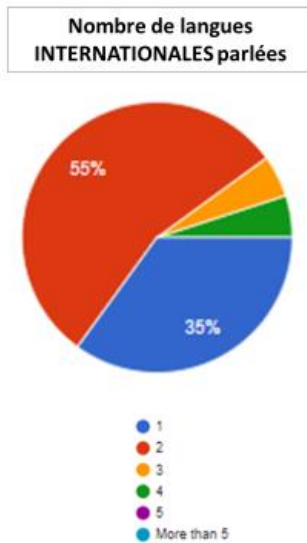
Annexe 10C- Compétences linguistiques



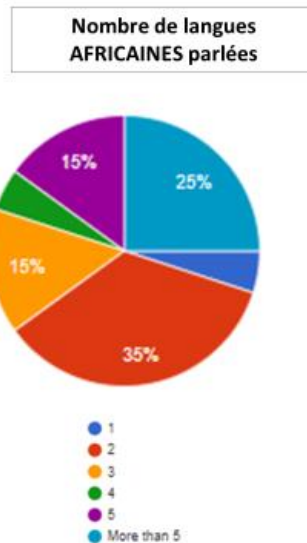
Annexe 3- A



Annexe 3- B



Annexe 4- A



Annexe 4- B

Annexe 10D- Extraits des réponses de l'enquête

Would you prefer your kids to study exclusively in English? Why? (Préfereriez-vous que vos enfants étudient exclusivement en anglais ? Si oui, pourquoi ?)

OUI	NON
Yes	No, because my child may not know their mother tongue
Yes... because its our official language	No. My kids should have the opportunity to learn more than one language.
Yes because it's the national official language	No. Their culture can get lost in the long run.
Yes simply because its a language which most people to communicate	No.. All languages are vital.
Yes, that's what I want	No. They need to understand other local and international languages for fair competition globally
Yes because its the most spoken language worldwide.	Not exclusively, English is the Official Language of Uganda but learning other languages is for important for beneficial multi-cultural interactions.
Yes . This is language international	No, learning more languages leads to more opportunities.
Yes	No
Yes, easier to communicate	No...I would love them to know more than two languages

Annexe 11- Enquête professeurs (aperçu formulaire en ligne)



Enseigner le français avec la radio
Bonjour Kampala

Questionnaire professeurs

Bonjour Kampala est la première radio francophone en Ouganda. Elle est disponible sous forme de podcasts sur le site bonjourkampala.com. Sur le modèle de RFI Savoirs ou TV5 Monde, nous souhaitons vous aider à mettre en place des cours de français à partir de nos émissions radio. L'objectif étant de stimuler la compréhension orale de vos apprenants et de favoriser l'essor de l'utilisation des TICE.

Les TICE (technologies de l'information et de la communication pour l'éducation) recouvrent les outils et produits numériques pouvant être utilisés dans le cadre de l'enseignement: QCM interactif, dictionnaire en ligne, tableau numérique interactif, tablettes ...

Nous vous remercions par avance de votre participation. Vos réponses nous seront utiles pour vous offrir des outils pertinents et performants.

*** Required**

Dans quelle ville travaillez-vous ? *

Annexe 12- Guide d'entretien pour les responsables d'universités

NOTES PERSONNELLES

- Réexpliquer les raisons de l'entretien (recherche personnelle dans le cadre de mes études)
- Réexpliquer le but de l'entretien (travail sur le métier d'enseignant de français en Ouganda et l'utilisation de nouveaux supports pédagogiques)
- L'enquête aura accès aux résultats s'il le souhaite
- L'anonymat sera préservé

Présentation de l'entretien à l'enquêté :

- Cet entretien va durer environ 1 heure
- D'abord, je vais vous laisser présenter votre profession actuelle et les activités sur lesquelles vous travaillez dans le cadre de l'enseignement du français, et décrire les attentes de vos apprenants
- Ensuite, je vais vous demander de décrire les infrastructures dont dispose votre établissement et le niveau de pénétration des TICE dans votre établissement
- Nous reviendrons sur l'évolution du support du SCAC et de la coopération de votre université avec l'ambassade de France
- Puis je vais vous demander de décrire les activités qui sont prévues dans le cadre du FSPI et plus particulièrement avec la Radio Bonjour Kampala
- Enfin, je vous laisserai vous exprimer sur les évolutions souhaitées dans l'avenir pour renforcer la diffusion du français en Ouganda

Insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de faire un procès de l'ambassade de France ou de Bonjour Kampala, mais d'apporter un regard constructif sur la stratégie mise en place et la coordination entre les différents acteurs.

QUESTIONS

INTRO

Description profession et activités actuelles (5 minutes)

- Rôle et activité au sein de l'établissement
- Nom et description des cours de français enseignés
- Niveau et objectif des apprenants
- Nombre d'étudiants et nombre d'heures de cours par semaine

Le rapport à la langue et à la culture françaises (15 minutes)

- Pourquoi apprend-on le français en Ouganda ?
- Quel est le rapport avec les langues en présence en Ouganda (langues officielles et langues maternelles) ? Quelles sont les difficultés rencontrées pour enseigner la langue cible

- Rencontrez-vous des difficultés pour enseigner la culture cible (culture française et culture francophone) ?

INFRASTRUCTURES

Les TICE dans l'enseignement du français et les défis de l'enseignement du français en Ouganda (10 minutes)

- Les manuels, méthodes et méthodologies utilisés sont-ils pertinents pour l'enseignement du français en Ouganda ? Quel genre de manuels préférez-vous et pourquoi ?
- Utilisation d'Internet et de ressources authentiques en classe ?
- Les TICE dans le contexte de l'enseignement du français : attentes, besoins, pour remédier à quelles difficultés ?
- Moyens et ressources
- Formation passée ? Fréquence de la formation ?
- Attentes et besoins ?

HISTORIQUE

Historique et évolution du support de l'ambassade de France (10 minutes)

- Contact privilégié à l'ambassade
- Type de support ou de partenariat
- Fait ou collaboration marquante
- Attentes et besoins

USAGES PREVUS

Le projet FSPI et la collaboration avec BK (20 minutes)

- Les activités principales prévues dans le cadre du FSPI
- Les activités avec BK. Connaissez-vous BK avant ?
- Attentes et besoins

Annexe 13- Environnement de mon stage



Les bureaux de la radio Bonjour Kampala se trouvent au sein de l'Alliance Française de Kampala, dans la capitale du pays. J'ai habité d'octobre 2019 à Mars 2020 au sein de la base militaire UPDF de Jinja. Il faut compter en moyenne 2h30 pour rejoindre les deux villes en voiture.



La classe des apprenants A1



L'ensemble des apprenants, les enseignants, et l'attaché de défense de l'ambassade de France qui est le responsable de cette mission.